

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS
INTERNATIONALES**

**LA QUESTION DE L'ABKHAZIE DANS LES RELATIONS
RUSSO-GEORGIENNES**

Nil Tuncer

Directeur de Recherche : Yrd. Doç. Dr. Ali Faik Demir

Mémoire pour l'obtention du DEA : « Relations Internationales »

**Février 2006
ISTANBUL**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIERE PARTIE- LES ORIGINES ET L'APPARITION DE LA QUESTION ENTRE LA GEORGIE ET L'ABKHAZIE

Chapitre I - L'ethnicité et l'histoire politique de la région

A - Définitions

a - Définition géographique.....	4
b - Définition ethnique	
1 - Identité géorgienne.....	10
2 - Identité abkhaze.....	12

B - Un regard sur l'histoire ancienne..... 16 |

a - La Géorgie.....	18
b - L'Abkhazie.....	19

Chapitre II - L'apparition de l'influence russe et la domination de l'U.R.S.S

A - La Géorgie et l'Abkhazie après l'intervention de la Russie tsariste..... 23 |

B - La Géorgie et l'Abkhazie sous la domination de l'U.R.S.S..... 27 |

Chapitre III - L'indépendance de la Géorgie et le conflit avec l'Abkhazie après l'URSS

A - La transition politique de la Géorgie au début des années 1990

a - L'époque de Gamsakhurdia.....	36
b - L'époque de Chevardnadzé.....	41

B - Le conflit de 1992-1993 entre l'Abkhazie et la Géorgie..... 47 |

DEUXIEME PARTIE - LA POLITIQUE DE LA RUSSIE DANS LE CONFLIT DE L'ABKHAZIE

Chapitre I - La transition politique de la Russie et son influence sur la Transcaucasie post-soviétique

- A - La transition politique de l'URSS et la Transcaucasie.....57**
- B - La politique de la Russie envers la Transcaucasie dans la période post-soviétique.....61**

Chapitre II - Les relations avec la Russie après le conflit de 1992-1993 de l'Abkhazie

- A - Les relations russo-georgiennes après le conflit de l'Abkhazie.....69**
- B - Les relations russo-abkhazes après le conflit de l'Abkhazie.....77**

Chapitre III - La Question de l'Abkhazie et la Russie : “ *négociateur* ” ou “ *chef d'orchestre* ” ?

- A - Les tentatives pour l'établissement de la paix.....82**
- B - La domination russe lors de l'organisation du maintien de la paix86**

Chapitre IV- Le territoire de “ *ni la guerre ni la paix* ”

- A - La Situation Contemporaine : La question non résolue92**
- B - La Politique du nouveau Président de la Géorgie Mikhaïl Saakachvili pour l'Abkhazie et les Relations avec la Russie du Président Vladimir Poutine.....96**

CONCLUSION.....101

BIBLIOGRAFIE.....105

ANNEXES.....113

ABREVIATIONS

BTC	Bakou-Tbilissi-Ceyhan
BTS	Bakou-Tbilissi-Soupsa
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CPMC	Confédération des Peuples Montagnards du Caucase
FMP	Force du Maintien de la Paix
GUAM	Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, et Moldavie
GUUAM	Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, et Moldavie
MONUG	Mission d'Observation des Nations Unies en Georgie
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ONG	Organisation non-Gouvernementale
PCG	Parti Communiste Géorgien
RDG	République Démocratique de la Géorgie
PMC	Peuples Montagnards du Caucase
RSS	République Socialiste Soviétique
SFOCIC	Society for the Reconstruction of the Orthodox Christianity in the Caucasus (Société Pour la Reconstruction du Christianisme Orthodoxe dans le Caucase)
UE	Union Européenne
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

INTRODUCTION

L'Union soviétique a commencé à se désintégrer à la fin des années 1980. Les anciennes républiques soviétiques ont obtenu leur indépendance. Les autonomistes et les minorités de ces républiques commençaient aussi leur lutte pour l'indépendance, alors que les nouveaux Etats post-soviétiques s'efforçaient de maintenir la stabilité et l'intégrité territoriale. Les conflits ethniques se sont ainsi apparus en Transcaucasie et dans plusieurs territoires ex-soviétiques.

La politique de l'ère soviétique sur la région est à l'origine de transformations démographiques. Elle a en effet entraîné une variation ethnique de cette région de la Caucasie qui abrite de multiples ethnies. Situation ignorée sous la direction soviétique, elle a fait surface avec les conflits ethniques sanglants et les conflits de frontières après l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques(URSS).

La Géorgie, Etat transcaucasien, resta longtemps sous la domination de la Russie. Après la déclaration de son indépendance le 9 avril 1991, la Géorgie est entrée dans une phase de déstabilisation. Les conflits ethniques, qui n'ont d'ailleurs pas été encore complètement résolus, étaient les plus grands problèmes auxquels le pays devait faire face. La Géorgie ne parvint pas à stabiliser la situation intérieure, notamment en raison des revendications des minorités nationales.

Dans la première moitié des années 1990, la Géorgie a connu deux conflits armés: le premier, entre 1990 et 1992, opposa les Géorgiens aux Ossètes suite à la déclaration d'indépendance de l'Ossétie du sud (la République autonome de la Géorgie) en 1990; le second, entre 1992 et 1993, vit s'affronter les autorités géorgiennes et les sécessionnistes abkhazes. Le conflit de l'Abkhazie fut le plus cruel et le plus dévastateur. Sa localisation géopolitique et l'importance qu'elle représente aux yeux de la Russie rend le cas de l'Abkhazie plus important.

Malgré leur histoire commune et leurs territoires voisins, la Géorgie et l'Abkhazie abritaient des cultures et des langues distinctes. La langue géorgienne appartient au

groupe des langues caucasiennes du sud. La langue de l'Abkhazie autochtone appartient au groupe du nord-ouest de la famille caucasienne. En 1930, l'Abkhazie était une république autonome au sein de la Géorgie. Elle lutte pour son indépendance depuis les années 1970. L'Abkhazie connaît de graves tensions depuis 1989 et a connu de violents combats entre les troupes géorgiennes et abkhazes.

La guerre de 1992-1993 a provoqué des milliers de morts et l'exode de près de deux cent cinquante mille Géorgiens. L'échec des Géorgiens s'explique également par l'importante aide étrangère dont ont pu bénéficier les Abkhazes, notamment de la part des Tchétchènes et des Russes. L'Abkhazie a proclamé l'indépendance *de facto* en 1993 mais elle n'a pas été reconnue par la communauté internationale.

Le point essentiel que l'on veut souligner ici, est qu'au-delà des causes ethniques et culturelles du conflit abkhazo-géorgien, la question stratégique ne doit pas être ignorée. La Géorgie se trouve dans une région stratégique aux yeux des pouvoirs régionaux et externes. Elle est à la fois la porte de la Russie sur la Mer Noire, et le territoire où les bases russes sont établies. L'importance stratégique de la Géorgie s'est d'autant plus accrue qu'elle se trouve sur la route de l'oléoduc qui va acheminer le brut de la Mer Caspienne vers les marchés occidentaux. Les intérêts russes en Abkhazie sont forts. La porte de la Mer Noire et cette région représente une voie naturelle de communication entre le Nord et le Sud Caucase : voies ferrées, voies routières, oléoduc et gazoduc.

Pendant des siècles, le Caucase fut une région d'intérêts vitaux pour les Russes. Après l'effondrement de l'URSS, la Russie n'a pas totalement abandonné la Transcaucasie, qui est reliée au Caucase du nord, partie intégrée à la Fédération de Russie. Elle a suivi une politique dont l'objectif était ne pas perdre sa domination sur ces territoires. La Russie considère les quatorze autres anciennes républiques comme faisant partie de sa périphérie. La Russie est encore un acteur politique majeur au sein de la région. La Transcaucasie est la partie importante de l'étranger proche pour Moscou.

Après sa désintégration, la Russie s'est efforcée de jouer un rôle actif dans les conflits de la Transcaucasie. Le désir de rester un grand pouvoir et un acteur

international majeur, a aussi affecté l'attitude de cet Etat envers la Transcaucasie. La résurgence des conflits identiques a été mise à profit par la Russie pour opérer son retour dans le Caucase. La question de l'Abkhazie était alors un enjeu pour la Russie.

L'objectif de cette recherche est, via l'étude de l'évolution du conflit en Abkhazie, de définir la politique de la Russie sur cette question et ses effets pour les relations russo-géorgiennes. Pour cela, nous devons tout d'abord nous attacher à connaître les acteurs et à remettre le conflit dans son contexte. Dans ce but, nous présenterons une étude de l'histoire politique de l'Abkhazie et de la Géorgie ; puis une étude sur la différence des identités; et enfin, sur la transition politique de la Géorgie. Cela nous permettra ainsi de remonter aux origines de ce conflit.

Dans la deuxième partie, nous nous efforcerons de répondre aux questions suivantes afin de parvenir à une conclusion : Quelles sont les implications de la transition politique de la grande puissance russe sur la Transcaucasie, et particulièrement sur la Géorgie? Quelles sont les tentatives de la Russie, de la Géorgie et de l'Abkhazie après le conflit en ce qui concerne leurs relations ou sur cette question? La résolution de la question de l'Abkhazie influence-t-elle les relations russo-géorgiennes ? Quelle est l'importance de cette question sur leurs relations ? La Russie profite-t-elle de celle-ci pour satisfaire ses intérêts dans la région ?

Dans la dernière partie, nous étudierons la situation actuelle, celle qui se dessine après " la révolution des roses " en Géorgie et qui présente des changements dans les relations russo-géorgiennes.

PREMIERE PARTIE- LES ORIGINES ET L'APPARITION DE LA QUESTION ENTRE LA GEORGIE ET L'ABKHAZIE

Chapitre I - L'Ethnicité et l'Histoire Politique de la Région

A - Définitions

a - Définition Géographique :

La République de la Géorgie (en géorgien: *Sak'art'velos Respublika*) est un pays situé entre la Mer Noire à l'ouest et la Mer Caspienne à l'est, dans la région transcaucasienne. La Géorgie est limitée au nord par la Fédération de la Russie (Tchérkessie, Balkarie, Ossétie du nord, Ingouchie, Tchétchénie et Daghestan), au sud-est par l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et au sud par la Turquie.¹ Toute la frontière nord est délimitée par la haute chaîne montagneuse que forment les montagnes du Grand Caucase. La Géorgie couvre 69.700 km² et inclut 5.681.000 d'habitants.² La capitale est Tbilissi.

Le pays est divisé entre les parties de l'ouest et de l'est par la gamme de la montagne de Surami. La Géorgie comprend quatre régions distinctes : la Mingrélie et l'Iméréthie au nord-ouest ; le Samtzhé-Javakhétie au sud-ouest, la Kartalie au nord, avec pour capitale Tbilissi, et la Kakhétie à l'est.³ La langue officielle est le géorgien. Les principales villes sont Kutaisi, Soukhoumi, Roustavi, Batumi, Poti, Tskhinvali, Chiatura, Gori. Les langues parlées sont le géorgien, le russe et l'arménien.⁴

La République de la Géorgie compte deux républiques autonomes peu ou prou musulmanes, l'Abkhazie et l'Adjarie, à quoi s'ajoutait avant 1990 une région autonome, l'Ossétie du Sud: l'Abkhazie (8.600 km²) au nord-ouest près de la Mer Noire (capitale: Soukhoumi) , et l'Adjarie (3.400 km²) au sud-est (capitale: Batoumi)

¹ Voir la Carte 1, la Carte 3 et la Carte 5.

² Yves Lacoste (dir), *Dictionnaire de Géopolitique*, Flammarion, Paris, 1995, p. 674. Voir aussi les Tableaux 1 et 3.

³ *Encyclopédie de l'Islam Nouvelle Edition*, Tome: V, E.J.Brill, Leiden, 1991, p. 489. Voir la Carte 2.

⁴ <http://atlasgeo.span.ch/htmlg/Georgie.htm>.

et également près de la Mer Noire, la région autonome (un *oblast*), l'Ossétie du sud (3.900 km²), dans le centre-nord du pays (capitale: Tskhinvali). De ces trois territoires, seule l'Adjarie peut être considérée comme étant entièrement intégrée politiquement dans les structures de l'État géorgien. En Abkhazie et en Ossétie du sud, la situation est différente, car les deux Républiques autonomes refusent de faire partie de la Géorgie. L'Abkhazie et l'Ossétie du sud veulent l'indépendance ou s'intégrer au sein de la Fédération de Russie.⁵

Au nord de la Géorgie, se trouvent deux routes principales aux steppes du sud de la Russie.⁶ La Géorgie prévoit par ailleurs beaucoup du désenclavement des richesses en hydrocarbures de la Mer Caspienne. Elle pourrait servir d'interconnexion entre l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Europe occidentale à travers un réseau d'oléoducs et de gazoducs qui relierait la Mer Caspienne à la Mer Noire, puis, en traversant la Turquie, la Mer Noire à la Méditerranée.⁷

La capitale, Tbilissi, constitue le plus grand centre urbain avec 1.4 millions d'habitants (1996) et une diversité ethnique significative. La deuxième ville du pays, Kutaisi, située sur le cours supérieur du Rioni, compte 236.000 habitants (estim. 1991). Les autres centres urbains de plus de 100.000 habitants sont Batoumi (en Adjarie) et Soukhoumi (en Abkhazie), les capitales respectives de l'Adjarie et de l'Abkhazie, ainsi que Roustavi, une ville située au sud-est de Tbilissi.⁸

La Géorgie dispose d'un vignoble réputé et de vastes alpages en haute montagne. La culture du thé et des agrumes est pratiquée dans les zones subtropicales en bordure de la Mer Noire. Les branches industrielles de cette région riche en manganèse sont relativement développées.⁹

La Géorgie, à la limite de l'Europe et de l'Asie, occupe une position importante dans l'espace caucasien. Ce pays possède de solides frontières naturelles constituées par de hautes montagnes au nord et au sud et par une importante façade maritime sur la

⁵ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie-terr-autonomes.htm>.

⁶ John Wright F.R., "The Geopolitics of Georgia", in John F.R. Wright, Suzanne Goldenberg, Richard Shofield, (ed), *Transcaucasian Boundaries*, St.Martin's Press, New York, 1996, p. 135.

⁷ Aymeric Chauprade et François Thual, *Dictionnaire de Géopolitique*, Ellipses, Paris, 1998, p. 169.

⁸ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie.htm>.

⁹ Y. Lacoste, *op.cit.*, p. 675.

Mer Noire. Sa frontière orientale reste cependant à découvert: mal protégée, largement ouverte sur l'Orient, la Géorgie orientale a été, au fil des siècles, labourée par les invasions.¹⁰

Du point de vue géographique, la Géorgie ne fait partie ni de l'Europe ni de l'Asie (mais il est d'usage de situer la Géorgie en Asie); du point de vue culturelle, l'influence n'est ni occidentale ni orientale, le pays ayant sa propre langue (caucasienne) et ses propres coutumes et traditions. Du point de vue politique, la Géorgie fait partie à la fois du Conseil de l'Europe et de la Communauté des États indépendants (CEI).

A la suite de l'effondrement de l'URSS, dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, la Géorgie a connu deux conflits armés: le premier, entre 1990 et 1992, a opposé les autorités géorgiennes aux Ossètes suite à la déclaration d'indépendance de l'Ossétie du sud en 1990; le second, entre 1992 et 1993, a vu s'affronter les autorités géorgiennes et les sécessionnistes abkhazes.

En effet, la Géorgie ne parvient pas à stabiliser une situation intérieure marquée par l'action de forces centrifuges, notamment sur les minorités nationales. En Ossétie du sud, la tension reste grande après un conflit sanglant et destructeur. En Abkhazie, une véritable guerre oppose le gouvernement de Tbilissi au séparatisme abkhaze. L'indépendance de l'Abkhazie priverait les Géorgiens d'une grande partie de leur façade maritime (et, de surcroît, de la partie la plus riche), de même que la sécession de l'Adjarie leur enlèverait l'important port de Batumi. Tandis que l'économie subit de plein fouet les conséquences de la crise économique qui frappe l'ensemble de l'espace ex-soviétique, la Géorgie devrait également développer ses échanges avec la Russie.¹¹

La Géorgie se trouve dans une région hautement stratégique. Sur la route d'un oléoduc, elle est un enjeu pour les Russes et les pouvoirs externes comme pour les Américains. Aux confins de l'Europe et de l'Asie, la région du Caucase, à laquelle la Géorgie appartient, fut de tout temps un lieu d'affrontements des empires.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asie/georgie.htm>

Aujourd'hui encore, Russes et Américains s'y livrent une lutte d'influence dont l'issue reste ouverte.

La Géorgie, qui fut soumise aux invasions arabe, persane et ottomane, avant d'être annexée à l'empire des tsars au XIX^e siècle, a une position géographique sensible: elle est flanquée au nord de la Russie et au sud de la Turquie, la pointe avancée de l'OTAN dans la région. La Russie, qui n'a cessé de vouloir consolider son influence dans le Caucase, l'a toujours considérée comme un maillon clé. Après l'éclatement de l'URSS et l'indépendance de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, ces trois Etats formant la Transcaucasie ou le Caucase du sud, le Caucase du nord étant intégré à la Fédération de Russie, Moscou n'a pas renoncé à en faire une zone d'influence.¹²

L'importance stratégique de la Géorgie s'est accrue du fait qu'elle se trouve sur la route de l'oléoduc qui va acheminer le brut de la Mer Caspienne vers les marchés occidentaux. Cet oléoduc, désigné sous le nom de BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), partant de Bakou (en Azerbaïdjan), passant par Tbilissi et allant jusqu'au port méditerranéen de Ceyhan (en Turquie) est un projet des Américains.

La stabilité de la Géorgie est capitale pour les Etats-Unis pour une raison essentielle: le pipeline BTC passe par son territoire. Le pétrole de la Caspienne est un élément clé dans les scénarios de diversification de l'approvisionnement énergétique des Etats-Unis, et un chaos à Tbilissi remettrait tout en question. Washington n'a pas lésiné sur son soutien financier, faisant de la Géorgie l'un des premiers bénéficiaires par habitant de son aide extérieure. Dans le cadre de la volonté géorgienne de s'émanciper de Moscou et de se rapprocher de l'OTAN, les Etats-Unis ont lancé en 2001 un programme d'entraînement de l'armée géorgienne. En 2002, alors que la Russie menaçait d'intervenir dans les gorges de Pankissi (nord) pour en chasser les "terroristes" tchéchènes, ils ont aussi envoyé deux cents instructeurs former des

¹² Véronique Soule, "La Géorgie, un maillon clé dans le Caucase", *Libération*, 24/11/2003.

unités antiterroristes.¹³ Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, l'OTAN a organisé en 2002-2003 des manœuvres dans les trois Etats de la région.¹⁴

Officiellement, la Russie ne s'est pas immiscée dans les affaires intérieures de la Géorgie. Beaucoup soupçonnent toutefois la main de Moscou dans les victoires des séparatistes d'Ossétie du Sud en 1992, à l'issue d'un bref conflit, et d'Abkhazie, en 1994, après une guerre qui a fait des milliers de morts. Afin de garder la main dans la région, Moscou aurait joué l'instabilité en soutenant les Abkhazes et les Ossètes, traditionnellement "*russophiles*".¹⁵

Aujourd'hui, des forces de maintien de la paix russes sont déployées dans ces deux régions. De fait, elles maintiennent surtout le statu quo. A la différence des Géorgiens, les Abkhazes et les Ossètes n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Russie; ils peuvent demander la citoyenneté russe et ils utilisent le rouble.

Quant à l'Abkhazie, qui est la République Autonome de la Géorgie, est indépendante *de facto* depuis 1993. Elle est située sur la côte de la Mer Noire, au pied du Caucase. Ses frontières sont, au nord avec la Fédération de la Russie et à l'est avec la Géorgie, la région de Mingrélie à l'est. Elle est limitée par la Rivière de Psou dans le nord-ouest et la Rivière Inguri dans le sud-est.

L'Abkhazie couvre 8.700 km² et inclut 203.000 d'habitants (estimation en 1997).¹⁶ La principale contribution économique et matérielle de l'Abkhazie à l'économie géorgienne était le tourisme et l'agriculture. Son emplacement au long de la Mer Noire et son climat subtropical correspondant, en a fait un des pays les plus visités pendant l'ère soviétique.¹⁷ Le tabac, le thé et le vin constituent sa principale production agricole.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Gaïdz Minassian, La Transcaucasie est morte, vive le Caucase du sud?, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Minassian.pdf>.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Voir aussi le Tableau 2 et le Tableau 4.

¹⁷ Monica Duffy Toft, "Multinationality, Regions and State-Building: The Failed Transition in Georgia", in James Hughes et Gwendolyn Sasse(ed.), *Ethnicity and Territory in The Former Soviet Union : Regions in Conflict*, FC Publishers, Londres, 2002, p. 135.

Sa capitale est Soukhoumi (en Abkhaze : Aqwa / Soukhoum). Elle est située à l'ouest de la Transcaucasie, entre la Mer Noire et les montagnes du Caucase.¹⁸ La République occupe environ la moitié du littoral de la Géorgie et son port était utile à la Géorgie pour les liens de transport entre la Russie et la Turquie. Le port de Soukhoumi était aussi un point de passage important pour le chargement international des biens, ainsi que le chemin de fer qui a connecté la Géorgie à la Russie dans le nord de l'Abkhazie.

L'Abkhazie dépend de la République de Géorgie depuis des années 1930. Mais elle connaît de graves tensions depuis 1989 et, depuis 1992 de violents combats avec les troupes géorgiennes. En outre, les difficultés économiques de l'Abkhazie sont énormes à cause de la destruction du pays infligée par la guerre de 1992-1993 avec la Géorgie et du blocus économique sévère imposé par la Russie.¹⁹

Le territoire autonome de l'Adjarie (2.900 km², soit 4,2% de la Géorgie) est le seul des trois territoires n'ayant pas été en conflit armé avec les autorités centrales. Il jouit d'une importante autonomie garantie par sa propre constitution. Même si des tensions dans les relations avec Tbilissi existent, l'Adjarie fait pleinement partie des structures de l'État géorgien. Sa population de 392.000 habitants est composée principalement de Géorgiens (83%), de Russes (7%), d'Arméniens (4%) et de Grecs (2%). La langue officielle est le géorgien.²⁰

Les Ossètes sont répartis en deux Etats: d'une part, la Géorgie à laquelle l'Ossétie du sud (*Hego Osetia*) appartient juridiquement, d'autre part, la Russie dont l'Ossétie du nord (*Ipar Osetia*) est une république autonome constitutive. Les Ossètes sont parmi les derniers descendants des grands peuples nomades d'origine iranienne, comme les Squithiens, les Sarmats et les Alans. La langue ossète fait partie des langues indo-iraniennes.²¹

¹⁸ Voir la Carte 1.

¹⁹ Viacheslav A. Chirikba, "Georgien-Abkhaz Conflict and Its Aftermath", in Mehmet Tütüncü, (ed.), *Caucase : War and Peace The New World Disorder and Caucasia*, SOTA, 1998, p. 71.

²⁰ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie-terr-autonomes.htm>.

²¹ *Ibid.*

L'Ossétie du Sud comprend 3.900 km², soit 5,5 % du territoire de la Géorgie. Avant les conflits, la population était composée de 99.000 habitants, dont 66 % d'Ossètes et 28 % de Géorgiens. On comptait au total quelques 40 nationalités, dont des Russes, des Arméniens, des Grecs, etc. En 1989, dans la mouvance de la *glasnost* et de la *perestroïka*, le sentiment nationaliste des Géorgiens a effrayé les Ossètes du sud qui ont alors exigé leur unification avec l'Ossétie du nord (en Russie).²²

Suite à une aggravation des relations entre les Ossètes et le régime nationaliste du président géorgien Zviad Gamsakhourdia, l'Ossétie du Sud a déclaré son indépendance en 1990 sous le nom de 'République démocratique d'Ossétie du sud'. Il s'en est suivi un conflit armé qui s'est arrêté à la fin de l'année 1992 par la signature d'un accord de cessez-le-feu. Quelque 53.000 personnes, dont environ 39.000 Ossètes et 11.000 Géorgiens, ont été déplacées par ce conflit; 10.000 réfugiés ont gagné la région russe voisine d'Ossétie du Nord. Les autorités d'Ossétie du sud estiment au moins 60.000 le nombre d'Ossètes, qui ont fui la Géorgie, la plupart pour la Russie.

Le gouvernement de la Géorgie a reconnu les politiques nationalistes qui avaient largement contribué à l'éclatement du conflit entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie. En 1993, l'Ossétie du Sud a adopté une constitution qui respecte l'intégrité territoriale de la Géorgie, même si les négociations sur le statut de l'Ossétie du Sud n'ont pas encore abouti.

b - Définition Ethnique

1 - Identité Géorgienne

Le peuple géorgien est attesté le plus ancien dans la région du Caucase du sud. Il est composé de plusieurs sous-groupes ethnolinguistiques: les Mingréliens, les Svanes, les Lazes, les Adjars et les Meskhètes. Le géorgien constitue avec le mingrélien, le laze et le svan, la famille linguistique caucasienne du sud (dite aussi 'kartvélien'); ses nombreux dialectes sont regroupés en géorgien oriental et en géorgien

²² *Ibid.*

occidental.²³ Le géorgien est aussi parlé dans certaines parties de l'Azerbaïdjan et du nord de la Turquie, ainsi que dans une quinzaine de villages de la région d'Ispahan en Iran.²⁴

Depuis 1930 jusqu'au recensement de 1989, les Mingréliens, les Svans et les Lazes qui vivaient en Géorgie, ont été déshérités du droit qu'ils avaient auparavant de se désigner eux-mêmes comme Mingrélien, Svan ou Laz sur leurs retours de recensement.²⁵ Pour les Abkhazes, "Géorgien" est un terme indiqué et inventé.²⁶

Le pays comprend une centaine de groupes ethniques. La loi sur l'autonomie de 1997 a accordé à plusieurs régions une certaine autonomie administrative.²⁷ L'identité géorgienne représente l'enjeu majeur du futur proche, particulièrement difficile à assumer. Car les rapports complexes avec les minorités recouvrent aussi la réalité des coupures historiques entre Géorgiens eux-mêmes, longtemps divisés en une multitude de principautés rivales.²⁸

Du côté des langues, on peut répartir la population de la façon suivante, le pourcentage des ethnies ne correspondant pas toutefois nécessairement à celui des locuteurs des langues: 71 % de locuteurs parlent le géorgien, 9 % le russe, 7 % l'arménien, 6 % l'azéri, 3 % l'ossète, 1,8 % l'abkhaze, etc.²⁹

Les Géorgiens s'appellent eux-mêmes *Kartveli* ("habitants de la Kartlie") et nomment leur territoire, c'est-à-dire le "pays des Kartveli" (Géorgiens), celui de l'unification politique, culturelle et religieuse du début du XI^e siècle. Pour les Géorgiens, ces appellations remontent au héros mythique Kartlos auquel la légende

²³ Jean-Christophe Tamisie, *Dictionnaire des peuples*, Larousse, Paris, 2001, p. 105.

²⁴ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asi/georgie.htm>.

²⁵ B. G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity and ownership", in John F.R. Wright, Suzanne Goldenberg, Richard Shofield, (ed), *Transcaucasian Boundaries*, St. Martin's Press, New York, 1996, p. 191.

²⁶ Rick Fawn et Sally N. Cummings, "Interests over Norms in Western Policy towards the Caucasus: How Abkhazie is no one's Kosovo", *European Security*, Vol: 10, no. 3, Autumn 2001, p. 96.

²⁷ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asi/georgie.htm>.

²⁸ Jean Radvanyi, "La Géorgie aux prises avec ses archaïsmes", <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/RADVANYI/2218>.

²⁹ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asi/georgie.htm>.

aurait trouvé une origine biblique. Les Arabes et les Perses ont désigné les Géorgiens par *Kourdj* ou *Gourdj*, d'où dérive *Gruzia*, le nom russe de la Géorgie.³⁰

L'administration russe a exploité les Eglises russes orthodoxes et géorgiennes dans sa conception impériale de coloniser la population locale. Afin de christianiser l'Abkhazie, le gouvernement a utilisé la politique de l'établissement de chrétiens, d'une manière prédominante, les Géorgiens, les Arméniens, les Grecs et les Russes dans les villes et villages abandonnés, en excluant les juifs et les musulmans.³¹ Subventionnée par le gouvernement, la Société pour la Reconstruction du Christianisme Orthodoxe dans le Caucase (SFOCIC - Society for the Reconstruction of the Orthodox Christianity in the Caucasus) a été créée en 1868. L'usage du géorgien comme langue de prière s'est montré inutile. Il a aliéné la population abkhaze surtout islamisée et paganistique qui ne connaissait pas la langue. Les racines de la sensibilité aux problèmes linguistiques dans le mouvement sécessionniste en Abkhazie pourraient avoir été plantées à cette époque.³²

Au point de vue religieux, à l'exception des Adjars et des Turcs meskhètes (ahıska), les Géorgiens sont majoritairement (75 %) des chrétiens orthodoxes (Géorgiens orthodoxes: 65 %; Russes orthodoxes: 10%), puis des musulmans (11%), des Arméniens (8 %), des Juifs et autres confessions.³³

2 - Identité Abkhaze

Les Abkhazes représentent le peuple (la désignation de soi Apsua) vivant en Géorgie au long de la Mer Noire et dans le Caucase du nord. Les Abkhazes sont parmi les habitants autochtones les plus anciens de la Mer Noire de l'est.³⁴ Selon le dernier recensement de l'Union, la population totale de l'Abkhazie (RSS) était de 525.000

³⁰ *Ibid.*

³¹ Alexander Murinson, "The secession of Abkhazie and Nagorny Karabagh. The roots and patterns of development of post-Soviet micro-secessions in Transcaucasia", *Central Asian Survey*, no. 23(1), march 2004, p. 15.

³² *Ibid.*

³³ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie.htm>.

³⁴ François Thual, *Géopolitique des Caucases*, Elipses, Paris, 2004, p. 67.

habitants.³⁵ Le peuple autochtone de la République, environ 95.000 habitants en 1989, représentait alors 17,8 % de la population avant la guerre, une minorité ethnique évidente.

Avant la guerre, les principaux groupes ethniques étaient les Géorgiens, les Mingréliens et les Svans (ensemble 46%), les Arméniens (15%), les Russes (14%) et les Grecs (2,8%). Ils y ont vécu ensemble avec les Abkhazes (17,8%). Le multilinguisme a été une caractéristique permanente de l'Abkhazie, mais ses habitants ont considéré cette terre comme étant celle de l'Abkhazie.³⁶

Il est difficile de déterminer avec précision la composition de cette population, car les conflits ont entraîné d'immenses brassages ethniques. Sa principale diaspora est installée en Turquie. Les Abkhazes ont le statut de minorité nationale en Géorgie. Ils sont reconnus ethniquement et linguistiquement distincts des Géorgiens.³⁷

Leurs liens linguistiques et culturels proches les connectent avec les gens voisins du Caucase du nord : avec les Abazinians (les Abazas), les Adygués, les Kabardiens, les Circassiens (les Tcherkesses), aussi bien qu'avec les Nakh (Tchéchénes, Ingouches) et les peuples Daghestanais (les Avars, les Laks, les Lezghis, les Tabassarans, etc.). Ils appartiennent tous à la famille caucasienne du nord et parlent des langues rattachées (et non pas connectées avec la langue géorgienne et les autres langues kartvéliennes). L'Abkhaze-abaza appartient au groupe nord-ouest des langues caucasiennes, qui comprend aussi le tcherkhesse et l'oubykh. Elle regroupe les deux dialectes abkhazes qui ont survécu en Abkhazie : le bzyb et l'abzhuy (abzhuy; Gudauta, or byzb ; Samurzaqano) et les deux dialectes abaza : le tapanta et l'ashkhar.³⁸ Malgré des différences dans les dialectes, mais aussi dans les groupes sous ethniques, dans les respects sociaux, culturels et psychologiques, les Abkhazes représentent une communauté ou bien une nation stable historiquement formée.³⁹

³⁵ Svetlana Chervonnaya, *Conflict in The Caucase Georgia, Abkhazie and the Russe Shadow*, Gothic Image Pub., Londres, 1994, p. 9.

³⁶ Konstantin Ozgan, "Abkhazie - Problems and the paths to their resolution", in Ole Høiris et Sefa Martin Yürükel, (ed.), *Contrasts and Solutions in The Caucase*, Aarhus Uni. Press, 1998, p. 183.

³⁷ Monica Duffy Toft, "Multiationality, Regions and State-Building: The Failed Transition in Georgia", in James Hughes et Gwendolyn Sasse(ed.), *Ethnicity and Territory in The Former Soviet Union : Regions in Conflict*, FC Publishers, London, 2002, p. 129.

³⁸ Jean-Christophe Tamisie, *op.cit.*, p. 105.

³⁹ Svetlana Chervonnaya, *Conflict in The Caucase Georgia, Abkhazie and the Russian Shadow*, Gothic Image Pub., Londres, 1994, p. 9.

Les références à l'Abkhaze ancien sont aussi dans la corrélation permanente avec les diverses tribus d'origine Kartvélien (le Géorgien, le Mingrélien et le Svan). Ainsi, l'ancien peuple géorgien a vécu avec l'Abkhaze ancien sur une terre commune, engagée dans une interaction ethnoculturelle complexe. D'autre part, le rapport ethnoculturel de la langue avec l'Adyghé ne signifie pas l'isolation des Abkhazes des autres peuples du Caucase du nord et Transcaucasie. Dans les temps anciens, les proches liens culturels et génétiques ont lié les Abkhazes avec les tribus géorgiennes, leurs voisins immédiats dans l'est de la Mer Noire.⁴⁰

Les Abkhazes, le peuple attesté depuis l'Antiquité sur les rivages nord-est de la Mer Noire entre les fleuves Psou et Ingouri et sur les contreforts caucasiens de l'arrière-pays, ont été soumis à l'influence culturelle et politique géorgienne. C'est en tant que vassaux des rois Géorgiens que la famille chrétienne des Chervachidze dirigea le pays du XIV^e au XIX^e siècle, tandis qu'une bonne partie de la paysannerie s'islamisa à la suite des efforts ottomans visant à freiner la poussée russe.⁴¹ Celle-ci l'emporta au début du XIX^e siècle. Suite à une révolte contre l'occupation russe en 1866, une majorité des Abkhazes musulmans se réfugia en Turquie et fut remplacée par des Géorgiens, des Russes et des Arméniens.

Le peuple abkhaze possédait le statut d'une langue littéraire et avait le manuscrit Cyrillique dans l'Union soviétique (ce qui eut pour résultat la publication de livres, de journaux et d'un journal). Persécutés dans les années de la première indépendance (1918-1921), les Abkhazes eurent une république autonome au sein de l'Union soviétique, avant d'être réabsorbés par la Géorgie entre-deux-guerres.⁴² Après la subordination de la république à la Géorgie, l'Abkhaze se résigna à l'écriture géorgienne depuis 1938. Un processus « rapide » de « géorgianisation » a remplacé la langue abkhaze par la langue géorgienne comme étant la seule langue de l'Abkhazie. Bien que l'usage de l'abkhaze ait été restauré en 1956, elle est restée une langue mineure.⁴³

⁴⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁴¹ Stéphane Yerasimos, "Transcaucasie : le retour de la Russie", *Hérodote*, no. 81, avril-juin, 1996, p. 180.

⁴² F. Thual, *Géopolitique des Caucases*, *op.cit.*, p. 67.

⁴³ M. D. Toft, *op.cit.*, p. 130.

Selon le recensement de 1989, 94% des Abkhazes considèrent la langue abkhaze leur langue primaire, et 79% considèrent la langue russe leur deuxième langue. Ce nombre révèle une grande division culturelle entre les Abkhazes et les Géorgiens. Seuls 3% des Abkhazes ont réclamé une langue différente du russe comme leur deuxième langue. Bien que cette division de la langue puisse être interprétée comme le résultat de l'hostilité des Abkhazes face aux Géorgiens, une telle interprétation serait fautive. Cela doit plutôt être à cause du manque d'interactions entre les nations. Les Géorgiens qui ont vécu en Abkhazie (44% de la population) ne parlaient pas en géorgien mais plutôt en mingrélien. Selon une estimation, presque 25% des Abkhazes et 44% de Géorgiens (en 1979) vivant en Abkhazie, ne pouvaient pas communiquer avec les autres groupes ethniques alors que la division de la langue a été renforcée. Cela n'est pas entièrement expliqué par la distribution territoriale de la population. Le problème de la langue a révélé une division profonde entre ces deux groupes ethniques, et fut considéré comme une tentative d'imposer le géorgien sur l'abkhaze, ce qui a engendré des ressentiments, en particulier, en ce qui concerne la discrimination en faveur de la langue géorgienne dans l'accès aux études supérieures, aux bureaux gouvernementaux et à l'emploi.⁴⁴

L'Abkhazie a officiellement adopté le christianisme au VI^e siècle.⁴⁵ Les Abkhazes de l'Abkhazie sont chrétiens orthodoxes (65%) et musulmans sunnites (35%). Les Abkhazes musulmans (comme tous les musulmans dans la République) appartiennent au rite sunnite.

Avant la conversion à l'Islam au XVI^e siècle, les Abkhazes étaient d'une manière prédominante chrétiens. Les Abkhazes ont conservé le respect pour le christianisme, même après l'adoption de l'Islam. Les autorités russes ont utilisé cette attitude tolérante envers la religion chrétienne en tant qu'instrument de leur politique impériale lors de la première étape de leur annexion coloniale de l'Abkhazie.⁴⁶

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 72.

⁴⁶ A. Murinson, *op.cit.*, p. 15.

L'Abkhazie a toujours été exposée au nationalisme géorgien. Dès 1990, ils proclamèrent leur indépendance et expulsèrent les Géorgiens (environ 300.000) alors même qu'ils étaient minoritaires au sein de leur République autonome. Une partie des Abkhazes de la Géorgie, qui vivaient alors une indépendance de facto, demandaient leur intégration à la Russie, laquelle pourrait ainsi retrouver une influence en Transcaucasie.⁴⁷

On compte approximativement quelques 100.000 Abkhazes en Géorgie. La plupart d'entre eux habitent l'Abkhazie. Malgré la répression dont ils ont été victimes sous le régime soviétique, ils ont su préserver leur culture caucasienne traditionnelle et leur héritage historique. À l'exemple des Ossètes, les Abkhazes réclament leur rattachement à la fédération de Russie, mais ils sont minoritaires dans leur propre république autonome.⁴⁸

La plupart des minorités linguistiques parlent le russe comme seconde langue, et non le géorgien. Ainsi, en 1989, moins de 3 % des Abkhazes, moins de 10 % des Azerbaïdjanais et environ 20 % des Arméniens vivant en Géorgie déclaraient parler couramment le géorgien. Ainsi, le russe est, après le géorgien (langue officielle), la langue la plus répandue dans le pays. Le russe sert de langue pour les communications inter-ethniques, surtout de la part des Azéris, des Arméniens et des Géorgiens. La quasi-totalité de la population est encore bilingue (russe / langue maternelle).⁴⁹

B - Un Regard sur l'Histoire Ancienne

Dans les temps anciens, la gamme de la montagne de Caucase servait de barrière entre les steppes eurasiennes du nord et les civilisations plus avancées de Mésopotamie et d'Anatolie. Mais le long de l'axe est-ouest, la situation était plus fluide. Le cours de la Rivière d'Araxes, qui délimitait la frontière méridionale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, était la principale route d'échanges entre la

⁴⁷ F.Thual, *Géopolitique des Caucases*, op.cit., p. 67.

⁴⁸ <http://tlfq.ulaval.ca/axl/asi/georgie.htm>.

⁴⁹ *Ibid.*

Méditerranée et l'Orient. Il y avait un chemin septentrional parallèle à l'Asie Centrale, l'Inde et la Chine en passant la Mer Noire, la Géorgie et l'Azerbaïdjan du nord. La circulation était bilatérale au long de ces deux routes. Pour l'Ouest, le passage à travers le Caucase signifiait l'accès aux richesses légendaires de l'Est; pour les envahisseurs asiatiques qui ont traversé l'isthme, c'était un point d'entrée vers l'Europe.

L'emplacement stratégique du Caucase a presque toujours représenté une valeur, plus importante que les soies et les épices. Sa position sur les chemins de l'invasion et du commerce entre les deux continents a déterminé son histoire tourmentée.⁵⁰ Pour une grande partie de cette histoire, le Caucase a subi les luttes de pouvoirs. La région s'est généralement trouvée sur aux bords des empires; en fait, la ligne de division entre les grands pouvoirs s'est souvent dessinée dans le Caucase. Mais loin de permettre au Caucase de se développer, sa position sur la périphérie a été chaudement contestée. La région entière a été plus souvent exposée aux attaques que ne l'ont été les régions du centre et les garnisons principales de l'empire. Les envahisseurs testaient en effet leur force en utilisant ce petit coin de l'empire. Des temps lointains jusqu'à bien après la Première Guerre mondiale, cette dynamique resta fondamentalement inchangé. Bien que de temps en temps réduit, le Caucase était estimé assez important et les conceptions des grands pouvoirs étaient désastreuses pour les peuples locaux.⁵¹

Pendant des siècles, l'Abkhazie et la Géorgie, les Abkhazes et les Kartvéliens, peuples tout à fait distincts, ont occupé des territoires voisins, et chacun d'entre eux détenaient leur propre Etat. L'Etat abkhaze a perduré pendant douze siècles. Il y a eu des périodes dans l'histoire de l'Abkhazie et la Géorgie où les deux ethnies ont vécu au sein d'un seul Etat (VIII^e - XIII^e siècles), mais même alors, l'Abkhazie ne se trouvait pas dans une position de dépendance vis-à-vis de la Géorgie. Au contraire, les rois abkhazes, dans les limites de leur Etat, une partie significative de la Transcaucasie de l'ouest et centrale, ont connu la création d'un nouvel Etat : 'le Royaume de l'Abkhaze et le Kartvélien'. Au XIII^e siècle, après la désintégration de

⁵⁰ Suzanne Goldenberg, *Politics in Contemporary Asia Pride of Small Nation The Caucase and Post-Soviet Disordre*, Zed books, Londres, 1994, p. 10.

⁵¹ *Ibid.*, p. 11.

ce royaume, la Principauté Abkhaze avec, et à un niveau égal, les autres groupes politiques dans le Caucase, a constitué une entité distincte dans l'histoire du monde pendant 600 années.⁵²

a - La Géorgie

La nation géorgienne émergea tout d'abord dans l'ouest du pays. Après la destruction de l'Empire hittite par les envahisseurs assyriens autour de 1200 avant JC, des tribus ont migré dans la région de la Géorgie du sud-ouest actuelle, en se mélangeant avec les anciens groupes ethniques et ont fondé le Royaume de Colchis en l'an 600 avant JC. Les autres tribus de l'Empire hittite, établies plus tard à l'est de la gamme de montagne de Surami, ont fondé le Royaume d'Ibérie vers 300 avant JC. Le nom de la « Géorgie » n'a pas émergé pendant plus de 1000 ans, et il existait alors une variation d'un mot appliqué par les commerçants arabes et iraniens.⁵³

Il y a très longtemps, la Géorgie a été intégrée dans le système d'échanges de la Mer Noire. Les colons grecs ont établi des centres de commerce le long de la côte où ils sont maintenant : Batumi, Poti, et Soukhomi au VII^e siècle avant JC. Les contacts précoces ont été immortalisés dans la mythologie grecque.

Avant l'apparition du Christianisme, le Royaume de Colchis et le Royaume d'Ibérie étaient des centres de vie religieuse active et variée, entourant le zoroastrisme de Perse ainsi que les croyances Grecs. La conversion de la Géorgie au Christianisme s'est faite en 330 -à peu près trente années après l'Arménie-. La nouvelle religion s'est rapidement répandue en Géorgie de l'ouest. Au V^e siècle, l'Eglise géorgienne a obtenu son autonomie sur l'orthodoxie grecque, un statut maintenu sauf lors d'une brève période à la fin de l'ère tsariste.⁵⁴

Au VI^e siècle, la Géorgie s'est retrouvée au sein de la lutte entre les empires Byzantin et Iranien pour la domination du Caucase. En 510, les rois Ibériques qui

⁵² K. Ozgan, *op.cit.*, p. 185.

⁵³ S. Goldenberg, *op.cit.*, p. 13.

⁵⁴ *Ibid.*

gouvernaient alors la Géorgie de l'ouest, s'affaiblissaient. L'Iran pouvait donc abolir la monarchie et assurer le contrôle direct sur les affaires internes. Avec la monarchie géorgienne en suspens, l'Eglise a commencé à jouer un rôle plus important en tant que symbole national. A partir de là, le désarroi interne et la grande compétition pour le pouvoir a déshérité la Géorgie malgré les brèves périodes d'indépendance.

Le règne géorgien à Tbilissi a repris à la fin du XI^e siècle sous le constructeur David. Après sa restauration, la dynastie de Bagratid a régné sur les royaumes géorgiens de tailles et d'autonomies variables pendant plus de 800 ans. Sous son règne (1089-1125), la Géorgie a gagné la protection de l'empereur Byzantin, et les deux ailes du royaume ont été réunies. Ses domaines se sont étendus dans l'Arménie, le Daghestan, l'Ossétie et l'Abkhazie. La petite-fille de David, la Reine Tamara, a encore davantage augmenté la domination de la Géorgie. Sous son règne, la Géorgie a absorbé la ville de Trébizonde (ville grecque) maintenant en Turquie, et a envoyé des commandos à Tabriz, en Iran. Elle a présidé sur un fleurir de culture géorgienne.⁵⁵

Suite au règne de la Reine Tamara, les invasions mongoles ont mené à la fin de l'âge d'or de la Géorgie. Quand l'Empire Byzantin s'est effondré en 1453, la Géorgie a été isolée de la Chrétienté de l'Ouest. Le royaume uni de la Géorgie s'est fragmenté dans Karthi et Kakheti à l'est, et Imereti à l'ouest de la gamme de Surami. Cinq familles de princes ont profité du désordre pour établir leur propres principautés en Mingrélie et en Abkhazie et dans les autres régions de la Géorgie de l'ouest.⁵⁶

b - L'Abkhazie

A partir du VI^e siècle avant JC., le territoire de l'Abkhazie a appartenu au Royaume de Colchis, le plus ancien de la Transcaucasie de l'ouest, dont l'apogée fut au IV^e siècle avant JC. Ce fut la première tentative pour unir toutes les tribus locales en un seul Etat Géorgien. Après la désintégration du Royaume de Colchis (le II^e siècle avant JC), son territoire se démembré et les terres du littoral ouest de la Mer Noire, y

⁵⁵ *Ibid.*, p. 14.

⁵⁶ *Ibid.*

compris l'Abkhazie, ont été accaparées par Mithradates VI, le Roi de Pontus. Au I^{er} siècle après JC, l'Abkhazie du Royaume de Pontic, comme le reste de la Géorgie de l'ouest, s'est assimilé à la culture Hellénique qui y a imposé une marque vive et qui a mis cette région en contact avec le littoral de la Mer Noire septentrionale et la Crimée.⁵⁷ (Le Royaume du Bosphore devint aussi une partie du Royaume de Pontus à la fin du II^e siècle après JC).

Les Grecs ont été remplacés par les légionnaires romains, et déjà en l'an 64 avant JC, les terres de l'Abkhazie et des Colchis se sont retrouvées au sein de l'Empire romain avec le Royaume de Pontic. Les tribus locales ont mené une lutte persistante contre la domination romaine. L'une des premières provinces à se dégager de l'Empire romain fut la Géorgie de l'ouest où, à la fin du IV^e siècle après JC, le Royaume de Lazica (ou Egrisi-le plus ancien nom de Mingrélie) s'est rattaché au territoire de l'Abkhazie et l'Adjarie actuel. Enfoncée dans une lutte interminable, avec les guerres fréquentes contre Rome, et avec les nouveaux empires puissants de Byzance et d'Iran, qui cherchaient à étendre leur domination dans la zone de la Mer Noire de l'est, l'histoire dramatique de Lazica fut un point commun dans le processus de la formation d'un Etat des Géorgiens et les Abkhazes et la culture précoce chrétienne.

Cependant, les processus de diffusion du christianisme parmi les tribus de Transcaucasie n'étaient pas absolument synchrones. On considère que la Géorgie s'est christianisée à partir de 337, et l'Abkhazie beaucoup plus tard - Le christianisme a été introduit par Justinien entre 543 et 546 après JC.⁵⁸

Aux VI^e et VII^e siècles, la Géorgie de l'ouest et l'Abkhazie étaient dans Byzance et étaient en fait l'arène de guerres incessantes entre Byzance et l'Iran pour la domination de ces terres; entre les tribus locales confédérées et leur souverains; et entre les guerriers du Caliphate envahissant le Caucase et les forces opposés telles que les Khazars. Les Arabes ont conclu des alliances éphémères mais celles-ci se sont rapidement brisées.⁵⁹

⁵⁷ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 11.

⁵⁸ B. G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of ...", *op.cit.*, p. 192.

⁵⁹ *Ibid.*, p.12.

Dans des temps plus lointains, commençant avec les historiens grecs et romains, le territoire de l'Abkhazie a été fondé par les tribus de l'Abkhaze de Apsilians, Abazgian Sanigs et Missimians.⁶⁰ Leur unification au VIII^e siècle a formé la Principauté de l'Abkhaze féodale, (en 730) une union stable des Abkhazes et des tribus géorgiennes.⁶¹ A la fin de VIII^e siècle, l'Etat de l'Abkhaze lui-même est libéré du vasselage Byzantin, et le prince Abkhaze Leon II a reçu le titre de roi Abkhaze avec l'aide active du Khazar Khanate. Le dernier royaume de l'Abkhazie (le Royaume de l'Abkhaze), a produit le premier roi d'une Géorgie unie.

De 780 à 975, le terme "Abkhazie" était généralement utilisé pour désigner toute la Géorgie de l'ouest. Ce terme est devenu synonyme de Sakartvelo pendant tout le temps où la Géorgie est restée unie, mais il a ensuite repris son sens original limité.⁶² Sa population était composée des Abkhazes (la minorité) et des tribus kartvéliennes Géorgiennes (la majorité : les Laz, les Mingréls et les Svans). C'est pendant cette période que ces tribus ont contribué à la formation respective des nations abkhazes et géorgiennes. La capitale du royaume était alors Kutaisi. Il était divisé en huit principautés: Saeristavos (Abkhaze), Tskhumi (le vieux nom Géorgien de Soukhoumi), Bedian, Svan, Racha-Takverian, Gurian, Kutaisian et Shorapanian.⁶³

Le Royaume Abkhaze a atteint son point culminant aux IX^e et X^e siècles (sous Giorgi II et Leon III), devenant un Etat uni puissant, polyethnique, avec une prédominance des Géorgiens et des Abkhazes, et constituant une société féodale développée avec une haute culture. La capitale du Royaume Abkhaze, Kutaisi, est devenue la capitale de la Géorgie unie, conservant ce statut pendant plus d'un siècle.⁶⁴ En 978, après la mort de Teodosi qui ne laissa aucun héritier à sa suite, la dynastie des rois Abkhazes et le Royaume de l'Abkhaze se sont achevés. Cependant, le développement de la culture abkhaze et son processus d'Etatisation a naturellement continué au sein d'un Etat géorgien, uni et plus large.

⁶⁰ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 183.

⁶¹ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 12.

⁶² B. G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity...", *op.cit.*, p. 192.

⁶³ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 13.

⁶⁴ *Ibid.*

Le premier sur le trône géorgien fut Bagratid III Bagrationi (978-1014), enfant d'un Géorgien et d'une Abkhaze. Par la suite, à travers le Moyen Age, le processus d'intégration de l'Abkhazie et de la Géorgie s'est intensifié sous ses aspects politiques, économiques, militaires et culturels. Il est devenu traditionnel de mener des campagnes militaires communes des Abkhazes et des Géorgiens contre les agressions sur le royaume Géorgien, provenant du Sultan des Seljouk (le combat de Basiani 1205), de l'Abbasi Califate, et , avec l'expansion vers l'ouest de l'Empire de Genghis Khan et le Genghisids- des hordes Tatar-Mongoles, dont l'invasion créait une menace pour la civilisation chrétienne de la Transcaucasie.⁶⁵ Le pouvoir central en Géorgie s'est effondré avec l'apparition des Mongols au XIII^e siècle, ce qui a causé la fraction du pays en deux royaumes. A la fin du XIII^e siècle, la Géorgie représentait une conglomération de telles principautés.

A la fin du XIV^e siècle toute l'Abkhazie est devenue un vassal de la principauté appelée Sabediano (essentiellement Mingrélie).⁶⁶ Au XV^e siècle, la Géorgie a été affaiblie par des guerres féodales cruelles, s'est désintégrée en plusieurs royaumes et principautés (Kartli, Kakhétie, Imérétie, Samtskhe-Saatabago, Mingrélie, Gurian et Abkhazie), et est devenue l'objet de rivalité et la cause des guerres entre l'Iran et l'Empire Ottoman (XVI^e - XVIII^e siècle).⁶⁷

Après une courte période de prospérité pour la principauté indépendante de Sabediano (1470-1475), unissant la Mingrélie (la principauté de l'Odishi), la Gurian et une partie considérable de l'Abkhazie, celle-ci s'est retrouvée sous la dépendance de l'Empire Ottoman. Au milieu de XVI^e siècle, l'Abkhazie s'est retrouvée elle aussi à la merci de l'Empire Ottoman. Ainsi, l'Abkhazie fut sous la direction du Sultan pendant presque 300 ans (XV^e-XVIII^e siècles). Cependant, elle n'a pas complètement perdu son indépendance.⁶⁸

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ B.G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity...", *op.cit.*, p. 192

⁶⁷ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 13.

⁶⁸ *Ibid.*

Chapitre II - L'Apparition de l'Influence Russe et la Domination de l'U.R.S.S.

A - La Géorgie et l'Abkhazie après l'intervention de la Russie tsariste

À partir du XVIII^e siècle, les frontières méridionales de l'Empire russe se déplacèrent à mesure que les Empires ottoman et perse reculaient. L'expansion de la Russie impériale s'est effectuée tantôt en suivant les lignes des fronts cosaques entre la Caspienne et la Mer Noire, tantôt par des guerres de conquête, voire des acquisitions consacrées par des traités diplomatiques. Ces avancées ne furent ni linéaires, ni frontales, car Saint-Pétersbourg réussit d'abord à conquérir une grande partie de la Transcaucasie avant d'entreprendre la conquête particulièrement difficile de l'intérieur de la Ciscaucasie.

Les motifs de cette poussée russe étaient complexes. Il s'agissait autant d'une avancée stratégique à travers le Caucase vers la Mer Noire, la Méditerranée et le golfe persique que de la libération des peuples chrétiens dominés par les empires musulmans (ottoman et perse) ou de la poursuite d'objectifs économiques, lesquels deviendront prépondérants à la fin du XIX^e siècle, avec l'exploitation du pétrole, du manganèse, du cuivre et du plomb de Transcaucasie. Dans l'esprit des dirigeants de Saint-Pétersbourg, ces frontières méridionales du Caucase étaient provisoires.⁶⁹

La situation de l'Abkhazie et de la Géorgie face à la diffusion du pouvoir de l'Empire russe dans le Caucase s'est révélée complexe. Ils sont entrés dans l'Empire étape par étape avec la conclusion par l'autocratie russe de traités séparés avec les rois et les princes locaux. L'annexion de la Géorgie a été exécutée en parties, ces saisies coloniales étaient triées par une incorporation en apparence volontaire des territoires séparés dans la Russie. Les éléments volontaires sont arrivés de tous niveaux - de l'élite dirigeante aux masses populaires - car ils pensaient que ce serait plus facile avec les Russes, et que le Tsar blanc les libérerait du joug turc et de la menace imminente des conquêtes persanes.⁷⁰ Néanmoins, cette situation était

⁶⁹ F. Thual, *op.cit.*, p. 19.

⁷⁰ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 15.

commune et égale pour les Abkhazes et les Géorgiens. Ils ne pourront pas arrêter l'attaque de l'Empire russe et de la conquête du Caucase.

En 1810, l'Abkhazie est entrée sous la protection de la Russie tsariste -la Géorgie de l'est avait été annexée en 1801, Mingrélie l'a suivi en 1803, et la province de l'ouest de l'Imeretie en 1804.⁷¹ L'Abkhazie et la Mingrélie ont continué à administrer leurs propres provinces jusqu'à ce qu'ils aient été pris sous le total contrôle russe, respectivement en 1864 et en 1857, alors que la guerre dans le Caucase du nord s'est achevée en faveur de la Russie.⁷²

Les régions administratives ont été établies en 1810 et ont changé de diverses façons par la suite. De 1864 à 1866, à cause de la rébellion de l'Abkhaze contre la réforme de la terre, celle-ci a conçu le Département Militaire Soukhomi, constitué par le Bzyp, les régions de Soukhomi et Abzhwa, et les orates préfet de Tsebelda et Samurzaqano, tous sous le contrôle du Gouverneur Général de Kutaisi (la capitale de Imeretie en Géorgie de l'ouest). En 1866, ces protectorats ont été abolis, et quatre nouvelles régions ont été créées au sein du Département Militaire Soukhomi. Une autre réforme a été introduite en 1868 quand ce département a été fractionné dans les régions de Pitsunda (de Gagra à Kodor) et Ochamchira (du Kodor à Ingur). En 1883, le Département Militaire a été dévalorisé et a été renommé comme un partie militaire, directement subordonnée, de 1903 à 1906, aux autorités russes responsables du Caucase et basées à Tbilisi.

L'Abkhazie était gouvernée par des dirigeants d'origine de l'Abkhaze qui étaient indépendante. Cette Principauté indépendante de l'Abkhazie, en 1810, est entrée volontairement sous la protection de la Russie tsariste, et elle a gardé son autonomie jusqu'en 1864.⁷³ Les tribus d'Abkhazes musulmans des Ubykhs et des Shapsugs se sont levées en une série de rébellions anti-russes en 1824, en 1844 et en 1857. Pendant la guerre de Crimée (1854-1856), l'Abkhazie avait été occupée par les troupes turques. Les autorités tsaristes ont fait une accusation sans fondement sur le fait que l'Abkhazie avait été occupée à cause de la collaboration de la population locale. Après l'occupation de l'Abkhazie en 1864, les troupes russes ont commencé

⁷¹ B.G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity...", *op.cit.*, p. 194

⁷² *Ibid.*, p. 195

⁷³ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 186.

la première campagne des déportations de la population abkhaze.⁷⁴ La conquête du Caucase faisait partie de la politique coloniale de l'Empire Russe. L'Etablissement de la côte de la Mer Noire et les contreforts fertiles du Caucase avec les colons chrétiens, la Russie a renversé les Circassiens et les a arrachés de leurs terres natives. Certains d'eux ont été exilés, les autres ont fui de la domination Russe et ont émigré volontairement. Dans les années 1860-1870, presque tous les Circassiens survivant (au moins 300.000) ont émigré (surtout les musulmans) vers l'Empire Ottoman. Après l'exclusion de plusieurs Abkhazes, leur pays est devenu un sujet de la Russie et de la colonisation surtout Géorgienne. Avant le Grand Exode, il y avait de 130.000 à 150.000 Abkhazes (avec les Abazas, leur nombre montait jusqu'à 180.000).⁷⁵

Les exclusions forcées des Abkhazes ont continué entre 1875-1879, et à la fin du XIX^e siècle, ils ne constituaient plus que 53% des 106.200 habitants de l'Abkhazie. Entre 1861 et 1865, 16.000 familles russes, y compris 150 officiers, ont été établis sur le territoire des Abkhazes.⁷⁶ Pendant les huit premières décennies du XIX^e siècle, on a estimé que 120.000 Abkhazes ont émigré ou ont été expulsés vers l'Empire Ottoman, surtout en 1864 et 1877-1878 à la suite de la guerre Russo-Turque.⁷⁷

Le gouvernement tsariste a utilisé la noblesse géorgienne comme une procuration dans ses politiques impériales. Les nobles géorgiens ont été assignés aux hautes positions dans l'administration locale et au service civil. Beaucoup de figures publiques géorgiennes ont réclamé une plus ample colonisation de l'Abkhazie à la fin du XIX^e siècle. A la suite de l'établissement organisé des Kartvéliens (Géorgiens, Mingréliens) en Abkhazie, leur population a augmenté de 4.000 en 1886 à 25.000 en 1895 sur ce territoire.⁷⁸ En 1897, le premier recensement officiel de toute la Russie a fait état de la présence en Abkhazie de seulement 58.697 Abkhazes, qui formaient 55.3% (106.000) de la population de l'Abkhazie. Les nombres pour les autres groupes ethniques en Abkhazie en 1897 étaient 25.875 Géorgiens (24,4 % ;

⁷⁴ A. Murinson, *op.cit.*, p. 14.

⁷⁵ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 73.

⁷⁶ A. Murinson, *op.cit.*, p. 15.

⁷⁷ B.G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity...", *op.cit.*, p. 193.

⁷⁸ A. Murinson, *op.cit.*, p. 15.

ceux-ci étaient principalement Mingréliens), 6.552 Arméniens (6,1%), 5.135 Russes (5,6 %) et 5.393 Grecs (5,0%).⁷⁹

Evolutions démographiques en Abkhazie sur 100 ans :⁸⁰

Années :	1886	1897	1926	1939	1959	1970	1979	1989
Abkhazes :	58.961	58.697	55.918	56.147	61.197	77.276	83.097	95.840
Géorgiens:	3.989	25.875	67.494	91.067	158.221	199.595	213.332	230.523
Russes :	972	5.135	20.456	60.201	86.715	92.889	79.730	74.600

En 1914, l’Empire des tsars envisageait de les repousser encore plus au sud en annexant l’Arménie et l’Azerbaïdjan perse. Dans cette longue marche vers le sud, l’Empire des tsars avait incorporé des peuples très divers, de religions et de niveaux sociaux très différents, provoquant la fuite de centaines de milliers de personnes vers l’Empire ottoman et favorisant l’installation de centaines de milliers de Russes (cosaques, paysans, ouvriers, fonctionnaires ou militaires). A différentes époques, la Russie lança des campagnes de russification qui visaient généralement les peuples chrétiens, comme les Arméniens ou les Géorgiens, plutôt que les peuples musulmans. La résistance à toute forme d’emprise russe stimula les sentiments nationaux des populations conquises, qui réagirent diversement.⁸¹

En 1914, la Transcaucasie était devenue une région périphérique de l’Empire russe, motrice de l’économie russe par la présence de gisements pétroliers. Sur le plan géopolitique, la Transcaucasie formait une place d’armes en vue d’expansions futures vers le nord de la Perse d’une part, et d’autre part, vers l’est de la Turquie, qui devaient servir de relais à l’avancée russe en direction des mers chaudes. Aussi, après plus d’un siècle de domination, la Russie tsariste avait-elle favorisé et consolidé l’existence de trois Caucases différents: en Ciscaucasie, un Caucase du nord-ouest très russifié au nord-est ; un Caucase montagnard, rebelle, “ islamiste ” avant l’heure ; et enfin, au sud de la chaîne des montagnes, une Transcaucasie aux

⁷⁹ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 73.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 74.

⁸¹ F. Thual, *op.cit.*, p. 18.

mouvements nationaux proches de ceux des Balkans. Ces trois régions du Caucase aux aspects contrastés, à partir de 1914, se sont trouvées projetés dans la tourmente de la Première Guerre mondiale, puis dans celle de la Révolution russe et, avec une incroyable violence.⁸²

De la Première Guerre mondiale est issu le Caucase actuel, qui n'a pas achevé d'absorber l'héritage laissé par un tsarisme brutalement disparu, peu de temps avant son " pire ennemi ", l'Empire ottoman. La guerre entre la Russie et la Turquie, qui, des deux côtés, prit une tournure de guerre sainte, ne fit que renforcer les antagonismes identitaires du Caucase. Mais cette région resta jusqu'à la disparition du tsarisme une forteresse sous le contrôle étroit de Saint-Pétersbourg.⁸³

B - La Georgie et l'Abkhazie sous la Domination de l'U.R.S.S

Suite à l'effondrement de l'Empire russe et après la Révolution russe de 1917, l'Abkhazie est resté indépendante de la Géorgie. Le 8 Novembre 1917, le Congrès des peuples abkhazes a formé le parlement de l'Abkhazie (le Conseil de Peuple abkhaze), qui a adopté sa " Déclaration " et sa " Constitution ".⁸⁴ L'Abkhazie est devenue une partie constituante de la République Indépendante de la Montagne du Caucase -dans laquelle se trouvaient des ethnies unies apparentées aux Abkhazes. Elle a été proclamée le 11 Mai 1918, lors de la Conférence de Paix de Batoum qui a inclus la Daghestan, la Tchétchénie—Ingouchie, l'Ossétie, la Karatchaïe—Balkarie, l'Abkhazie, la Kabarde, et l'Adygé. Une commune soviétique a été établie en Abkhazie en 1918, mais elle a duré seulement 40 jours, quand les Mencheviks, qui avaient pris le pouvoir à Tbilissi, avaient pris l'Abkhazie sous leur contrôle. Entre 1918 et 1921, l'Abkhazie est relevée de l'occupation des forces militaires de la République Démocratique (Menchevik) Géorgienne. Sous l'ordre du Général Mazniashvili (Mazniev), les militaires ont avancé vers l'Abkhazie. Le Conseil de Peuple Abkhaze, le plus haut organe du pouvoir, a été supprimé, et une dictature nationaliste géorgienne a été établie dans le pays.⁸⁵ En 1921, l'Abkhazie et la

⁸² *Ibid.*, p. 19.

⁸³ *Ibid.*, p. 20.

⁸⁴ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 72.

⁸⁵ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 186.

Géorgie ont été “soviétisées”. Le 4 mars 1921, le pouvoir soviétique a été rétabli, on accorda à l’Abkhazie le statut d’une république de l’Union et le 21 mai 1921, la République Socialiste Soviétique Abkhaze a été reconnue par le comité révolutionnaire de la Géorgie.⁸⁶

Le 4 mars 1921, l’établissement du pouvoir soviétique a été considéré par les peuples de l’Abkhazie comme la libération de l’occupation de la République Démocratique Géorgienne et du régime répressif de la direction Parti menchevik.⁸⁷ Le pouvoir à Tbilissi, entre 1918 et 1921, n’avait pas créé de mécanismes démocratiques ni adoptées de politiques pour la protection des droits communaux des minorités. La Constitution géorgienne, qui comprenait quelques garanties de droits des minorités, a été adoptée en février 1921, la veille de l’intervention bolchévique. Le gouvernement menchevik de Noe Zhordania comptait plus sur les politiques terroristes de l’Etat, a forcé l’assimilation culturelle, et a accéléré le règlement des Géorgiens et Mingreliens pour changer l’équilibre démographique en Abkhazie en faveur de ses habitants kartvéliens. A la suite des politiques de règlement subventionnées par le gouvernement de Menchevik, la population de l’Abkhazie a considérablement augmenté .⁸⁸

Du 8 avril au 17 mai, les Bolcheviks ont contrôlé tout l’ancien district de Soukhoumi (à l’exception de la région Ochamchire). Les forces du Conseil de Peuple abkhaze n’étaient alors pas suffisantes pour libérer l’Abkhazie.⁸⁹

La République Socialiste Soviétique de l’Abkhazie fut déclarée le 31 mars 1921. Suite à la soviétisation de la République géorgienne, par un traité d’union signé en décembre 1921, l’Abkhazie fut dotée du statut de République de l’Union soviétique, tout en faisant partie de la République Soviétique de la Géorgie.⁹⁰ En Géorgie, une république autonome qui comprenait les Abkhazes et les Adjars, ainsi qu’une région autonome des Ossètes du sud fut instaurée.

⁸⁶ B. G. Hewitt, “Abkhazie: a problem of identity...”, *op.cit.*, p. 201.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 201.

⁸⁸ A. Murinson, *op.cit.*, p. 17

⁸⁹ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 23

⁹⁰ S.Yerasimos, *op.cit.*, p. 181

En 1922, l'Abkhazie à un niveau égal, et avec la Russie, l'Ukraine, la Bellarussie, et la Géorgie, a signé le document historique qui a créé l'URSS. Le 13 décembre 1922, l'Abkhazie (avec la Géorgie) est devenue une partie de la République Fédérée Socialiste Soviétique Transcaucasienne. Le russe et l'abkhaz ont été déclarés les langues officielles de la république.⁹¹

En 1926, l'Abkhazie a rejoint la République géorgienne en tant qu'Etat souverain et basé sur la reconnaissance des droits égaux. Ce statut de l'Abkhazie en tant que république, a été enchâssé dans les constitutions géorgiennes et abkhazes de 1925. La même année, un alphabet d'origine latine a été créé pour le développement de la littérature indigène.⁹² La Constitution de 1925 de l'Abkhazie, a été adoptée lors du troisième Congrès des Soviétiques de l'URSS. L'Abkhazie a confirmé l'unification de l'Abkhazie et de la Géorgie avec un traité de l'Union, et l'Abkhazie (RSS) fut déclarée Etat souverain exerçant le pouvoir étatique sur son territoire de façon indépendante.⁹³

L'Abkhazie est restée une république de l'Union jusqu'en 1931. Finalement, en février 1931, et sous la pression directe de Staline, le statut politique de l'Abkhazie s'est transformé en une République autonome au sein de la Géorgie soviétique, ce qui signifiait une incorporation efficace de l'Abkhazie en Géorgie. L'Abkhazie a perdu son statut de la république de l'Union, et elle s'est associée à la Géorgie pour devenir une simple république autonome au sein de ce pays.⁹⁴ Cela est arrivé contre la volonté du peuple abkhaze, sans un référendum ou aucune autre forme de consentement populaire et cela a causé les protestations de masse en Abkhazie.⁹⁵

Lavrenti Beria a été nommé à la tête du Parti Communiste Géorgien en 1931 et Président du comité du parti Transcaucasien en 1932. Dès 1933 il a pris en main la politique de nationalité en Abkhazie qui a été maintenue et fortifiée jusqu'à sa mort et celle de Staline en 1953. Cette politique était basée sur l'établissement massif des

⁹¹ A. Murinson, *op.cit.*, p. 18

⁹² *Ibid.*

⁹³ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 72.

⁹⁴ B. G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of ..." , *op.cit.*, p. 201

⁹⁵ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 72.

Kartvéliens en Abkhazie. A la même époque, les autorités géorgiennes ont ranimé la politique de la “ géorgianisation ” de l’Abkhazie.⁹⁶

L’Abkhazie a subi une importation forcée de diverses nationalités, surtout Mingreliennes et Géorgiennes de provinces de l’ouest. Cela a réduit la partie Abkhaze de la population au dessous du seul de 20%. Pour la première fois dans l’histoire des Abkhazes, ils sont devenus une minorité sur leur propre terre.⁹⁷ Cette politique dans le domaine culturel a inclus:⁹⁸ l’introduction en 1938 de l’écriture cyrillique en tant que base pour les systèmes d’écriture de toutes “ les jeunes langues écrites ” (comme l’abkhaze). L’attribution du statut de “ langues littéraires ” pendant la période soviétique avait pour objectif l’éradication de l’analphabétisme. Les Abkhazes (avec l’Ossétie) ont été forcés à adopter le manuscrit géorgien (jusqu’ à 1953).⁹⁹ Dès mi-1940, sous l’intendance de K’andid Chark’viani du parti géorgien avec Ak’ak’i Mgeladze dans le contrôle à Soukhoumi, l’éducation abkhaze a été abolie, et les écoles de la langue abkhaze devinrent des écoles de langue géorgienne.¹⁰⁰ Entre 1945 et 1946, les écoles de langue abkhaze furent fermées et la radio abkhaze cessa d’être diffusée.¹⁰¹ La publication de matériels en langue abkhaze a été arrêtée. La seule langue utilisée pour l’éducation est devenue le géorgien, bien qu’elle était méconnue par la plupart des Abkhazes. L’ethnicité et la langue géorgienne ont été mises dans une position privilégiée en Abkhazie, au détriment de la langue et la culture des Abkhazes indigènes.¹⁰²

Les questions concernant des délibérations de l’Union sous la forme de nouvelles constitutions sont apparues en 1977. Tous les Kartvéliens ayant compris que c’était une occasion pour démontrer à Tbilissi la défense des droits de la langue géorgienne dans la constitution républicaine, 130 proéminent abkhazes avaient envoyé une lettre au Kremlin énumérant leurs plaintes continues contre ce qu’ils ont considéré comme la “ géorgianization ” continue dans leur pays.¹⁰³

⁹⁶ A.Murinson, *op.cit.*, p. 18

⁹⁷ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 73.

⁹⁸ A.Murinson, *op.cit.*, p. 18

⁹⁹ B. G. Hewitt, “Abkhazie: a problem of ...”, *op.cit.*, p. 201.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 203.

¹⁰¹ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 182.

¹⁰² V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 73.

¹⁰³ B.G. Hewitt, “Abkhazie: a problem of ...”, *op.cit.*, p. 203.

C'est en 1978 que les Abkhazes musulmans et chrétiens, devenus minoritaires dans leur propre pays, ont ainsi lancé la première campagne pour la sécession de leur république et son rattachement à la Fédération russe.¹⁰⁴ Des troupes y ont été envoyées. En réponse, une commission est arrivée de Moscou, et diverses mesures ont été recommandées comme un moyen d'améliorer la situation.¹⁰⁵ Pour ne pas braquer les Géorgiens, Moscou a refusé le rattachement à la Fédération russe mais a accordé une autonomie culturelle plus large, entraînant la création d'une université, et une implication plus grande des Abkhazes dans la vie politique de leur république.¹⁰⁶ Les changements comprenaient une augmentation dans le budget général, l'amélioration de l'Institut Pédagogique de Soukhomi en une université (seulement la seconde en Géorgie), la désignation d'endroits réservés à l'Université de Tbilissi pour les étudiants de l'Abkhazie, l'introduction d'émissions de télévision abkhaze, l'augmentation de la publication, et le développement d'entreprises locales. Cependant, Moscou a refusé d'encourager une sécession de la Géorgie ou de permettre le retrait de la reconnaissance constitutionnelle de la langue géorgienne en Abkhazie.

Et pourtant les changements de 1978-1979 permis une amélioration fondamentale mais cela ne dura pas longtemps. Les huit dernières pages de la lettre abkhaze concernent les problèmes actuels. Par essence, cette autonomie de l'Abkhazie n'est pas complètement exacte; bien que les Abkhazes aient pu tenir les positions de personnalité de prestige dans le gouvernement, toutes décisions cruciales sont reçues par Tbilissi, et pour l'avantage des Kartvéliens.¹⁰⁷

Après la fusion artificielle d'éléments kartvéliens de Beria avec le résidant originaire, qui ont été inondé dans leur propre république, de même que la fermeture des écoles de langue abkhaze et de la publication locale par Chark'viani-Mgeladze, cela avait été probablement suffisant pour effectuer la " géorgianisation " (mingrelianisation) de plusieurs générations des Abkhazes restants. Pendant la période de dé-Stalinisation, beaucoup de prohibitions ont été soulevées dans le domaine culturel,

¹⁰⁴ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 182.

¹⁰⁵ B.G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of ...", *op.cit.*, p. 204.

¹⁰⁶ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 182

¹⁰⁷ A. Murinson, *op.cit.*, p. 19.

mais jusqu'en 1978, les étudiants parlants en abkhaze se sont vus refuser tout accès aux études supérieures au sein de la république géorgienne. Pourtant, la publication des livres et des périodiques en abkhaze a été promue par les autorités soviétiques.

Le maintien de Kartvélien sur le pouvoir a pris une forme plus secrète et subtile que le passé, mais sur la question critique de la dépendance de la terre, la politique en 1988 était une simple continuation de ce que les Mencheviks avaient commencé et que Beria et ses successeurs ont réactivé plus tard. La solution suggérée était un changement radical du statut, à savoir la récréation de RSS Abkhaze originale. Pour que l'Abkhazie puisse significativement contrôler sa propre destinée à l'avenir.

La politique de la dilution ethnique de la population abkhaze par la nationalité nominale géorgienne a continué jusqu'à l'ère de Gorbatchev. La domination culturelle et démographique par les Géorgiens dans leur propre république a mené l'élite politique abkhaze à exiger la sécession de ce " petit empire ". La crainte d'extinction culturelle était un facteur important de la défense abkhaze de leur langue, leur système éducatif, leur prise des travaux de gouvernement, et l'autonomie générale contre la pression géorgienne.¹⁰⁸

En raison de tendances démographiques négatives, les problèmes de nationalité dans la république abkhaze ont engagé de plus en plus les Abkhazes autochtones et la pluralité géorgienne en Abkhazie, ainsi que le gouvernement de la République de la Géorgie. Les bouleversements ethniques et les émeutes anti-soviétiques sont apparus en Abkhazie en 1957, 1967 et 1978.¹⁰⁹ Les Abkhazes n'ont jamais réconcilié avec la position coloniale opprimée, qui a été exprimée dans les démonstrations et les grèves massives, mais aussi dans d' autres formes de protestations publiques en 1931, 1947, 1957, 1967, 1977-78, et 1989.¹¹⁰

Les Abkhazes ont été accusés d'être une minorité ingrate et énormément privilégiée.¹¹¹ L'allusion avait déjà été faite avec la représentation des Abkhazes au sein des partis. De façon intéressante, la représentation n'est pas étrangère aux

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 20

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 72

¹¹¹ B.G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of ...", *op.cit.*, p. 208

Kartvéliens ; Les Kartvéliens représentaient 1,4% de la population de l'URSS, tandis qu'ils occupaient 3,2% des membres du Congrès de Députés des Peuples et 3,7% du Soviet Suprême.¹¹²

Grâce à la *perestroïka*, une manifestation a été organisée en mai 1989, dans le village de Likhni (dans la grande banlieue de Gudauta, ville où les Abkhazes sont le plus fortement représentés) qui a réuni presque 30.000 personnes, lesquelles ont signé une pétition demandant que l'Abkhazie devienne un État de l'Union soviétique.

Entre-temps, les vents de la *perestroïka* soufflaient aussi à Tbilissi, où, dès octobre 1987, sept anciens dissidents ont fondé la Société Ilia Tchavtchavadze -du nom d'un héros du mouvement national du XIX^e siècle canonisé à cette occasion par l'Eglise géorgienne- dont le programme est fondé sur trois principes sacrés, “ la langue, la religion, la patrie ”. La radicalisation rapide du mouvement et les conflits personnels ont déjà amené une session au printemps suivant et quatre partis politiques nationalistes et indépendantistes ont été créés avant la fin de l'année 1988. Face à cette flambée nationaliste, le Parti Communiste Géorgien (PCG) n'a survécu qu'en faisant de la surenchère. Il a publié le 3 novembre 1988 un “ programme étatique de la langue géorgienne ” en vue de la “ géorgianisation ” des institutions et, en février 1989, deux autres programmes de défense des monuments historiques et de promotion de l'histoire de la Géorgie.¹¹³

Les nouvelles du mouvement abkhaze arrivent donc en Géorgie dans ce climat surchauffé. Le 5 avril, 10.000 manifestants se sont réunis à Tbilissi, devant le bâtiment du Conseil des ministres et ont entamé une grève de la faim pour protester contre la sécession abkhaze qu'ils estimaient être poussée par Moscou. Les slogans devenant de plus en plus indépendantistes, le bureau du Parti Communiste Géorgien a demandé l'intervention des troupes de la Sécurité intérieure. L'aval donné par Moscou le lendemain, a entraîné la première répression sanglante de la *perestroïka* (vingt morts et plusieurs centaines de blessés), ce qui aurait poussé le plupart des Géorgiens à revendiquer l'indépendance.

¹¹² *Ibid.*, p. 209

¹¹³ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 183

Ce processus était toutefois tant sécessionniste que répressif des revendications internes d'autonomie. C'est ainsi que l'identité nationale s'est affirmée en réprimant celle des autres et en entraînant des réponses tout aussi violentes.

Le mouvement séparatiste des Abkhazes est apparu après les conflits avec les Géorgiens sur le problème de l'établissement de la branche de l'Université de Tbilissi à Soukhoumi l'été 1989.¹¹⁴ Les étudiants et l'équipe dans le département géorgien de l'Université de l'Etat abkhaze ont été encouragés à agir pour la protection contre l'empiètement russe au sein de l'université. En reconnaissant la menace de la viabilité continue de leur propre établissement éducatif, les Abkhazes, activement mais légalement, ont fait campagne contre celui-ci. Ils sont parvenus à obtenir une commission officielle, nommée à Moscou, qui les a soutenus en condamnant l'action de Tbilissi comme étant illégale.¹¹⁵

A Soukhoumi, capitale abkhaze, la population géorgienne, qui constituait la majorité relative, a manifesté à son tour contre l'émancipation abkhaze, et sa tentative en juillet 1989 de rattacher la section géorgienne de l'Université abkhaze à l'Université de Tbilissi, a entraîné les 15 et 16 juillet, après des semaines de manifestations et de contre-manifestations, des heurts sanglants faisant vingt-deux morts et cinq cents blessés.¹¹⁶

C'est alors que les dirigeants abkhazes ont appelé à l'aide les peuples du nord du Caucase, groupés dans des républiques autonomes de la Fédération de Russie, où vivaient d'ailleurs 34.000 Abkhazes musulmans — comptabilisés sous le nom d'Abaza dans les statistiques soviétiques — dans la région autonome de Karatchaï-Tcherkessie, c'est-à-dire sur le versant septentrional du Caucase, immédiatement au nord de la frontière séparant l'Abkhazie de la Russie. Ainsi des représentants abkhazes, adygués, abazas, ingouches, kabardes, tcherkesses et tchéchènes se réunissent en août 1989 en un premier congrès des Peuples Montagnards du Caucase, transformé en Assemblée des Peuples Montagnards du Caucase, référence directe à la république qu'ils avaient constituée en 1918. Si l'Assemblée prétendait

¹¹⁴ A. Murinson, *op.cit.*, p. 20.

¹¹⁵ B. G. Hewitt, "Abkhazie: a problem of identity...", *op.cit.*, p. 205.

¹¹⁶ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 181.

soutenir dans l'immédiat la politique du PMC, elle ne visait pas moins deux autres objectifs à moyen et long terme: la transformation de ses territoires et régions autonomes et leur fusion en une République fédérale du Caucase avec Soukhomi pour capitale. On voit ainsi apparaître la double constante de l'association d'intérêts des peuples du Nord Caucase et des Abkhazes : fidélité à la Russie, et opposition à l' " impérialisme géorgien ".¹¹⁷

L'image impérialiste de la Géorgie aux yeux des peuples du Nord Caucase se maintenait et les Abkhazes réussirent à réunir en novembre 1991 à Soukhomi le troisième congrès des Peuples Montagnards du Caucase qui décida la création d'une Fédération caucasienne autour de l'Abkhazie.

Pendant ces années d'accession à l'indépendance, les autres minorités géorgiennes, qu'elles soient arménienne, azérie ou adjar, entraînaient bien moins de conflits, non seulement parce qu'elles ne constituaient pas d'entités administratives bénéficiant d'une autonomie garantie par Moscou, mais aussi parce qu'elles appartenaient aux deux autres républiques transcaucasiennes dont la bienveillance, ou du moins la neutralité, s'avérait nécessaire à la Géorgie pour régler ses problèmes avec ses voisins du Nord.¹¹⁸

Les fondateurs du régime soviétique ont établi la constitution fédérative qui a permis un contrôle plus efficace sur les moyens organisationnels (les institutions d'autorité locale), les ressources mobilisées (les médias, l'éducation et la publication) dans les unités administratives nationales créées. Dans chaque république de l'Union, l'autorité exclusive dans la politique de l'éducation, linguistique, culturelle et économique a été accordée à la nationalité nominale.

Les autorités centrales Soviétiques ont chargé les nationalités nominales avec l'imposition et la maintenance du contrôle sur les minorités ethniques dans les propres républiques de l'Union soviétique. Ce sont les systèmes de contrôle particuliers adoptés par les nationalités nominales au sein de leurs républiques qui ont finalement conduit l'Abkhazie et le Haut-Karabakh à la déclaration de leur sécession, quand le régime Soviétique a commencé à se désintégrer.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 184.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 186.

Le pouvoir soviétique compléta le système des républiques fédérales par la mise en place de deux autres niveaux de structure juridico-constitutionnelle: les républiques autonomes et les régions autonomes. Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, ces formes décroissantes d'autonomie correspondaient à des degrés décroissants d'évolution nationale ainsi qu'au poids démographique de ces différentes populations. Sur le plan culturel, le nouveau régime développa un enseignement systématique des langues et des cultures nationales. En fait, le système soviétique joua la carte de l'épanouissement culturel, même des peuples les plus modestes, tout en maintenant d'une main de fer dans un collectivisme brutal, sous la direction du parti communiste, déterminé à éliminer physiquement et politiquement toutes les formes de nationalisme politique ou de particularisme religieux.¹¹⁹

Chapitre III - L'indépendance de la Géorgie et le conflit avec l'Abkhazie après l'URSS

A - La Transition politique de la Géorgie au début des années 1990

a – L' époque de Zviad Gamsakhourdia

La Géorgie a probablement connu la transition la plus difficile parmi les nouveaux Etats post-soviétiques. Cette République a subi des niveaux supérieurs d'instabilité politique et de violence, de conflits ethniques et de difficultés économiques.¹²⁰

Le 28 octobre 1990 les élections parlementaires ont été organisées en Géorgie. Les six blocs nationalistes géorgiens se sont présentés contre les Communistes (les candidats des partis abkhaze et ossète ont été interdits de concourir). Avec 68%, le bloc de la " Table ronde-Géorgie libre " de Gamsakhourdia a émergé victorieux en gagnant 155 sièges sur 250 au sein du parlement alors que les Communistes n'en ont

¹¹⁹ F. Thual, *op.cit.*, p. 28.

¹²⁰ Darrell Slider, "Democratization in Georgia", in Karen Dawisha et Bruce Parrott, (ed.), *Conflict, Cleavage and Change in Central Asia and Caucase*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 156.

obtenu que 64. Gamsakhourdia a été élu Président du Soviet Suprême. Il a formé le premier gouvernement non communiste de sa coalition de la Table ronde-Géorgie libre avec Tengouiz Sigua en tant que premier ministre.¹²¹ Le nationaliste géorgien Gamsakhourdia a été ensuite élu Président en mai 1991.

La progression politique de Gamsakhourdia inquiétait les minorités nationales. Il invoquait souvent des “ *menaces* ” pour la nation géorgienne; la perte de sa terre, sa langue et sa culture. Il a blâmé Moscou et les minorités. Donc, son slogan “ *la Géorgie aux Géorgiens* ” a été interprété comme un appel pour la suppression des minorités.¹²²

Gamsakhourdia avait été élu sur une plate-forme qui prônait une Géorgie indépendante, avec une économie de marché libre, un système pluripartite et légal qui a protégé les droits de tous les citoyens. Il a soutenu aussi le renforcement des droits des Géorgiens, l'immigration limitée et la protection étroite de la langue géorgienne. Cette partie de la plate-forme était commune à tous les partis concourant dans les élections ; à la différence que Gamsakhourdia a non seulement ajouté dans son message “ *la Géorgie aux Géorgiens (ethniques)* ”, mais aussi la “ *Géorgie aux Géorgiens chrétiens* ”.¹²³

La victoire de la Table ronde-Géorgie libre, bloc de Zviad Gamsakhourdia, a conduit à une phase plus militante du processus de la constitution de l'Etat. L'héritage d'un Etat faible et ethniquement divisé et une situation domestique en voie d'aggravation a conduit Gamsakhourdia à accentuer l'unité nationale, le patriotisme, le traditionalisme et un Etat fort.

Le gouvernement de Gamsakhourdia était en effet plus fondé sur sa politique ethnique de la distinction entre les peuples “ indigènes ” et “ allogènes ”. Les minorités ethniques vivant en Géorgie étaient considérées comme la menace majeure à la destinée nationale des Géorgiens. De telles politiques de la Géorgie multiethnique ont renforcé l'aliénation des minorités du nouvel Etat Géorgien malgré

¹²¹ M. D. Toft, *op.cit.*, p. 133.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

l'affiliation religieuse de la plupart d'entre eux.¹²⁴ Le slogan de la campagne de Gamsakhourdia (“ *la Géorgie aux Géorgiens* ”) avait été interprété comme une annonce de la répression sur les minorités, bien que Gamsakhourdia clamait que ce slogan était dirigé contre la domination soviétique de la République sous les communistes. En fait, Gamsakhourdia essayait fréquemment de persuader les minorités que les amendements politiques administratifs ne se feraient pas sans l'accord des groupes impliqués, et que l'autonomie culturelle de tous les groupes ethniques serait respectée.¹²⁵

Dès le début de la transition de la Géorgie et avec sa première élection, Tbilissi a fait face aux multiples défis ethniques et régionaux. Avec le temps, les divisions nationales ont été suffisamment renforcées. Le Soviet Suprême de l'Abkhazie lui-même, a déclaré la République Socialiste Soviétique souveraine. Cette déclaration a été renversée par le Soviet Suprême Géorgien par la suite.¹²⁶

Comme les autres Républiques de l'URSS, la Géorgie a accordé des privilèges à la nationalité titulaire et a subordonné les minorités nationales de diverses manières. Pendant les dernières années de la période soviétique les Géorgiens avaient pressé leur situation démographique, y compris l'emplacement des minorités ethniques compactes le long des frontières de la République. Les minorités abkhazes, ossètes, azéris et arméniennes en Géorgie ont été dépeintes dans le discours du dirigeant nationaliste et du premier président de la Géorgie indépendante, Zviad Gamsakhourdia.

Le gouvernement central avait perdu le contrôle des provinces de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud et avait seulement géré l'élimination de l'insurrection des partisans de Gamsakhourdia avec l'aide russe, et en comptant sur la milice Mkhedroni (le groupe armé politique de 3.000-5.000 hommes, les *chavaliers* en géorgien) de Djaba Iosseliani.

Les relations avec l'Adjarie étaient aussi très faibles et le gouvernement était

¹²⁴ Emmanuel Karagiannis, *Energy and Security in The Caucase*, RoutledgeCurzon, Londres, 2002, p. 72.

¹²⁵ D. Slider, *op.cit.*, p. 170.

¹²⁶ M. D. Toft, *op.cit.*, p. 134.

impuissant pour résister aux mouvements sécessionnistes. On observait une défaillance totale dans la loi et l'ordre. En outre, les rues de Tbilissi étaient largement abandonné aux criminels.¹²⁷

En octobre 1990, la Géorgie fut la première République soviétique ayant organisé des élections parlementaires libres sur une base pluripartite. En mai 1991, elle a organisé les premières élections présidentielles libres. La Géorgie fut la seconde, après la Lituanie, à avoir formellement déclaré sa sécession totale de l'URSS, le 9 avril 1991. A la fin de l'année 1992, ce fut aussi la première République soviétique à connaître une vraie guerre civile dans la région post-communiste. Les Géorgiens ont commencé à tuer les Géorgiens en raison d'une appréhension différente des problèmes politiques.

Le 9 avril 1991, l'indépendance de la Géorgie a été déclarée. Ensuite, la scène politique nationale a été caractérisée par un niveau supérieur de conflits civils, ce qui posait la question non seulement de la transition démocratique du pays, mais aussi de son existence en tant qu'Etat. La libération du régime communiste fut aussi accompagnée par les conflits ethniques. Toutes les anciennes Républiques soviétiques (sauf l'Arménie ethniquement homogène) qui ont brandi le slogan de la souveraineté, ont dû faire face au problème de la conservation de leur propre intégrité territoriale. Mais la Géorgie fut le premier Etat où la lutte pour l'indépendance (et, plus tard, l'établissement de nouvelles frontières internationales) était accompagnée par une agitation ethnique sanglante.

L'Etat géorgien s'est lui-même trouvé au sein des violences des différentes milices qui hésitaient à fusionner en une seule unité régulière. Ils furent opposés aux groupes armés des partisans des supporters de Gamsakhourdia, aux séparatistes ossètes et abkhazes, et aux criminels ordinaires.

Avec la glasnost de Gorbatchev, " l'indépendance " et " la démocratie " sont devenues des mots clés dans le discours politique géorgien. Au début, les deux objectifs étaient conçus comme identiques : la démocratie signifiait l'indépendance,

¹²⁷ Jonathan Aves, *Georgia, From Chaos to Stability?*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1996, p. 5.

ou du moins la possibilité de la lutte pour l'indépendance, mais aussi la liberté de parler à haute voix de l'indépendance.¹²⁸

La propre théorie de conspiration de Gamsakhourdia à propos de l'aide que Edouard Chevardnadzé avait reçu de Moscou, ne devrait pas être renvoyée. Chevardnadzé avait observé avec attention les développements en Géorgie et avait essayé de les influencer depuis son départ de Tbilissi en 1985. Il était alors le chef conseiller de Gorbatchev concernant les affaires géorgiennes.¹²⁹ Il revint à Tbilissi après le massacre d'avril 1989 et fut le nouveau dirigeant du Parti Communiste Géorgien, alors que l'Union soviétique se désintérait déjà. Il avait ainsi compris que la Géorgie était peut-être le seul endroit où il pouvait espérer continuer à se construire un avenir politique.

Malgré l'établissement de la Garde nationale et de la fédération pour agir contre les milices hostiles, Gamsakhourdia n'a pas su consolider sa position dans le pays.¹³⁰ L'augmentation de l'autoritarisme de Gamsakhourdia, élu d'une manière écrasante en 1990, a aliéné rapidement non seulement les non-Géorgiens mais aussi les membres influents du mouvement nationaliste. Ainsi, ils se sont soulevés contre lui en automne 1991. Ils l'ont renvoyé de Tbilissi, et ont invité Edouard Chevardnadzé à retourner en Géorgie au début de l'année 1992.¹³¹

Les intérêts de Chevardnadzé coïncidaient avec ceux de l'ancienne nomenclature Géorgienne, et Zviad Gamsakhourdia semblait être l'obstacle principal à sa rentrée. “ Le coup d'Etat ” pourrait être présenté comme le résultat d'un plan militaire, soutenu par les anciennes élites bureaucratiques et intellectuelles, contre un président élu en commun. Ces élites, déshéritées de leurs anciens privilèges, étaient impatientes de remplacer le dirigeant du mouvement d'indépendance géorgien par un ancien communiste qui relierait les liens avec Moscou et leur donnerait de nouveau leurs

¹²⁸ Ghia Nodia, “Political turmoil in Georgia and the ethnic policies of Zviad Gamsakhourdia”, in Bruno Coppieters, (ed.), *Contested Borders in The Caucase*, Vubpress, Bruxelles, 1996, p. 73.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 86.

¹³⁰ E. Karagiannis, *op.cit.*, p. 120.

¹³¹ Ronald Grigor Suny, “ Southern tears: Dangerous opportunities in the Caucase and Central Asia”, in Rajan Menon, Yuri E. Federof, Ghia Nodia, (ed.), *The Russia, the Caucase and Central Asia The 21st century security environment*, M.E. Sharp, New York, 1999, p. 156.

privilèges.¹³²

La Géorgie a survécu à un coup d'Etat militaire. Le renvoi du Président Zviad Gamsakhourdia, bien qu'élus démocratiquement fut autocratique, a été suivi par les épisodes d'une guerre civile entre les partisans de Gamsakhourdia (" *Zviadists* ") et le nouveau gouvernement alors mené par Edouard Chevardnadzé, l'ancien dirigeant communiste de la Géorgie et ministre des affaires étrangères de l'URSS.

b - L'époque d'Edouard Chevardnadzé :

Le 6 janvier 1992, Gamsakhourdia est renversé par le coup d'Etat armé, après deux semaines de manifestations et d'affrontements entre les troupes du Président et celles de la Garde nationale commandée par Tengouiz Kitovani. Un Conseil militaire provisoire dirigé par les opposants de Gamsakhourdia a assumé le pouvoir. Il fut remplacé en mars par un Conseil d'Etat présidé par Chevardnadzé. Durant cette période, les principaux acteurs de la direction géorgienne étaient: Edouard Chevardnadze, ancien Ministre des affaires étrangères sous Gorbatchev, élu Président du Conseil d'Etat en octobre 1992; Tengouiz Kitovani, ancien commandant de la Garde nationale; Djaba Iosselani, commandant de la milice Mkhedrioni; Tengouiz Sigua, ancien Premier ministre sous Gamsakhourdia.¹³³

En mars 1992, le Conseil militaire a transféré ses pouvoirs législatifs et exécutifs au Conseil d'Etat géorgien récemment créé, et consistant de presque 50 personnes. L'ancien dirigeant du Parti Communiste Géorgien et l'ancien Ministre Edouard Chevardnadzé, est devenu la tête du Conseil d'Etat. L'élection de Chevardnadzé à la tête du gouvernement et l'élection d'un nouveau parlement se sont tenues en octobre 1992.

Au début des années 1990, le système de pouvoir d'Etat a changé entièrement en Géorgie. Après l'exclusion de Gamsakhourdia, la terreur, le chaos, et la criminalité

¹³² G. Nodia, "Political turmoil in Georgia.", *op.cit.*, p. 87.

¹³³ Pierre Binette, "La crise en Abkhazie acteurs et dynamique", *Revue Etudes Internationales*, vol. 29, no. 4, decembre 1998, p. 837.

ont tourmenté la plus grande partie du territoire de la Géorgie.¹³⁴ La Géorgie était dans le tourment après l'URSS. En août 1992, l'éruption de la lutte dans la République autonome de l'Abkhazie a mené cette région à l'indépendance de facto du contrôle géorgien en septembre 1993.¹³⁵

A l'époque de Gamsakhourdia, soit disant pour le combat contre l'Union soviétique, les formations armées, composées généralement de patriotes fanatiques extrêmes et criminels avaient été établies. En 1992, Chevardnadzé a tourné ces formations pour son propre soutien et les a employées en Ossétie du sud (l'hiver-été 1992), ainsi que pour la suppression de l'opposition politique.

Après la tentative d'assassinat d'Edouard Chevardnadzé en août 1995, les élections parlementaires et présidentielles se sont ensuite tenues en novembre 1995 sous une nouvelle constitution de la République adoptée en août 1995.¹³⁶

Le Président Edouard Chevardnadzé a fait des efforts à équilibrer le désir de l'orientation plus à l'ouest de son pays avec 200 années de prédominance russe et les relations historiques et économiques qui lient la Géorgie au reste du monde post-soviétique. Ce défi a été aggravé par les défis politiques et militaires à l'intégrité de la Géorgie depuis l'indépendance. En 1992, le premier président de la Géorgie indépendante, Zviad Gamsakhurdia, a été éjecté du pouvoir, cette première étape de combat a continué sous la forme d'opérations de sabotage militaires. Les mouvements sécessionnistes en Abkhazie et en Ossétie du sud ont entraîné les complications supplémentaires.¹³⁷

Les dirigeants de la Géorgie – Gamsakhourdia et Chevardnadzé –, ont compris la “*menace*” russe d'une façon différente. La réponse de Gamsakhourdia à cette menace était par la stimulation du nationalisme géorgien agressif. La réponse de Chevardnadzé a été de négocier avec la Russie, en tentant de capturer Soukhomi et

¹³⁴ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 189.

¹³⁵ D. Slider, *op.cit.*, p. 157.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Tanya Charlick-Paley with Phil Williams and Olga Olikier, “The political evolution of Central Asia and South Caucasus: Implications for regional security”, in Olga Olikier, Thomas S. Szayna, (Ed.) , *Faultlines of Conflict in Central Asia and The South Caucasus*, Rand, Santa Monica, 2003, p. 36.

d'écraser militairement la sécession de l'Abkhazie avec une attaque accomplie surprise – avec l'espoir de supprimer les prétextes pour une intervention russe —. Ceci fut une erreur de prévision, la Russie ayant activement commencé à armer et soutenir les Abkhazes.¹³⁸

Les intérêts de la Géorgie vis-à-vis de Moscou étaient vitales: la survie en tant qu'Etat, avec ses frontières intactes d'avant 1991. Le progrès inégal de la Géorgie dans sa construction de l'Etat et la démocratisation est arrivé simultanément avec une lutte sur le rôle de la République dans l'Union soviétique et — après l'éclatement de l'URSS — les relations entre la Géorgie, la Russie et le CEI. Gamsakhourdia a suivi une politique de suspension de presque tous les liens existants entre la Géorgie et l'Union soviétique. La direction soviétique a profité des divisions ethniques en Géorgie pour tenter de changer les politiques géorgiennes — en menaçant tacitement de briser le pays en cas de départ de l'orbite soviétique (et russe plus tard). Avant la perte de l'Abkhazie, Chevardnadzé avait principalement continué la politique de Gamsakhourdia, et avait refusé de se joindre à la Communauté des Etats Indépendants (CEI). En octobre 1993, Chevardnadzé a cédé à la pression russe : il a permis à la Russie de jouer un rôle de maintien de la paix en Abkhazie et la Géorgie a rejoint la CEI. La Russie a aidé à la défense des frontières de la Géorgie et autres entités stratégiques et a promis de garantir l'intégrité territoriale de l'Etat géorgien.¹³⁹

Sous la direction de Chevardnadzé, le climat politique pour les minorités ethniques s'est amélioré. Par opposition à son prédécesseur, le Président Chevardnadzé a poursuivi une politique de nationalités incluse, tentant d'établir le nationalisme basé sur la citoyenneté mais pas les ethnicités, et a dessiné des représentants des minorités ethniques dans les discours de planification constitutionnelle. Il espérait assurer aux non-Géorgiens que le processus de la construction de l'Etat n'enfreindrait pas leurs droits ou ne menacerait pas leur sécurité culturelle, bien qu'il soulignait la culture géorgienne. De plus, il a créé des structures multiethniques, telles qu'une commission parlementaire et un comité d'Etat pour contrôler les droits des minorités. Il a aussi nommé des représentants régionaux parmi les minorités ethniques. En outre, ses discours, par opposition à ceux de Gamsakhourdia, ont

¹³⁸ M. D. Toft, *op.cit.*, p. 137.

¹³⁹ D. Slider, *op.cit.*, p. 157.

accentué des droits égaux pour tous citoyens géorgiens et il a réussi à diffuser l'hystérie chauvine dans la presse géorgienne.¹⁴⁰ Malgré les efforts de Chevardnadzé, en Abkhazie et en Ossétie du Sud aux débuts des années 1990, les conflits ethniques ont montré la faiblesse du gouvernement central à Tbilissi pour intégrer des minorités ethniques dans la société géorgienne post-soviétique. Ces conflits ont également coïncidé avec une crise économique et politique. Pourtant, la Géorgie a joué traditionnellement un rôle important de un lien entre les régions d'Asie Centrale, le Caucase, et l'Europe en raison de son emplacement géographique favorable, bordant la Russie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, avec plusieurs ports de mer.¹⁴¹

En effet, Tbilissi s'efforçait d'utiliser le transport du pétrole comme un moyen pour encourager la croissance économique et l'indépendance fortifiée.¹⁴² A la lumière de l'approche conciliante de Chevardnadzé au conflit en Ossetie du Sud, ses actions subséquentes en Abkhazie se sont au début montrées incompréhensibles. Le 14 août 1992, l'Abkhazie a été attaquée de l'est et de la mer de l'ouest par les troupes géorgiennes. Les soldats avaient été officiellement envoyés pour chasser des partisans de Gamsakhourdia qui avait enlevé les ministres du gouvernement. Mais ce fut en fait considéré comme un prétexte commode en Abkhazie. Le but officieux de l'invasion n'était pas d'écraser les soutiens de Gamsakhourdia, mais d'étouffer le mouvement d'indépendance abkhaze.¹⁴³

L'opération menée par la Garde nationale géorgienne de Tengouiz Kitovani, a eu pour résultat la plus longue et la plus sanglante des guerres qui ont affligé la Géorgie indépendante. Les estimations du montant des victimes de l'opération sur une année de lutte montaient à des milliers de morts. Au début, Chevardnadzé avait prévu une victoire facile en Abkhazie. Ce fut donc une humiliation personnelle pour Chevardnadzé, et un présage de la mutilation du pays pour la Géorgie.¹⁴⁴

Il existait la preuve, peu après les élections d'octobre 1992, que Chevardnadzé

¹⁴⁰ E. Karagiannis, *op.cit.*, p. 72.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *Ibid.*, p. 74.

¹⁴³ S. Goldenberg, *op.cit.*, p. 107.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 108.

n'était plus l'homme que l'Ouest avait connu. La guerre en Abkhazie absorbait toutes ses énergies, et sapait le potentiel de la Géorgie pour introduire des réformes. Le conflit a éliminé les possibilités de reconstruire une économie dévastée par le premier conflit civil lancé par les partisans de Gamsakhourdia. Les usines ont été fermées car le transport avait cessé avec la Russie. Les tensions avec Moscou sur l'Abkhazie ont gelé la perspective de la Géorgie de conclure un traité d'amitié avec la Russie. Il semblait que Chevardnadzé utilisait le refuge de cette dévastation économique pour adopter une posture radicalement plus nationaliste. Il a essayé d'élargir son appel aux Géorgiens en se reposant sur les symboles nationalistes que les autres, comme Gamsakhourdia et même Iosseliani, avaient utilisé avant lui. En novembre 1992, Chevardnadzé annonça qu'il s'était converti au christiannisme et qu'il avait été baptisé dans l'Eglise orthodoxe géorgienne.¹⁴⁵

Le conflit en Abkhazie s'est révélé le point de rupture pour Chevardnadzé. Il est retourné en Géorgie avec une réputation formidable, mais il s'est montré incapable de réconcilier toutes les divisions qui ont dévasté l'avenir de la Géorgie. Le succès de Chevardnadzé en tant que médiateur pour la fin de la guerre ossète a été éclipsé par son échec pour résoudre la dispute de la Géorgie avec la minorité abkhaze. La guerre en Abkhazie a porté les semences d'une menace plus sérieuse à l'intégrité territoriale de la Géorgie. Bien que Chevardnadzé ait au début regardé Moscou favorablement, les intérêts de la Géorgie en Abkhazie se sont révélés incompatibles avec les intérêts de la Russie. En raison de la guerre en Abkhazie, les relations russo-géorgiennes se sont détériorées, et avec elles, leurs espoirs pour reconstruire l'économie de la Géorgie. Le 8 octobre, la Géorgie a annoncé qu'elle se joindrait à la Communauté des Etats Indépendants, prônant qu'il n'y avait plus d'avenir pour le pays s'il restait aliéné à la Russie.¹⁴⁶ La Géorgie, sûre de la valeur de son littoral pontique, insistait sur sa position privilégiée entre la Russie et le reste de la Transcaucasie et envisageait de profiter pleinement de l'ouverture d'un grand axe nord-sud longeant la Mer Noire, qui compléterait l'axe Bakou-Batoumi déjà achevé par une voie ferrée et un oléoduc.¹⁴⁷

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 110.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 113.

¹⁴⁷ Jean Radvanyi, "Les problèmes internes de la Géorgie à la lueur des mutations géopolitiques de la zone caucasienne", in Mohammed-RezaDjalili, *Le Caucase postsoviétique: La transition dans le conflit*, Bruylant, Bruxelles, 1995, p.50.

Selon Chevardnadzé, la Russie avait tout intérêt à prendre une part active au développement de “ *corridor transcaucasien* ”. La Russie devait participer aux travaux de construction et aux investissements, sur leur “ *corridor* ”. Il fallait qu’elle remette en marche la ligne de chemin de fer transcaucasienne qui traverse l’Abkhazie, ce qui implique qu’elle fasse les efforts nécessaires pour y rétablir l’ordre. Reste à espérer que ces grands travaux contribueront à apaiser les tensions en Abkhazie. Sinon, la remise en état et la protection de la voie ferrée risquerait fort de se révéler périlleuses. Pour leur part, en tout cas, il était clair que la Géorgie ne commencerait pas les travaux tant que les réfugiés abkhazes ne pourront pas rentrer chez eux. La Russie était au pied du mur : si elle ne réglait pas le conflit en Tchétchénie d’une part, et en Abkhazie d’autre part, elle serait coupée à la fois du pétrole azerbaïdjanais et du transit transcaucasien.¹⁴⁸

La Géorgie évoluait au rythme de cycles après son indépendance. De 1991 à 1994, la Géorgie a connu l’instabilité. Dès la fin de l’année 1993, la Géorgie était sur le bord de l’effondrement complet. Il y avait alors deux guerres ethniques territoriales entre le gouvernement central et les régions séparatistes de l’Abkhazie et de l’Ossetie du sud, qui se sont terminées avec la victoire des séparatistes, l’établissement d’Etats indépendants de facto, et une crise des réfugiés.

Le gouvernement civil a également lutté contre les chefs militaires (“ *warlords* ”) et leurs milices. Ce trouble politique fut accompagné d’un effondrement économique presque complet. Cependant, cette instabilité a été suivie par un rétablissement en, quand tous les conflits se sont arrêtés. Les chefs militaires ont alors été mis en prison; la vie politique s’est stabilisée ; les libertés démocratiques ont été introduites ; et les réformes économiques ont permis une croissance assez rapide.¹⁴⁹

¹⁴⁸ Janri Kachia, “Géorgie : la fièvre de l’or noir”, *Politique Internationale*, no. 70, 1995-96, pp. 54-55.

¹⁴⁹ Ghia Nodia, “A new cycle of instability in Georgia New troubles and old problems”, in Gary K. Bertsch, Cassidy Craft, Scott A. Jones et Michael Beck, *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in The Caucase and Central Asia*, Routledge, Londres, 2000, p. 188.

B - Le conflit de 1992-1993 entre l'Abkhazie et la Georgie

Depuis 1988, la Transcaucasie et les parties du Caucase du nord ont été la scène du désordre. Il y a eu de nombreuses revendications et des rétorsions latentes et évidentes à propos de devenir un Etat national, le statut administratif, l'identité ethniques et les frontières. Depuis la période turbulente de 1918-21 qui a suivi la chute de l'Empire russe, les conflits sont réapparues avec une animosité. Les anciennes blessures ethniques ont recommencé, certaines renaissaient avec la guerre continue, et les autres avec le conflit ethnique ponctué par des conflits intermittents.¹⁵⁰ L'un de ces conflits fut celui entre l'Abkhazie et la Georgie.

L'Abkhazie était un territoire plus stratégique que les autres régions disputées, elle possédait la seule barre et une route formant un lien important entre la Géorgie et la Russie. Elle comprenait aussi la moitié du littoral de la Géorgie, y compris les meilleurs lieux touristiques, les ressources agricoles et de minéraux riches, ainsi qu'une centrale électrique majeure.¹⁵¹

La géopolitique et les intérêts socio-économiques seuls ne suffisent pas à expliquer les causes des conflits. Un facteur saillant que l'on retrouve dans les débats sur les conflits est l'utilisation de l'histoire pour servir des demandes nationalistes particulières. Dans la littérature de l'Abkhazie, on trouve des références au royaume abkhaz du IX^e et X^e siècles. Ceci servait d'instrument aux réclamations de l'Abkhazie pour la souveraineté dans la région, bien que le royaume puisse être également décrit comme un Etat commun d' Abkhazo-géorgien, avec une prédominance de la langue et de la culture géorgiennes. Les auteurs géorgiens, de leur côté, ont accentué le caractère non-abkhaz de l'Abkhazie avant le XVII^e siècle pour soutenir leurs réclamations. Une différence plus extrême réside dans le fait qu'une perspective similaire historique a engendré la théorie des " hôtes " (les Géorgiens) et " invités " (toutes autres minorités) sur la terre géorgienne. Ainsi, les deux protagonistes utilisent les périodes historiques " pertinentes " (l'Antiquité et le

¹⁵⁰ Alexei Zverev, "Ethnic conflict in the Caucase 1988-1994", in Bruno Coppieters, (ed.), *Contested Borders in The Caucase*, Vubpress, Bruxelles, 1996, p. 13.

¹⁵¹ Edmund Herzig, *The New Caucase Armenia, Azerbaijan and Georgia*, The Royal Institute International Affairs, Londres, 2000, p. 76.

Moyen Age pour les Géorgiens, le Moyen Age et la Période soviétique, où l'Abkhazie avait nominalement l'autonomie, pour les Abkhazes).¹⁵² Les origines du conflit, de nouveau, sont enracinées dans l'histoire et dans les réclamations exclusives incompatibles au territoire par les parties opposées.

Les cinq aspects du passé lointain sont surtout pertinents pour comprendre le rôle de lutte mythologique dans le cas abkhazo-géorgienne: Qui était le premier de la production du fer ? ; les origines de l'Etat local ; la dispute par-dessus la composition ethnique de la population ancienne et médiévale de la région ; qui a fondé le Royaume abkhaze au VIII^e siècle ? ; finalement la manière dans lequel christianisme sont venus à la région. La version abkhaze de l'histoire a été développée dans les années 1970 par l'historien Vladislav Ardzinba, qui est devenu le président de l'Abkhazie au début des années 1990.¹⁵³ Ainsi, une lutte idéologique entre les Géorgiens et les Abkhazes a été menée : premièrement pour la suprématie culturelle (qui était le premier découvrir du fer et être baptisé, qui est érigé les vieilles églises en Abkhazie, et quel était l'origine ethnique des activistes culturels célèbres du passé) ; deuxièmement pour la suprématie territoriale (qui est indigène en Abkhazie) ; et finalement pour la suprématie de l'Etat (qui a fondé le premier Etat en Transcaucasie de l'ouest). Pour les deux côtés, leurs versions particulières de ces mythes ont aidé légitimer leurs réclamations à la possession de territoire abkhaze, et a été utilisé comme les ressources clés dans la lutte locale pour le pouvoir politique, surtout au début des années 1990, quand la lutte abkhaze pour la souveraineté a abouti son point principal. La dispute historique abkhazo-géorgien a donc beaucoup d'implications larges, particulièrement comme les deux côtés traitent les autres mythes comme une forme de “ blasphème ”. Ainsi, la guerre abkhazo-géorgienne de 1992—3 a été précédée par « une lutte idéologique » se fixant sur les interprétations différentes du passé abkhaze. De plus, malgré la paix fragile atteinte en 1993, chaque côté regarde l'autre cas comme fondamentalement illégitime et la coexistence à long terme sera difficile de maintenir.¹⁵⁴

¹⁵² A. Zverev, *op.cit.*, p.15.

¹⁵³ Graham Smith, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, *Nation-building in The Post-Soviet Borderlands The Politics of National Identities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 54.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 59.

Les dynamiques du conflit géorgien-abkhaze ont été influencées par plusieurs acteurs: les positions extrêmes des nationalistes géorgiens en 1989 face à l'autonomie abkhaze; le chauvinisme de Gamsakhourdia; les forces de la direction abkhaze dans la Russie, et le mouvement autonomiste dans le nord. La situation se compliquait encore plus avec la désintégration de l'URSS et l'instabilité en Géorgie, en particulier après Gamsakhourdia, l'insurrection zviadiste de Mingrélie et les divisions au sein de la direction géorgienne concernant la question abkhaze.¹⁵⁵

Les questions sont apparues pendant les dernières années de la *perestroïka*. Les dirigeants des milices à Tbilissi ont fait un immense effort pour l'indépendance géorgienne, en jouant la carte nationaliste – les Abkhazes étaient naturellement l'une des cibles primordiales de l'hystérie fouettée par la propagande.

Zviad Gamsakhourdia, le dirigeant du mouvement nationaliste géorgien, est venu spécialement en Abkhazie pour participer à une telle réunion; il était accompagné de son collègue mingrelien Merab Kostava qui était le principal idéologue du mouvement. Par conséquent, la population kartvélienne de l'Abkhazie était majoritaire, et les non-Kartvéliens ont été expulsés des emplois et des établissements scolaires et artistiques. Des groupes exclusifs de la nationalité kartvélienne ont commencé à se former. L'Université de l'Etat, les équipes sportives, et les travaux collectifs se sont fractionnés.¹⁵⁶

La direction du mouvement nationaliste a encouragé et a soutenu une telle activité subversive parmi les nationalistes kartvéliens de l'Abkhazie. Les forces destructives ont été déchaînées — on a même vu des jeunes portants dans les rues des bannières disant “ que l'Abkhaze parte ! ”.¹⁵⁷

Comme le nationalisme géorgien a prospéré à la fin des années 1980, la population abkhaze est devenue de plus en plus anxieuse, craignant l'extinction culturelle et ethnique. Quand Gamsakhourdia a aboli le statut autonome de l'Ossétie du sud en

¹⁵⁵ A. Zverev, *op.cit.*, p. 41.

¹⁵⁶ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 187.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 188.

décembre 1990, les conflits armés ont explosé dans cette région, renforçant les craintes des Abkhazes face au nationalisme géorgien.¹⁵⁸

Dans une telle atmosphère d'intolérance et de tension, les Abkhazes, avec les représentants des autres nationalités (Kartvéliens inclus) qui considéraient l'Abkhazie comme leur patrie, se sont rassemblés pour une rencontre générale sur une place dans le village de Likhni. Le 18 Mars 1989, 37.000 Abkhazes ont signé " la Déclaration de Likhni " qui réclamait une République Socialiste Soviétique de l'Abkhazie.¹⁵⁹ D'ailleurs, du congrès de Likhni, est né le Forum populaire qui n'allait cesser de s'affirmer comme un élément essentiel de la vie politique de la République autonome. Le premier président de l'organisation, l'écrivain Alexis Gogoua, fut remplacé le 2 février 1990 par Serguei Chamba lors du deuxième congrès. Le forum prit dès lors une dimension nouvelle.¹⁶⁰

La Déclaration finale appelait le besoin urgent de réexaminer le statut de l'Abkhazie et exigeait la protection par le gouvernement central de l'Union des gens et du pays face aux malheurs qui les menaçaient.

Il paraît que cette action, qui a été soutenue par les signatures de tous les députés de nationalité abkhaze au Parlement, et qui est le droit d'un peuple, a été utilisée par le gouvernement géorgien contre l'Abkhazie, et tous les dirigeants de l'Abkhazie ont été écartés de leurs tâches.¹⁶¹

Au printemps 1989, les flammes de l'animosité ethnique ont continué à être éventées par l'opposition de la Géorgie non officielle. L'excuse de l'agitation anti-Abkhaze était la tentative par la division géorgienne de l'Université de l'Etat abkhaze pour détacher et établir à Soukhomi une branche de l'Université de l'Etat de Tbilissi. Cette décision a été jugée illégale par les autorités centrales à Moscou (qui avait seule le droit d'établissement des hauts éducatifs dans l'Union). Le 16 juillet, cette "

¹⁵⁸ Dov Lynch, *The conflict in Abkhazie Dilemmas in Russe 'peacekeeping' policy*, The Royal Institute International Affairs, Londres, 1998, p. 14.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ P. Karam et T. Mourgues, *op.cit.*, p. 304.

¹⁶¹ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 188.

branche ” devait faire des examens d’entrée. La nuit précédente le combat avait commencé à Soukhoumi et Ochamchire.

Après les événements de juillet 1989, les Abkhazes ont suspendu leur participation à la vie politique géorgienne et se sont tournés vers Moscou. Alors qu’ils avaient boycotté les différentes consultations populaires organisées en Géorgie en 1990 et 1991, aussi bien le référendum sur l’indépendance, les élections au parlement de Tbilissi, que les présidentielles. Les dirigeants de Soukhoumi allaient prendre une part active aux négociations sous l’impulsion de Gorbatchev. Les hommes politiques de toutes les Républiques qui voulaient préserver l’unité de l’Etat soviétique ont tenté de préparer un nouveau traité de l’Union. Au mois de mars 1991, les Abkhazes créent le bloc politique “Union” (référence à l’Union soviétique) afin d’organiser le référendum du 17 mars 1991 sur l’interdépendance à l’URSS. Cette consultation est boycottée aussi par la Géorgie qui se considère comme un Etat indépendant.¹⁶²

Le 20 juin 1990 le Soviet Suprême Géorgien a adopté une résolution qui déclarait que tous documents adoptés pendant les temps soviétiques, était nuls et inefficaces. En réponse à cette action unilatérale, et avec les mesures similaires entreprises par toutes les anciennes Républiques autonomes de l’Union soviétique, le 25 août 1990, le Soviet Suprême Abkhaze a déclaré la Souveraineté de l’Etat de la République Socialiste Soviétique Abkhaze. Ceci protégerait le statut fédéral de la République d’être négligé ou d’être éliminé par le gouvernement de Tbilissi.

Cette déclaration a causé une réaction négative de la part du gouvernement de Gamsakhourdia.¹⁶³ Le Parlement géorgien a accusé l’Abkhazie d’illégalité en raison d’une telle déclaration, l’a condamnée et l’a abrogée. La Géorgie elle-même se battait pour la liberté et l’indépendance.¹⁶⁴

Les actes de l’Etat sont passés par ces structures du pouvoir, et non pas par le processus juridique. La Géorgie a alors adopté la constitution de 1921 de la République Démocratique Géorgienne, dans laquelle la République autonome

¹⁶² P. Karam et T. Mourgues, *op.cit.*, p. 313.

¹⁶³ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 73.

¹⁶⁴ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 188.

Socialiste Soviétique Abkhaze ne figurait pas comme un sujet de relations légales avec l'Etat, et il n'y avait aucun document reliant l'Abkhazie (RSS) avec la formation du nouvel Etat de la République Démocratique de la Géorgie (RDG). Le remplacement de la Constitution de 1978 a eu lieu en février 1992, suivant le coup d'Etat sanglant qui avait éjecté le président élu de la Géorgie, Zviad Gamsakhourdia.

Le pouvoir de la Géorgie était entre les mains du Conseil militaire de janvier à mars, qui s'est alors lui-même transformé en Conseil d'Etat (mars-octobre). Un vide officiel inadmissible s'était alors développé dans les relations mutuelles entre l'Abkhazie et la Géorgie. Pour éviter la menace de l'élimination du statut républicain de l'Abkhazie, le 23 juillet 1992, 35 des 65 députés abkhazes ont voté l'abolition de la Constitution de 1978 et son remplacement par celle de 1925 conférant à l'Abkhazie le statut de république de l'Union.¹⁶⁵

Vladimir Ardzinba,* le Président de l'Abkhazie qui réclamait l'adhésion de l'Abkhazie en tant qu'Etat indépendant à la CEI, s'est rendu à Ankara pour obtenir la reconnaissance de son pays et l'aide de la communauté abkhaze importante en Turquie.¹⁶⁶ Cependant, la reconnaissance n'a pas été acceptée par la Turquie, alors qu'elle exigeait une résolution satisfaisante pour les deux parties du conflit avec l'intégration de la Géorgie.¹⁶⁷

Refusant d'entamer un dialogue politique avec l'Abkhazie, la Géorgie a décidé de résoudre le problème en utilisant la force. Le prétexte pour l'ouverture des hostilités a été donné par les partisans de Gamsakhourdia. Au début du mois de juillet, les hommes de la milice des Mkhedrioni ont attaqué la Mingrélie qui a répliqué par des représailles sanglantes contre la population locale. Chevardnadzé tenta une médiation, mais les médiateurs ont été pris en otages par les hommes de

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 189.

* Ardzinba, historien et ancien communiste, s'est engagé dans le mouvement de l'indépendance de l'Abkhazie à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Il a été membre du dernier Parlement soviétique entre 1989 et 1991. Quand l'Abkhazie a déclaré son indépendance de la Géorgie et a organisé ses premières élections en 1994, Ardzinba a remporté la victoire et est devenu le premier président de l'entité. "Biographie de Vladislav Ardzinba, président de la République autoproclamée d'Abkhazie", http://www.colisee.org/article_print.php?id_article=1254

¹⁶⁶ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 194.

¹⁶⁷ Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, Bağlam Yay., İstanbul, 2003, pp. 186-187.

Gamsakhourdia. Le Ministre de la Défense géorgien Tengouiz Kitovani a fait une puissante expédition punitive à Soukhoumi, d'où se sont enfuis les officiels abkhazes. La guerre civile entre Abkhazes et Géorgiens a ainsi commencé.

La guerre en Abkhazie s'est déclenchée quand les troupes géorgiennes ont envahi la région, et ont bombardé le Parlement abkhaze en août 1992, sans qu'il y ait eu de provocations préalables, et à un moment où les dirigeants de la Géorgie et de l'Abkhazie cherchaient à élaborer un projet de statut pour ce territoire au sein de la nouvelle République indépendante de Géorgie.¹⁶⁸

Les violences géorgiennes face aux civils ont forcé la population non-Géorgienne de l'Abkhazie (Arméniens, Russes, Ukrainiens, Grecs, Turcs, etc.) à se consolider autour des autorités abkhazes, qui ont elles-mêmes organisé la résistance armée.

Aussitôt, la Confédération des Peuples Montagnards du Caucase¹⁶⁹ a annoncé son aide, apparentées des Républiques caucasiennes du nord, membres de la Fédération de Russie. Les volontaires, notamment les Tchétchènes, les Circassiens et les Abazas, sont venus en Abkhazie et ont combattu à côté des forces abkhazes.¹⁷⁰ Il y a en effet eu un rôle spécifique des "peuples montagnards" dans les crises sécessionnistes en Abkhazie et en Tchétchénie.¹⁷¹ Des troupes de l'armée régulière russe sont alors intervenues pour défendre les Abkhazes.

Dans la grande décadence de la Géorgie, la guerre s'est achevée en septembre 1993 avec la victoire décisive de l'armée des Abkhazes et de ses alliés caucasiens du nord sur l'armée indisciplinée et mal entraînée géorgienne.¹⁷² Après quatorze mois de combats, dont l'offensive contre la capitale Soukhoumi a été le moment culminant,

¹⁶⁸ Liz Fuller, "Le Caucase du sud: nouvel enjeu pour les puissances", *Problèmes Politiques et Sociaux*, no. 827, p. 60 ; "Comparisons between kosova, trascaucasus misleading", *Radio Free Europe/Radio Liberty, Caucasus Report*, le 1 juillet 1999, <http://www.rferl.org/reports/aspfiles/printonly.asp?po=y>.

¹⁶⁹ A la suite d'une première réunion en août 1989, les représentants de douze peuples (Abazas, Abkhazes, Avars, Adyghéens, Chapsougs, Darghiniens, Kabardes, Laks, Ossètes, Tcherkesses, Tchétchénes) ont décidé le 2 Novembre 1991 à Soukhoumi (Abkhazie), de recréer la "Confédération des Peuples Montagnards du Caucase" (CPMC, elle deviendra ensuite la Confédération des Peuples du Caucase).

¹⁷⁰ S. Yerasimos, *op.cit.*, p. 194.

¹⁷¹ Jean Radvanyi, "Grand Caucase, la 'montagne des peuples' écartelées", *Hérodote*, no. 107, 2002, p. 85.

¹⁷² V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 75.

l'armée géorgienne a été écrasée et rejetée de l'autre côté de l'Ingouri, le fleuve frontière, après que ses forces eurent massacré des milliers de civils abkhazes. La chute de Soukhomi a déclenché l'exode – quasiment en une nuit selon l'ambassadeur de Géorgie aux Nations Unies – de pratiquement toute la population géorgienne d'Abkhazie.¹⁷³

En effet, l'une des conséquences imprévues, la plus importante de la victoire abkhaze, fut l'exode massif des Géorgiens (ou plutôt Kartvéliens, Géorgiens, Mingréliens et Svans) de l'Abkhazie. Pendant l'occupation géorgienne de territoires de l'Abkhazie, beaucoup de Géorgiens locaux ont activement collaboré avec les troupes envoyées par Tbilissi. Après la victoire des Abkhazes, la population kartvélienne de la République a fui en masse dans la panique et la crainte de représailles. Le parti géorgien continuait à accuser l'Abkhazie de nettoyage ethnique de la population géorgienne de la République.¹⁷⁴ Ce n'était pas dans la politique ou les intentions du gouvernement de l'Abkhazie d'expulser les Géorgiens ou autres groupes ethniques de l'Abkhazie. En fait, après que la capitale abkhaze Soukhomi ait été reprise par les troupes des Abkhazes, il n'y a pas eu d'autres combats majeurs entre les forces de l'Abkhazie et les Géorgiens. La Géorgie fut démoralisée par la défaite à Soukhomi et par l'avance dynamique de l'Abkhazie et fut paniquée. Cependant, Tbilissi qui essayait de gagner des points dans sa guerre de propagande contre l'Abkhazie, persistait dans son accusation de “ nettoyage et de génocide ethnique de la population géorgienne en l'Abkhazie.” Ils rejetaient en même temps toute responsabilité de la guerre en Abkhazie en août 1992.¹⁷⁵

Les Abkhazes ont aussi profité du soutien militaire russe dirigé par leurs bases en Abkhazie à Gudauta et à Bombora. Les forces abkhazes renforcées ont apprécié un avantage militaire clair, et en mars 1993, ils ont lancé une offensive. Bien que ponctuée par les accords de cessez-le-feu, elle s'est achevée en septembre avec une victoire abkhaze décisive sur toutes les troupes géorgiennes. La population géorgienne a été entièrement expulsée de presque toute l'Abkhazie qui était sous son contrôle (12,5% du territoire de la République de la Géorgie). La guerre de 1992-

¹⁷³ L. Fuller, *op.cit.*

¹⁷⁴ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 76.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 77.

1993 a provoqué plus de 10.000 morts et l'exode de près de deux cent cinquante mille Géorgiens. La guerre a causé entre 4.000 et 8.000 blessés et est à l'origine de dommages économiques massifs.¹⁷⁶

La Géorgie a accepté l'établissement des bases russes sur sa territoire. Ainsi, au milieu de l'année 1993 les forces abkhazes ont réculé rapidement de territoires de la Géorgie de l'ouest. Et, les Abkhazes ont obtenu seulement le contrôle de la région d'Abkhazie sous la protection de la force du maintien de la paix russe. La mission de médiation était à l'ONU.¹⁷⁷

En été 1992, la structure principale qui a unie toutes les forces anti-Géorgiennes et anti-démocratiques rassemblées en Abkhazie, était la Maison slave. Elle a été officiellement enregistrée le 23 avril 1991 sous le nom de Société de Culture russe en Abkhazie, et a été renommée plus tard la Communauté de Peuple Russe en Abkhazie. Cette organisation politique, présentant des liens étroits avec les structures commerciales, était en fait un front, et elle avait peu à voir avec les questions culturelles, russes ou autres. Rien ne pouvait être plus clair. L'idéologie de la Maison slave a été définie dès le départ, et son principal objectif politique était évident: arracher l'Abkhazie de la Géorgie. Alors qu'il semblait toujours possible de compter sur les structures du parti de l'URSS, on pouvait se rendre compte d'un tel objectif dans l'Union. L'Abkhazie pouvait abandonner la Géorgie et entrer dans la Fédération russe en tant qu'entité autonome, ou elle pouvait signer le Traité de l'Union avec la Russie et la Géorgie dans une situation égale. L'effondrement de l'Union soviétique n'a pas changé les plans des dirigeants de la Maison slave. Le but est resté le même, seuls les points de référence sont devenus différents: le commerce avec les russes, les structures industrielles et commerciales, avec les subventions libérales du budget russe, deviendraient alors les leviers principaux de l'arrangement.¹⁷⁸

Les objectifs de l'Abkhazie sont restés incertains. Plusieurs options politiques ont été suggérées, bien que aucune n'ait été efficacement articulée. Parmi ces options, on trouvait : l'Indépendance absolue ; se joindre à la fédération russe ; une Structure

¹⁷⁶ E. Herzig, *op.cit.*, pp. 77-78.

¹⁷⁷ Ufuk Tavkul, *Etnik Çatışmaların Gölgesinde Kafkasya*, Ötüken Neşr., İstanbul, 2002, p. 18.

¹⁷⁸ S. Chervonnaya, *op.cit.*, p. 80.

fédérale avec la Géorgie ; le Fédéralisme avec les peuples de montagne du Caucase ; le Fédéralisme avec la Géorgie et les peuples de montagne du Caucase; le Fédéralisme avec la Géorgie et les peuples de montagne du Caucase et la Fédération russe.¹⁷⁹

Le nationalisme géorgien avait été attaché à la conception d'un Etat géorgien libre de la domination russe. Les Géorgiens considéraient la résistance abkhaze comme un masque pour le néo-impérialisme russe. La perte de l'Abkhazie aurait diminué sérieusement l'identité nationale géorgienne. La Géorgie s'est sentie menacée par la main russe dans ses affaires, et a craint la perte de son territoire. Enfin, la permission des sécessions aurait donné un mauvais exemple à la Géorgie multiethnique. Si la Géorgie avait permis à l'Abkhazie de se joindre à la Russie ou d'obtenir son indépendance, il aurait été alors très difficile pour elle de nier ces mêmes revendications en Ossétie du sud.¹⁸⁰

Les nationalismes séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, encouragés de temps en temps par les forces de la Russie, ont conduit à leur indépendance de facto du contrôle géorgien, puis à l'exclusion brutale des Géorgiens de l'Abkhazie, et enfin, à l'invitation faite par Chevardnadzé à Eltsine pour la réintroduction des troupes russes en Géorgie.¹⁸¹

¹⁷⁹ John F.R. Wright, "The Geopolitics of Georgia", in John F.R. Wright, Suzanne Goldenberg, Richard Shofield,(ed), *Transcaucasian Boundaries*, *op.cit.*, p. 142.

¹⁸⁰ M. D. Toft, *op.cit.*, p. 138.

¹⁸¹ Ronald Grigor Suny, "Southern tears: Dangerous opportunities in the Caucase and Central Asia", in Rajan Menon, Yuri E. Federof, Ghia Nodia, (ed.), *The Russia, the Caucase and Central Asia The 21st century security environment*, M.E. Sharp, New York, 1999, p. 156.

DEUXIEME PARTIE - LA POLITIQUE DE LA RUSSIE DANS LA RESOLUTION DU CONFLIT DE L'ABKHAZIE

Chapitre I - La Transition Politique de la Russie et son influence sur la Transcaucasie Post-Soviétique

A - La Transition politique de l'URSS et la Transcaucasie

Mikhaïl Gorbatchev (le Secrétaire général, 1985-1991) a introduit *la glasnost* (la libéralisation politique) et *la perestroïka* (la réforme politique et économique) dans une tentative de moderniser le communisme. En 1988 il a fait des élections pour transférer le pouvoir du Parti Communiste à un nouveau parlement. Ses initiatives inadvertance ont relâché les oppositions. En août 1991, le putsch raté contre Gorbachev a marqué le coup d'Etat de la grâce pour l'Union Soviétique.¹⁸² En décembre 1991, l'URSS se sont désintégré et quinze républiques ont été indépendantes.

La fin de l'Union soviétique fut comme une révolution. Quand Mikhaïl Gorbatchev a entrepris ses réformes, il n'avait pas l'intention de démonter l'Union soviétique ou de supprimer le pouvoir communiste. Au contraire, le but de sa libéralisation politique -*glasnost*- était de sensibiliser les soviétiques aux sérieux problèmes économiques et sociaux du pays et de les convaincre ainsi de la nécessité pour la restructuration économique et sociale -*perestroïka*- pour une Union soviétique prospère d'un socialisme relancé, plus uni, et ouvert.¹⁸³

L'URSS avait suivi ensemble avec une histoire commune et une structure sociale commune. Mais les problèmes politiques, plus importants, les particularités locales et les revendications ethniques ont réapparu dans cette phase de *glasnost*.¹⁸⁴

Gorbatchev n'a pas su évaluer l'impact potentiel de -*glasnost*- sur les populations

¹⁸² Anna Matveeva, "Regional Introduction : Post-soviet Russia Redefines Its Intrests", in Lynne Renner,(ed.), *Searching For Peace in Europe and Eurasia*, Boulder, Londres, 2002, p. 342.

¹⁸³ Shireen T. Hunter, *The Transcaucase in Transition Nation-Building and Conflict*, Washington,D.C., The Center for Strategic & International Studies, 1996, p. 141.

¹⁸⁴ Jean-Marie Chauvier, *Sovyetler Birliđi : Ekonomik ve Siyasi Gelişmeler 1917/1988*, BDS Yay., İstanbul, 1990, p. 203.

non-russes de l'Union soviétique. Par conséquent il a été surpris par l'étendue et la force des aspirations nationalistes et d'autonomie et par l'intensité des conflits interethniques que sa réforme a déclenché. Son manque de connaissance et d'expérience l'a mené à accepter les analyses peu fondées des causes des problèmes ethniques de l'Union soviétique et à entreprendre une manipulation imprudente de ces problèmes dans son combat contre ses ennemis et dans sa lutte pour maintenir l'Union.¹⁸⁵ Gorbatchev a interprété la vague de nationalisme ethnique et culturel et la violence interethnique comme une conspiration contre son programme de réformes. Les ennemis de Gorbatchev à Moscou et dans les Républiques ont utilisé les problèmes interethniques afin de le miner, lui et ses politiques. Mais Gorbatchev a également utilisé des tactiques similaires contre ces mêmes ennemis. Il a utilisé la menace des tensions interethniques pour convaincre plusieurs Républiques ainsi que l'Ouest de la nécessité de maintenir l'Union soviétique, en prétendant que c'était le seul moyen d'empêcher le chaos complet qui suivrait son effondrement.

Bien que Boris Eltsine ait critiqué les politiques de Gorbatchev alors qu'il était encore dans l'opposition, il a utilisé les mêmes tactiques pour persuader la communauté internationale une fois au pouvoir. En effet, il était important de mettre les nouvelles Républiques sous le contrôle proche de Moscou -voire sous son contrôle total- et d'accorder des droits spéciaux aux militaires russes pour restaurer et maintenir la paix dans les espaces agités de l'ancien 'Empire' soviétique.¹⁸⁶

Alors que l'Union soviétique commençait à se désintégrer à la fin des années 1980, les tensions ethniques augmentaient entre les Abkhazes et les Géorgiens, à mesure de l'avancée de la Georgie vers son indépendance. Dès 1989, des nationalistes géorgiens ont commencé à manifester à Tbilissi pour exiger l'intégration complète de l'Abkhazie dans une Géorgie indépendante. Un certain nombre d'Abkhazes s'y sont opposés, craignant que l'indépendance de la Géorgie amène une nouvelle période de " géorgianisation " et, à l'inverse, ils plaidaient pour ériger l'Abkhazie en république indépendante.¹⁸⁷

¹⁸⁵ S. T. Hunter, *op.cit.*, p.141.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 142.

¹⁸⁷ "Historique du conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie", http://www.colisee.org/articl.php?id_article=1250.

De 1987 à décembre 1991, les questions transcaucasiennes étaient fondamentalement des problèmes de politique intérieure de la Russie. Puis, elles ont acquis un double caractère dans le sens où tout en conservant leurs dimensions internes, et en particulier le lien avec les luttes de pouvoir internes de la Russie, ces questions sont aussi devenues des problèmes de politique étrangère, avec le démantèlement de l'Union soviétique et l'indépendance des Etats transcaucasiens.

De 1987 à mi-1990 les efforts de Gorbatchev étaient concentrés sur la suppression du pouvoir de l'ère de Brejnev des Etats de la Transcaucasie, sa résistance intransigeante et sa réforme. Dès le début de l'année 1990, les efforts de Gorbatchev étaient littéralement de " réinventer " l'Union soviétique par le " Nouveau Traité de l'Union ", qui a été finalement achevé en mars 1991. Gorbatchev et ses partisans dans les Républiques ont essayé de miner les éléments séparatistes et de forcer les Républiques à ratifier le nouveau traité. L'une des tactiques utilisées par les partisans de Gorbatchev était la manipulation des problèmes ethniques et des conflits interethniques dans les diverses Républiques ainsi que le changement périodique de leur soutien d'un groupe ethnique et/ou d'une république à un autre.¹⁸⁸ Cette politique a exercé un impact très défavorable sur le conflit d'Abkhazie et a fortement contribué à l'aggravation des conflits ethniques en Géorgie.

De 1990 à décembre 1991, la rivalité entre Eltsine et Gorbachev a également été un facteur qui a influencé l'attitude de Moscou sur la Transcaucasie. A cette époque, les autonomistes et les nationalistes ont aussi plus profité de cette lutte de pouvoir interne, les factions pro-eltsines à Moscou ayant soutenu les éléments séparatistes afin de miner Gorbatchev, alors que les supporters de Gorbatchev essayaient d'enfermer certains d'entre eux.

Mis à part les conflits entre les Républiques et l'attitude de Moscou envers ceux-ci, il y avait aussi un lien direct entre les flux et reflux des fortunes de Gorbatchev et d'Eltsine et le destin des Républiques. Ainsi quand Eltsine a commencé à monter au pouvoir, ces Républiques, qui avaient tendance à le soutenir, ou qui adoptaient des attitudes et des politiques semblant aggraver les problèmes de Gorbatchev, ont eu au

¹⁸⁸ S. T. Hunter, *op.cit.*, p. 144.

contraire tendance à profiter du soutien de Moscou. Le coup d'Etat anti-Gorbatchev en août 1991 et la position que les directions transcaucasiennes ont adopté envers lui fut une étape critique. Ainsi, ceux soupçonnés d'avoir soutenu les conspirateurs, de les avoir regardés favorablement, ou tout simplement de ne pas s'y être opposé, ont perdu le pouvoir peu après la victoire d'Eltsine. Parmi les dirigeants, on pouvait trouver Zviad Gamsakhourdia en Géorgie et Ayaz Mutalibov en Azerbaïdjan.¹⁸⁹

Pendant la période de Gorbatchev, la suppression de l'idéologie en tant que facteur déterminant de la politique étrangère soviétique fut importante pour les autres acteurs régionaux et internationaux. Selon Evgeni Primakov, à la tête de l'Institut pour les Sciences Economiques Internationales et les Relations Internationales (fondé en 1988), a affirmé que la politique étrangère soviétique ne serait désormais plus déterminée par des critères idéologiques mais par des intérêts nationaux traditionnels russes. Le deuxième changement de la politique étrangère soviétique fut le remplacement de la politique agressive soviétique envers l'Ouest par une attitude plus coopérative, surtout à l'égard des problèmes tels que la résolution des conflits régionaux. Le troisième changement trouvait dans la posture soviétique plus positive et coopérative au sein des Nations Unies. Mais il existait des différences quant à l'interprétation et l'application pratique de ces nouveaux principes. Par exemple, il était généralement convenu que la politique étrangère soviétique devait être dé-ideologisée et basée plutôt sur les conditions d'intérêt national. Mais il n'y avait ni une compréhension claire ni un consensus suffisant sur ce qui constituait les intérêts nationaux et vitaux russes.¹⁹⁰ Il était aussi généralement convenu que l'Union soviétique ne pouvait plus économiquement se permettre de mener une compétition totale avec l'Ouest et devait ainsi adopter une attitude plus coopérative. Mais il n'y avait pas d'accord sur le contenu et l'étendue de cette coopération.¹⁹¹

Boris Eltsine est devenu le premier président de la Fédération Russe qui est la plus grande et la plus puissante de quinze républiques. A la suite, la Fédération Russe a fait des efforts pour construire un système politique démocratique et une économie du marché à remplacer les contrôles sociaux, politiques et économiques stricts de la

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 146.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 147.

période communiste.¹⁹²

B - La politique de la Russie envers la Transcaucasie pendant la période post-soviétique

L'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991 et le remplacement de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) a changé la nature des relations de Moscou envers les Républiques transcaucasiennes. En effet, la question des relations avec les Etats poste-soviétiques est alors devenue un problème de politique étrangère pour la Russie bien que continuant à poser des défis internes significatifs.

Les inconsistances de ses politiques envers la Transcaucasie reflétaient une confrontation entre les différentes opinions politiques de la Russie en ce qui concerne les objectifs généraux de sa politique étrangère. Les politiques de la Russie ont souvent engendré des accusations prétendant que la Russie souhaitait soutenir l'un ou l'autre d'entre eux.

Une partie de l'opinion souhaitait restaurer l'influence de la Russie dans la région de l'ex-URSS par tous les moyens possibles, souvent comprenant l'usage des forces armées (une politique néo-impérialiste). L'autre opinion extrême était de garder le plus loin possible ces problèmes et ces crises de l'espace de "l'étranger proche", de se concentrer sur les problèmes internes (une politique isolationniste). Les politiques de la Russie en Transcaucasie se trouvaient écartelées entre ces deux sièges. D'autre part, au début de l'année 1994, le Ministre des affaires étrangères de la Russie, Andrei Kozyrev, avait affirmé que ces approches "néo-impérialiste" et "isolationniste" concernant les problèmes de l'ex-URSS, étaient aussi bien l'une que l'autre inacceptables pour la Russie.¹⁹³

La fin de l'Union soviétique et la fin de la bipolarité ont ravivé les rivalités régionales traditionnelles et les conflits internes. L'année 1991 a marqué un tournant dans les perceptions de l'identité et des intérêts de la Russie. L'Empire et l'idéologie

¹⁹² A. Matveeva, *op.cit.*, p. 343.

¹⁹³ Dmitri Danilov, "Russia's search for an international mandate in Transcaucasia", in Bruno Coppieters, (ed.), *Contested Borders in The Caucase*, Vubpress, Bruxelles, 1996, p. 140.

communiste, ont tous deux été discrédités.¹⁹⁴ Finalement la doctrine militaire (adopté en novembre 1993) a adopté une attitude visiblement plus assurée envers ce que la Russie commençait à appeler “l'étranger proche”, c'est à dire les anciennes Républiques de l'Union soviétique.

En évaluant l'impact des tendances de la conduite de la politique russe envers la Transcaucasie, l'importance de cette région pour la sécurité russe doit tout d'abord être souligné, c'est pour cette raison que la Russie a dû jouer un rôle spécial dans cette région. Pendant des siècles, le Caucase fut une région d'intérêts vitaux pour les Russes. Les facteurs ultérieurs, notamment le désir de rester un grand pouvoir et un acteur international majeur, a affecté aussi l'attitude de la Russie envers “l'étranger proche”, y compris la Transcaucasie.¹⁹⁵ De plus, la Transcaucasie est inséparablement reliée avec le Caucase du nord, qui est une partie intégrale de la Fédération de Russie. Ainsi, s'il y a un pays qui considère les autres quatorze anciennes Républiques comme sa périphérie, c'est la Russie bien que les trois pays de la Transcaucasie soient sur la voie de former sa région propre.

Puisque la Transcaucasie est la grande partie de “l'étranger proche” pour Moscou et les intérêts russes vitaux sont impliqués dans l'espace, cette situation justifiait, aux yeux de Moscou, la réclamation des droits et des responsabilités russes spéciaux. La Russie s'est fondamentalement intéressée en des termes géopolitiques simples, tout dépendait de la définition des “attitudes amicales”.¹⁹⁶

Après sa désintégration, la Russie s'est efforcée de jouer un rôle actif dans les conflits de la Transcaucasie.¹⁹⁷ La Russie n'a pas hésité à jouer parfois la carte de la déstabilisation en Transcaucasie.¹⁹⁸

Les limites chronologiques imprécises peuvent être discernées entre les différentes

¹⁹⁴ Dmitri Trenin, “Russia's security interests and policies in the Caucase region”, in Bruno Coppieters, (ed.), *Contested Borders in The Caucase*, Vubpress, Bruxelles, 1996, p. 94.

¹⁹⁵ S. T. Hunter, *op.cit.*, p. 146.

¹⁹⁶ D. Trenin, *op.cit.*, p. 94.

¹⁹⁷ D. Danilov, “Russia's search for an international mandate...”, *op.cit.*, p. 137.

¹⁹⁸ Jean Radvanyi, “Quand les occidentaux poussent les nouveaux états indépendants loin de Moscou Transports et géostratégie au sud de la Russie”, *www.monde-diplomatique.com*, juin 1998, consulté le...

étapes du processus de règlement des problèmes de la Transcaucasie. La première étape est caractérisée par les efforts de Moscou pour conserver l'intégrité de l'URSS et étayer le pouvoir central. Les conflits interethniques et nationaux dans le Caucase ont été avant tout considérés par Moscou comme un moyen efficace pour atteindre ses objectifs dans un cadre politique plus large.¹⁹⁹ Mais le manque d'une forte politique de la part de la direction soviétique pour atteindre un règlement en Transcaucasie, suivi par la perte consécutive des leviers de contrôle sur la situation, a provoqué une escalade des conflits et a entraîné l'utilisation des moyens militaires par les forces opposées.²⁰⁰ Par conséquent, les crises lors de la deuxième étape du processus de règlement (après la rupture de l'URSS) en Abkhazie, en Haut-Karabakh et en Ossetie du sud sont apparues dans une situation où — malgré le changement de statut des Etats de cette région dans le droit international — les moyens externes de ce règlement étaient extrêmement limités. Le nationalisme exacerbé dans les politiques de tous les Etats de Transcaucasie proclamant leur indépendance, leur désir de se débarrasser de l'influence de la Russie à tout prix, l'instabilité politique et les erreurs graves dans la politique interne et militaire de Moscou ont empêché celle-ci de jouer un rôle efficace dans le processus de règlement. Les tentatives de la Russie pour manoeuvrer la politique et les politiques de pouvoir ont miné son autorité et ont diminué sa capacité à maintenir la la paix.²⁰¹

Ce fut l'armée russe qui joua le rôle le plus significatif dans la Transcaucasie. Leurs forces étaient alors stationnées à travers la région et elles contrôlaient les éléments les plus vitaux dans une situation de conflit, à savoir les armes, les munitions et l'infrastructure. Le Général Pavel Gratchev, Ministre de la défense, pouvait parler avec confiance d'une grande variété de problèmes concernant la situation dans le Caucase. Le Président lui a offert plusieurs occasions en lui confiant le rôle de médiateur en Abkhazie et en Haut-Karabakh. Plus important encore, l'armée russe a établi des contacts proches sur tous niveaux avec leurs homologues en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Ainsi, la militarisation de la politique caucasienne, a conduit à la politisation de l'armée russe dans la zone.²⁰²

¹⁹⁹ D. Danilov, "Russia's search for an international mandate...", *op.cit.*, p. 137.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² D. Trenin, *op.cit.*, p. 98.

Suite à l'URSS, la politique russe dans le Caucase a conduit à l'abandon et à la retraite de l'engagement chaotique en 1992-93. Cependant, l'influence de la Russie était encore considérable dans la force politique. La tendance de la politique russe était assez claire: renoncer à contrôler, sauf en ce qui concerne les problèmes stratégiques, mais conserver toutefois une certaine d'influence.²⁰³

Depuis 1993, la Russie a justifié ses priorités et ses intérêts par rapport aux conflits de l'ancienne URSS, et particulièrement en Transcaucasie de cette manière: Maintenir la paix et la défense des droits des minorités nationales de la Russie, surtout, celles russophones de "l'étranger proche" ; assurer la stabilité à travers la zone de l'ancienne URSS et la formation d'une ceinture de " bons voisins " sur les frontières russes. D'autre part, assurer le maintien de la présence militaire de la Russie dans les pays de la CEI, suivant les normes légales; consolider leur cadre commun de sécurité; l'acceptation du rôle spécial de la Russie dans la CEI; ne pas seulement tenir compte de ses propres intérêts mais aussi ceux de ses voisins. Le fait qu'aucun Etat de la zone de "l'étranger proche" ou de l'étranger loin et aucune organisation internationale ne puisse seul remplacer la Russie pour le maintien de la paix dans cette région. Cependant, il s'agit le besoin de la coopération entre la Russie, la communauté et les organisations internationales, afin d'augmenter la stabilité et gérer les crises dans la zone de l'ex-URSS. La Russie est régulièrement intervenue en faveur d'une participation plus large de l'ONU et de l'OSCE dans la résolution des conflits au sein des pays de la CEI.²⁰⁴ Une chose paraissait tout à fait claire: la Russie avait définitivement perdu le monopole exclusif de l'organisation de l'espace post-soviétique.²⁰⁵

Les équilibres ethno-démographiques sont mouvants et à l'heure où la question de l'appartenance nationale est devenue un enjeu de mobilisation fort dans les déterminismes politiques et les choix individuels, la minorité russe joue souvent un

²⁰³ *Ibid.*, p. 101.

²⁰⁴ D. Danilov, "Russia's search for an international mandate...", *op.cit.*, p. 141.

²⁰⁵ Jean Radvanyi, "Réseaux de transport, réseaux d'influence: nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie", *Hérodote*, no. 104, mars, 2002, p. 43.

rôle de tampon dans l'évolution des tensions interethniques, y compris lorsque ces tensions opposent au départ deux groupes ethniques autochtones.²⁰⁶

Moscou craignait principalement un vide de sécurité, de peur que les autres pouvoirs – si les acteurs régionaux, comme la Turquie, l'Iran, ou un acteur global comme les Etats-Unis – puissent le remplir, au détriment des intérêts propres de la Russie. La sécurité, externe ou interne, est sans doute l'intérêt russe primordial jusqu'à ce que le Caucase soit concerné. Les raisons sont diverses. Le plus important semblait être l'unité inséparable de la région caucasienne à qui la Transcaucasie indépendante — comme le Caucase du nord russe — appartenait. Cette région est principalement composée de Républiques non-russes montagneuses. La population indigène est strictement reliée, culturellement et ethniquement à leurs frères dans le sud du Grand Caucase et dans les plaines qui sont d'une manière prédominante peuplés de russes. L'unité de la fédération est donc en jeu. Pour arrêter l'effet de débordement et empêcher des conflits dans la zone, la Russie voyait alors qu'un processus de construction de la stabilité dans la Transcaucasie devait empêcher des conflits dans cette région.

Les autorités russes craignaient qu'un exode crée des problèmes massifs pour leurs économies nationales, surtout dans les services industriels, scientifiques, d'information et de santé, où les Russes sont significativement plus nombreux que les employés indigènes.²⁰⁷ Ceci est surtout le cas en Géorgie, Azerbaïdjan et même Arménie.

Le destin du groupe ethnique russe résidant dans les Républiques. Les autorités russes étaient inquiètes sur le fait que certains développements, comme l'élévation du nationalisme excessif et/ou l'extrémisme religieux, puissent mener à la discrimination contre les Russes ethniques dans ces Républiques et engendrer ainsi une exode massive. Ce serait un développement qui aggraverait les problèmes sociaux et économiques de la Russie. Nous devons toutefois noter que le petit nombre d'ethnies russes dans la Transcaucasie, a fait que l'importance de ce facteur

²⁰⁶ Aude Merlin et Jean Radvanyi, "Russes et Caucasiens à la fin du XXe siècle. Identité et Territoires", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, no. 4, 2003, p. 105.

²⁰⁷ D. Trenin, *op.cit.*, p. 95.

dans la détermination de la politique russe dans cette région a été limitée. Mais si quelqu'un, inclut l'armée russe s'est déployée dans cette région comme la partie de la population russe, l'équilibre ethnique et général change un peu.²⁰⁸

Les conflits dans la région ont conduit des milliers de Russes à émigrer considérablement au nord. 70.000 Russes vivaient en Abkhazie. A la suite de la guerre dans cette partie de la Géorgie, environ 1.000 d'entre eux ont été tués et 30.000 ont fui. Beaucoup de ces gens ont l'option d'être des citoyens russes grâce à une loi adoptée en 1992. Jusqu'ici, le gouvernement russe n'a pas été très efficace pour leur fournir un soulagement. En automne 1993, le Service d'Immigration Fédéral estima que 400.000 immigrants passeraient de la Transcaucasie à la Russie en deux ans. Il était certain que très peu de russes ethniques resteraient dans la région.²⁰⁹

L'intérêt géopolitique de la Russie dans le Caucase reposait sur ses intérêts économiques. L'effondrement de l'Union et la rupture de ses liens coopératifs de longue date ont endommagé l'économie russe. La Russie est toujours dépendante des pays de la Transcaucasie pour beaucoup de biens. On peut en effet observer que, malgré toutes les guerres, la demande régulière assure l'approvisionnement ininterrompu de certains biens. La position de la région caucasienne, entre l'Asie et l'Europe, fait d'elle un carrefour important pour la réalisation de plusieurs projets à grande échelle impliquants la coopération croix-continentale.²¹⁰ La question problématique de choisir la route pour construire un oléoduc afin de pomper du pétrole en Asie Central entraîne déjà la compétition entre différentes nations.

Le pur intérêt militaire de la Russie dans le Caucase est dorénavant essentiellement de nature défensive. Lors des conflits en Abkhazie, l'armée russe est restée en Géorgie, puis elle s'est tournée vers l'Ossetie du Sud. Peu de temps après, elle était retournée cette fois comme *les casque bleus* (les forces de maintien de la paix). Dans le cas d'une situation de paix autour de Haut-Karabakh – comme il y avait eu, après juin 1994, en Abkhazie – la plupart des casque bleus allait probablement être tous

²⁰⁸ S. T. Hunter, *op.cit.*, p. 145.

²⁰⁹ D. Trenin, *op.cit.*, p. 96.

²¹⁰ *Ibid.*

russes. La Russie avait ainsi quelques intérêts vitaux dans le Caucase, et en premier lieu des intérêts géopolitiques couvrant les sphères économiques, militaires et sociales. Les dirigeants russes ont progressivement défini ces intérêts afin de se protéger et se défendre.²¹¹

Le paradoxe évident des politiques de la Russie dans le Caucase est qu'elles étaient devenues plus ambitieuses et confiantes, alors que leur base de ressource rétrécissait et que sa vraie capacité à influencer les développements dans la région déclinait. Si les politiques russes avaient été plus coordonnées, cela aurait été possible de compenser la diminution du pouvoir par une meilleure concentration des efforts. Les politiciens russes ont exprimé des inquiétudes vis-à-vis de leur capacité à dominer les développements politiques dans la région et de la pénétration dans le Caucase de pouvoirs externes.²¹² Mais la Russie ne pouvait faire que peu de choses pour empêcher l'augmentation de l'orientation pro-occidentale des trois Etats de Transcaucasie. Alors que les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie avaient pour habitude de se plaindre du manque d'attention internationale, son attention avait en fait augmenté de façon spectaculaire depuis mi-1994. La Russie comptait fortement sur les instruments militaires pour poursuivre ses fins politiques dans le Caucase. Et c'est précisément dans la zone militaire que le déclin et la décomposition de pouvoir de la Russie sont les plus évidents.²¹³

Depuis le début de l'année 1990 le Caucase est devenu un espace de nombreux conflits violents. La Russie a fortement contribué à la cessation de la violation, mais ses interventions militaires ont aussi empêché la formation de solutions politiques de long terme pour résoudre les conflits dans beaucoup de cas. Bien que les politiciens russes aient proclamé avec persistance leur responsabilité face à la stabilité dans la région, c'est suffisamment clair que beaucoup d'arrangement politique stable pour l'Abkhazie ont réduit la position de la Russie et son influence sur les développements dans le futur. De manière générale, on peut simplement dire que les politiques russes dans le Caucase ont été essentiellement réactives, improvisées et

²¹¹ *Ibid.*, p. 97

²¹² Pavel Baev, *Russia's Policies in the Caucase*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1997, p. 57.

²¹³ *Ibid.*

opportunistes.²¹⁴ Les inextricables conflits d'Abkhazie, du Haut-Karabakh et d'Ossétie du Sud ont défiguré le visage de la région, et les intérêts nationaux l'ont toujours emporté sur les intérêts collectifs.²¹⁵

Les Etats de la région ont apparemment toutes les raisons de se réjouir. La partie qui se joue dans le Caucase autour du pétrole, des oléoducs transcaucasiens, et du futur transit du brut d'Asie centrale représente, à leurs yeux, un enjeu économique capital.²¹⁶ Les conflits du Karabakh et d'Abkhazie sont les vrais instruments de la reprise en main de la Russie. Ce sont eux qui lui ont permis de faire rentrer l'Azerbaïdjan et la Géorgie dans l'espace post-soviétique de la CEI.²¹⁷

Depuis l'ère tsariste, la Russie était la force dominante dans la région caucasienne et l'Asie centrale. C'est aussi le pouvoir qui a dû ajuster l'indépendance des nouveaux Etats. Sous le Président Eltsine, les actions russes ont été principalement caractérisées par un syndrome de désengagement post-impérial, un mélange de tentations impériales, des nouvelles occasions et l'incapacité de l'interprétation des changements.²¹⁸

En 1996, Boris Eltsine a défini les cinq principes de sa politique caucasienne dont le but est d'établir une paix durable dans la région : reconnaissance du Caucase comme une communauté unique de peuples ; responsabilité conjointe et contrôle commun pour prévenir les conflits ou en surmonter rapidement les effets ; respect de l'indépendance et de la souveraineté de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie ; coopération et intégration comme voie de la prospérité ; un rôle majeur du Caucase dans le renforcement de la sécurité en Europe.²¹⁹

Vladimir Poutine a été élu le 26 mars 2000 Président de la Fédération de Russie. Le président, a changé radicalement l'image et la substance de pouvoir russe dans la région, ayant créé une définition plus réaliste et modernisée d'intérêts russes. La

²¹⁴ P. Baev, *op.cit.*, 1997, p. 59

²¹⁵ Gaïdz Minassian, "Caucase du sud: Enjeux de la Coopération Régionale", *Politique Etrangère*, septembre, 2002, p. 716

²¹⁶ J. Kachia, *op.cit.*, p. 42.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 47.

²¹⁸ A. Matveeva, *op.cit.*, p. 352.

²¹⁹ Vadim Pechenev, "Le flanc sud: sphère d'intérêts pour la Russie...Un verrou de sécurité Pour une politique globale au Caucase", *Problèmes Politiques et Sociaux*, no. 797, p. 25.

russe ne peut jamais être encore désintéressée des développements là-bas. Sa propre sécurité et le développement interne peuvent toujours être influencés par le sort de ses voisins, particulièrement si ce sort inclut l'effondrement de l'Etat, la violence ethnique et les conflits régionaux qui pourraient déborder à la Russie lui-même. La Russie est une clé qui continue à jouer un rôle important dans la région, bien qu'il ne soit plus dans le premier rôle.²²⁰

En ce qui concerne la présence de troupes de maintien de la paix russes et ses bases armées en Géorgie qui a accepté la présence des bases militaires russes et des gardes de frontières pour obtenir l'aide de la Russie sur la question de l'Abkhazie. Puisqu'il était évident que tels espoirs sont peu probables de se concrétiser, la pression sur la Russie à retirer ses troupes ont monté. Les gardes de frontière russes sont partis de la Géorgie en 1999 et les bases est disputées.²²¹

Chapitre II – Les relations avec la Russie après le conflit de 1992-1993 de l'Abkhazie

A - Les relations russo-géorgiennes après le conflit de l'Abkhazie

Les Républiques de l'Union ont gagné leur indépendance et un grand nombre d'entre elles se sont enfoncées dans des guerres civiles et ethniques après que l'Union soviétique s'est effondrée. La période très difficile traversée par la Géorgie en raison des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud, ainsi que l'instabilité économique et politique, ont ouvert la voie aux influences étrangères sur l'avenir de la société géorgienne.²²²

La Russie est devenu le joueur clé concernant la résolution du conflit et l'avenir paisible de la région; phénomène considéré à la fois de manière positive et

²²⁰ A. Matveeva, *op.cit.*, p. 352.

²²¹ A. Matveeva, *op.cit.*, p. 353.

²²² G. Nodia, "A new cycle of instability in Georgia..." , *op.cit.*, p. 197.

négative.²²³ Comme la frontière la plus longue du pays caucasien est celle qui longe la Russie, la Géorgie jouait un rôle crucial dans la politique caucasienne de la Russie. Ainsi, la Russie s'est impliquée dans les événements en Géorgie de plusieurs façons.²²⁴

La Russie reste un acteur majeur dans la région et les quelques problèmes de sécurité auxquels fait face la Géorgie sont généralement considérés comme découlant de sa relation avec la Russie.²²⁵ Ces relations restent incertaines et controversées. Plusieurs problèmes doivent être résolus entre la Russie et la Géorgie, alors que la plupart des politiciens géorgiens croient que les menaces majeures pour la sécurité du pays viennent de leur voisin septentrional.

La source majeure du désaccord russo-géorgien est généralement vu dans le désir russe de dominer stratégiquement son "étranger proche".²²⁶ Le plus important, dans le Caucase, la Russie a été accusée d'être à l'origine de beaucoup de conflits, voire même de soutenir les différents côtés pour ses propres intérêts stratégiques, comme sa politique de la question de l'Abkhazie.²²⁷

Après la rupture de l'URSS en 1991, le renversement de Zviad Gamsakhourdia et le gouvernement d'Edouard Chevardnadzé en Géorgie ont préparé la voie pour une nouvelle ère dans les relations russo-géorgiennes, a influencé le processus de résolution des problèmes de sécurité. La nouvelle direction géorgienne a annulé la décision sur le statut des forces d'occupation des anciennes troupes soviétiques. En juin 1992, lors d'une réunion entre Edouard Chevardnadzé et Boris Eltsine, il a été décidé de confier à la Russie une mission de maintien de la paix dans la région autonome d'Ossetie du Sud. Le parlement géorgien a ratifié l'adhésion à la CEI après un débat enflammé. Moscou et Tbilissi ont signé un " Traité d'amitié, de bon voisinage et de bonne coopération " au début de l'année 1994.

²²³ Per Normark, "Russe policy towards Georgia: Assertiveness and strategic retreat", in Farian Sabahi et Daniel Warner", (ed.), *The OSCE and The Multiple Challenges of Transition The Caucasus and Central Asia*, Ashgate Pub., 2004, p. 91.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ G. Nodia, "A new cycle of instability in Georgia...", *op.cit.*, p. 197.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ E. Karagiannis, *op.cit.*, p. 122.

Cependant, la guerre de l'Abkhazie qui avait débuté en août 1992 a révélé que les relations russo-géorgiennes étaient très loin d'atteindre la compréhension mutuelle. Les cercles militaires et politiques russes dessinant dans le conflit, les tensions ont explosé face à l'engagement militaire russe en Géorgie.²²⁸

Le rôle de la Russie dans le conflit de l'Abkhazie était crucial et controversé; peut-être qu'aucun autre conflit n'avait amené tant d'accusations sur les ambitions et les politiques "néo-impérialistes" de la Russie. La décision de mener un rôle éminent dans le conflit par le pouvoir russe tient à plusieurs raisons.²²⁹

On peut décrire la politique de la Russie en Géorgie en étudiant la politique russe concernant trois problèmes primordiaux en matière des relations entre les deux pays : En premier lieu, on peut citer le conflit. La Russie participant dans le processus de résolution du conflit de manière contradictoire, elle est constamment accusée de soutenir les deux côtés à la fois. Le deuxième problème concerne le retrait russe de ses bases militaires de ses gardes de frontière et présentes sur le territoire géorgien. Les bases étant présentes depuis l'indépendance, la Russie est accusée d'utiliser ses bases pour faire pression sur la Géorgie et s'appropriier ainsi des profits politiques. Le troisième problème est celui de l'influence du conflit tchéchène de la Russie sur les relations entre Moscou et Tbilissi. Après avoir soutenu Moscou dans ses actions en Tchétchénie pendant la guerre 1994—1996, la Géorgie avait essayé d'appliquer une politique de non-intervention lors de la guerre qui débuta en 1999. Ceci a engendré une confrontation sérieuse avec Moscou.²³⁰

Ces trois problèmes nous montrent que la politique de la Russie sur la Géorgie a souffert d'inconsistance et de manque de clarté, la Russie appliquant des politiques contradictoires et ses expressions et actions ne coïncident pas toujours. En ce qui concerne la question de l'Abkhazie, la Russie affirmait soutenir l'intégrité territoriale de la Géorgie, alors que des signes significatifs indiquaient une politique russe soutenant de manière claire l'indépendance de l'Abkhazie. La politique russe de distribution des passeports et d'exclusion de l'Abkhazie du régime de visa tout en l'imposant sur la Géorgie indiquent même une simple incorporation de l'Abkhazie

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ *Ibid.*, p. 80.

²³⁰ P. Normark, *op.cit.*, p. 92.

dans la Russie. Quant aux deux autres problèmes, la politique russe est aussi contradictoire. La politique russe relative aux armées, aux gardes frontières et aux unités militaires, indiquent une retraite stratégique alors que sa politique vis-à-vis du conflit tchéchène, exerce une forte pression sur la Géorgie afin que celle-ci cède à ses demandes reliées au conflit. Cette orientation est aussi observée dans le cas de l'Abkhazie.²³¹

Un autre levier de l'influence russe en Géorgie sont les deux bases militaires installées sur le territoire géorgien depuis l'époque soviétique.²³² L'entrée de la Géorgie dans la CEI avait été considérée comme son entrée dans la sphère d'influence russe. Mais, en profitant des relations améliorées avec la Russie, la Géorgie a tenté de résoudre le problème de l'Abkhazie par les accords militaires indépendants avec la Russie et par l'augmentation d'une pression politique sur l'Abkhazie.

Lors de la visite du Premier Ministre russe Tchernomyrdine à Tbilissi en septembre 1995, les négociations ont débuté sur l'installation des forces russes en Géorgie. Tchernomyrdine a été consenti que la Russie aiderait à restaurer le contrôle de la Géorgie sur l'Abkhazie en retour de la présence des bases militaires russes en Géorgie.²³³ Le 15 Septembre 1995 ces négociations ont résulté en un accord, avec lequel la Géorgie fournissait à la Russie des bases sur quatre emplacements : -- Akhalkalaki, Batumi, Gudauta et Vaziani – pour une période de 25 années. Chevardnadzé a signé le traité bien que, comme les autorités géorgiennes l'avaient réclamé auparavant, la juridiction sur l'Abkhazie n'ait pas été rétablie avant la signature de l'accord.²³⁴ Ainsi, le parlement géorgien n'a pas ratifié cet accord et s'est engagé à ne pas le faire jusqu'à ce que la Russie consente à aider la Géorgie pour regagner l'Abkhazie. Cette dernière condition s'enfonce dans un dilemme, car elle n'était pas dans le corps de l'accord bien qu'elle ait été, -au moins du point de vue Géorgien-, présumée au temps où il a été signé. Ceci rend la présence des bases militaires russes semi-légale. Elles ne sont ni acceptées ni rejetées.²³⁵

²³¹ *Ibid.*

²³² P. Normark, *op.cit.*, p. 96.

²³³ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 80.

²³⁴ P. Normark, *op.cit.*, p. 96.

²³⁵ G. Nodia, "A new cycle of instability in Georgia...", *op.cit.*, p. 198.

Au sommet de l'OSCE (l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) tenu à Istanbul en novembre 1999, le Président Eltsine a signé un accord de démantèlement de deux (Vaziani et Gudauta) des quatre bases russes en Géorgie, démantèlement effectivement entamé courant 2000 en dépit des protestations abkhazes et des réticences de l'état-major russe.²³⁶ Au sommet, Boris Eltsine s'était bien engagé, sous la pression des Occidentaux, à les évacuer.

Deux d'entre elles l'ont été fermé, mais le sort des deux autres reste incertain. Moscou se fait prier, surtout depuis que les Américains ont fait connaître leur intention de redéployer les bases de l'OTAN en Europe centrale et orientale – Pologne, Roumanie, Bulgarie –, notamment autour de la mer Noire.²³⁷ Fortes de 7.000 hommes en tout, les bases de Batoumi (Adjarie) et d'Akhalkalaki (près de la frontière arménienne), dessinent une ligne de défense continue face à la Turquie, donc face à l'OTAN. Les bases sont un “ élément stabilisateur pour la situation interne en Géorgie et pour ce qui est des intérêts dans le Caucase ” pour militaire russe.²³⁸

La question épineuse ces deux bases militaires russes pourrait bien être réglée. Selon la Ministre des affaires étrangères géorgienne, la fermeture des bases pourrait être effective au plus tard en janvier 2008.²³⁹ Moscou, qui compte 3.000 soldats en Géorgie, rétorque que l'opération prendra au moins quatre ans.²⁴⁰

Un autre accord que la Géorgie et la Russie avaient signé en 1992, instituait un contrôle commun des frontières géorgiennes par les troupes de frontière géorgiennes et russes. Selon cet accord, la Russie garderait la frontière turco-géorgienne, y compris la frontière maritime. Au printemps 1998, la Russie et la Géorgie ont entamé des négociations sur l'entière responsabilité des frontières de la Géorgie. Le 27 juin 1998 cette initiative a résulté en un accord déclarant que dès septembre, la

²³⁶ Jean Radvanyi et Philippe Rekacewicz, “Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain” <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/10/RADVANYI/14290>

²³⁷ Marie Jégo, “Tbilissi entre Moscou et Washington”, *Politique Internationale*, no. 104, 2004, p. 49

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ François Gremy, “Retrait des bases militaires russes de Géorgie. Quelles négociations ?”, www.caucas.com, mise à jour le 30/08/2005

²⁴⁰ “La tension s'accroît entre Tbilissi et Moscou” (Reuters), <http://www.ledevoir.com/cgi-bin/imprimer?path=/2005/05/13/81706.html>

Géorgie prendrait sous son entière responsabilité sa frontière maritime et la partie de l'Akhalkalaki coïncidant avec la frontière turque.²⁴¹

Le problème de l'oléoduc du pétrole caspien, sur lequel les deux pays sont en concurrence, est principalement devenu un problème géopolitique plutôt qu'économique. Les politiciens russes sont persuadés que perdre son contrôle sur l'oléoduc impliquerait la perte de l'influence russe sur le Caucase du sud, alors que les Géorgiens voient souvent l'oléoduc comme un symbole d'indépendance et de lien avec l'Ouest. Quand la décision sur le grand oléoduc a été prise à l'automne 1998, avec un oléoduc traversant la Géorgie et menant au port turc de Ceyhan, les élites politiques géorgiennes ont affirmé que la Russie souhaitait déstabiliser la Géorgie dans un effort pour diminuer son intégrité politique, et ainsi affaiblir les chances de gagner de la Géorgie dans le jeu de l'oléoduc.²⁴² La plupart des troubles mentionnés, (la tentative d'assassinat de février, la guerre des six-jour à Gali, et la plus grande confiance du dirigeant des Adjars) étaient ouvertement attribués à une conspiration russe par les dirigeants politiques géorgiens. Cependant, aucune preuve spécifique n'avait jamais été avancée. Cela a causé une forte irritation de la Russie. Ces accusations légitimes ou non de " la main russe " montrent que la Géorgie et la Russie voient leurs relations principalement dans le contexte de la compétition géopolitique. Ceci engendre une forte méfiance entre eux.

Face à cette situation, les problèmes de la présence militaire russe en Géorgie sous forme de bases militaires, les forces de maintien de la paix dans les zones de conflit de l'Abkhazie et de l'Ossetie du Sud, et les troupes sur la frontière turque sont devenues sensibles.²⁴³

Les attitudes russes et géorgiennes vis-à-vis de cette présence sont controversées. La Russie tient à maintenir sa présence militaire afin que cette région face partie de sa zone d'influence. Dans le cas d'un départ de la Russie, les autorités russes craignent que le vide soit rempli par les autres. Cependant, la Fédération russe manque évidemment de ressources nécessaires de façon à maintenir ses troupes.²⁴⁴

²⁴¹ P. Normark, *op.cit.*, p. 92.

²⁴² G. Nodia, "A new cycle of instability in Georgia...", p. 197.

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 198.

En même temps, la présence de l'armée russe n'a pas été fructueuse en matière de défense des intérêts politiques et économiques en Géorgie. Au contraire, la Présence russe a aliéné les Géorgiens politiquement et les a poussés vers les autres contacts et alliances, tel que GUUAM une coalition entre la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, et la Moldavie, qui apparaît anti- russe à certains. C'est un regroupement constitué à partir de l'Union de Trois (Géorgie, Azerbaïdjan, Ukraine) formée en 1996, et qui s'est étendue à la Moldavie à la mi-octobre 1997. Cela s'est fait en marge des réunions du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Il se fonde sur: la volonté d'approfondir les liens et la coopération économique et politique; le constat d'une convergence d'intérêts stratégiques et de sécurité; la méfiance à l'égard de la Russie et une orientation pro-occidentale. En avril 1999, lors du cinquantenaire de l'OTAN, l'Ouzbékistan a rejoint cette alliance régionale (l'Ouzbékistan a rejoint en mai 2005).²⁴⁵

Cette rencontre n'est pas fortuite: ces quatre pays sont confrontés à des mouvements sécessionnistes dans lesquels la Russie est fortement impliquée (Abkhazie, Crimée, Karabakh, Transdnistrie).²⁴⁶

La Géorgie est, après l'Ukraine, le pays du GUAM qui fait l'objet des pressions russes les plus fortes. La Russie demande à ce pays d'accepter le maintien de deux bases militaires russes. Elle lui demande par ailleurs, de tenir compte des intérêts russes dans sa politique concernant l'évacuation du pétrole et du gaz de la mer Caspienne ainsi que dans ses relations avec les pays occidentaux et l'OTAN. Pour parvenir à ses fins, elle exerce sur Tbilissi des pressions à la fois politiques et socioéconomiques, suspendant à plusieurs reprises ses livraisons d'énergie et imposant depuis le 5 décembre 2000 un régime de visa entre la Géorgie et la Russie dont sont évités les dépendants des régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud.²⁴⁷ Ce fut un événement sans précédent dans le régime de visa libre au sein de la CEI et donc très important pour la relation entre Tbilissi et Moscou.

²⁴⁵ Voir glossaire, *Problèmes Politiques et Sociaux*, no. 827, p. 6.

²⁴⁶ Jean Radvanyi, "Quand les occidentaux poussent les nouveaux états indépendants...", *op.cit.*

²⁴⁷ Anne de Tinguy, "Vladimir Poutine et l'Occident: L'heure est au pragmatisme", *Politique Etrangère*, 3/2001, p. 529.

L'élite politique géorgienne considère la présence militaire russe comme une mesure imposée et comme une menace pour la sécurité. Ils sentent que si la Russie a l'intention de manipuler la situation en Géorgie et surtout de la déstabiliser quand elle veut (comme les Géorgiens ont tendance à croire), alors ses postes militaires sont des outils évidents pour arriver à ses fins.²⁴⁸ Suivant cette logique, ce n'est pas une coïncidence si les bases russes sont déployées dans des régions politiquement sensibles telles que l'Adjarie, la Javakhéti, et l'Abkhazie. Par peur, la direction géorgienne évite toutefois de clairement et ouvertement exiger le retrait militaire russe; en effet, si la Russie est trop contrariée, elle peut utiliser son influence pour déstabiliser l'équilibre politique déjà fragile en Géorgie. Les attitudes imprécises adoptées par le gouvernement géorgien ne sont pas souvent claires sur la question de sa volonté de garder la présence de l'armée russe sur son territoire. La Géorgie ne prend aucune vraie position sur l'accueil ou le rejet des troupes russes.²⁴⁹

Les forces russes de maintien de la paix en Abkhazie doivent étendre leur mandat tous les six mois. Cela signifie un nouveau marché bilatéral à chaque négociation d'extension. La stratégie géorgienne – qui n'a jamais été clairement formulée, mais devinée – est l'usage de l'incertitude de la légalité de la présence militaire russe en Géorgie comme un levier sur le gouvernement russe. D'autre part, cette stratégie s'efforce de se rendre le plus désagréable possible aux yeux de l'armée russe afin de les voir partir. De cette manière, leur départ ne sera pas vu comme émanant d'une demande géorgienne ouverte, mais comme le résultat de leur propre décision.²⁵⁰

Selon Moscou, les Tchétchènes ont utilisé le territoire géorgien pour se retrouver mais aussi en tant que région pour le transport des armes et le passage des mercenaires allant en Tchétchénie. Moscou a affirmé que la Géorgie manquait de moyens, ou de force politique pour empêcher les Tchétchènes d'utiliser son territoire.²⁵¹

Les 6 et 7 mars 2003, à Sotchi, les présidents Vladimir Poutine et Chevardnadzé se sont rencontrés pour discuter la question abkhaze. L'accord signé énumérait le retour

²⁴⁸ Ghia Nodia, "A new cycle of instability in Georgia", *op.cit.*, p. 198.

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ P. Normark, *op.cit.*, p. 100.

des réfugiés géorgiens dans la région de Gali, la réouverture de la ligne de chemin de fer Sotchi-Tbilissi via Soukhomi et la modernisation de la station hydroélectrique de l'Ingouri.²⁵²

Vladimir Poutine, Président de la Fédération russe, a entamé une phase de reconstruction de ses relations avec son environnement régional, bouleversé par la crise de l'indépendance.²⁵³ Dans le cadre des relations bilatérales, l'Etat russe tente encore d'exercer des pressions militaires et économiques sur ce voisin.²⁵⁴

B - Les relations russo-abkhazes après le conflit de l'Abkhazie

A cause de la caractéristique géographique montagneuse du Caucase, la possibilité des transports alternatifs sont très limitées dans la région. Les montagnes du Caucase divisent Caucase et Transcaucasie, comme la Fédération de la Russie et la Géorgie, l'Azerbaïdjan.²⁵⁵ L'importance stratégique de transport maritime augmente pour la Russie et alors l'Abkhazie qui est la coté de la Mer Noire obtient plus importance.

La détermination de l'Abkhazie pour obtenir l'indépendance de Tbilissi a été utilisée par le gouvernement russe depuis 1992 et 1993, afin d'exercer une pression sur la direction géorgienne pour que celle-ci cède à ses demandes.²⁵⁶

La Russie a joué un rôle controversé dans la question de l'Abkhazie. Aussitôt que le conflit armé entre Tbilissi et Soukhomi commença en 1992, la Russie déclara son soutien pour l'intégrité territoriale géorgienne. Bien que la Russie soutienne officiellement l'intégrité territoriale géorgienne, il y a eu plusieurs signes indiquant qu'elle soutenait aussi, officieusement, l'indépendance de l'Abkhazie, en essayant même de transférer l'Abkhazie à quelque genre de dépendance sur Moscou. Cela fut très clair avec les régimes de frontière et de visa qui ont été très favorables aux

²⁵² Mathilde Damoiseil et René Genté, "Entre la Russie et la Géorgie Ni guerre ni paix en Abkhazie", <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/DAMOISEL/10620>.

²⁵³ *Ibid.*, p. 38.

²⁵⁴ Jean Radvanyi, "Réseaux de transport, réseaux d'influence: ...", *op.cit.*, p. 42.

²⁵⁵ U. Tavkul, *op.cit.*, p. 18.

²⁵⁶ D. Lynch, *The conflict in Abkhazia Dilemmas...*, *op.cit.*, p. 20.

Abkhazes, mais aussi avec la distribution par la Russie de passeports aux gens résidant en Abkhazie.

La politique russe en ce qui concerne ses unités armées dans la région est très important pour la Géorgie et l'Abkhazie. En 1992, la Géorgie a demandé aux forces de la Russie de sortir du territoire, le Ministère de la Défense a consenti et s'est préparé à le faire. Le retrait a commencé, mais la Géorgie changea d'avis, parce qu'il a été surtout engagé dans les conflits civils avec les forces de l'ancien président et avec l'Abkhazie et l'Ossetie du sud. La Géorgie a alors demandé à Moscou de garder ses unités armées dans le pays, la Russie a accepté.²⁵⁷ D'autre part, les diverses parties de l'établissement russe ont soutenu des côtés différents. Les parties des structures russes militaires et de la sécurité et les parlementaires ont rendu l'aide au abkhaz, mais l'armée russe a aidé aussi Chevardnadzé à faire échouer ses adversaires en Géorgie. Pendant le conflit, le Ministère des affaires étrangères russe et l'armée ont servi comme des médiateurs entre les partis, alors que les régiments militaires individuels ont poursuivi leur propre politique.²⁵⁸

La contradiction entre les paroles et les actes fait de la politique russe envers l'Abkhazie extrêmement difficile à analyser, à comprendre et à prédire.²⁵⁹ Après “ la coopération ” géorgienne concernant les demandes russes en 1994, la détermination de l'indépendance de l'Abkhazie est devenue un problème pour la politique russe envers la Géorgie. La Russie n'a pas pu contenir simplement la région séparatiste, comme Tbilissi l'a demandé, sans renouveler le combat, cette fois contre les Abkhazes. Ces circonstances ont eu pour résultat un changement dans les relations russes avec la direction de l'Abkhazie : en leur offrant un soutien direct à tout en appliquant un degré de pression politique et économique.²⁶⁰

Le rapprochement politique entre la Géorgie et la Russie, suivant l'entrée géorgienne dans la Communauté des Etats Indépendants (CEI) dominée par Moscou, a eu pour résultat le blocus russe en Abkhazie. Afin de pousser l'Abkhazie de retour en

²⁵⁷ P. Normark, *op.cit.*, p. 101.

²⁵⁸ Anna Matveeva, “Georgia: Peace remains elusive in ethnic patchwork”, in Lynne Reinner,(Ed.) *Searching For Peace in Europe and Eurasia*, Boulder, Londres, 2002, p. 418.

²⁵⁹ P. Normark, *op.cit.*, p. 101.

²⁶⁰ D. Lynch, *The conflict in Abkhazie Dilemmas...*, *op.cit.*, p. 20.

Géorgie, le 19 septembre 1994 la Russie a fermé sa frontière avec l'Abkhazie, utilisant la guerre Tchétchène comme un prétexte. Cela a engendré d'énormes difficultés pour son économie déchirée par la guerre, dépendant fortement de la vente de produits agricoles et de produits de l'industrie légère à la Russie. Le blocus a rendu également très difficile l'importation des biens vitaux que sont la nourriture, et les médicaments. L'Abkhazie devait même négocier avec le Ministère des affaires étrangères russes pour pouvoir importer des cargaisons humanitaires.²⁶¹

Le blocus empêchait même les habitants abkhazes de quitter le pays. Les passeports des Abkhazes ont été déclarés invalides hors des pays de la CEI par le Ministère des affaires étrangères russe. La prohibition écrite de la Fédération russe concernant le mouvement libre des citoyens abkhazes a été signée par le député russe du Ministère des affaires étrangères Boris Pastukhov le 30 août 1995. Ainsi les citoyens de l'Abkhazie sont privés de la possibilité de visiter des amis ou des parents hors de l'Abkhazie et de jouir des droits de l'homme. Les parlementaires, les ONG ou autres délégations ou représentants de l'Ouest sont dans l'impossibilité de présenter leurs vues en tant que partie au conflit.²⁶²

Le traité russo-géorgien sur les bases militaires et les exercices de l'armée a été subitement annoncé par les troupes de maintien de la paix de la CEI, et exécuté le 30 septembre 1995. Ce traité avait été évidemment conçu pour exercer une pression sur l'Abkhazie, a causé la mise en état d'alerte relevée des forces de l'Abkhazie. Les exercices ont été planifiés pour être exécutés dans la région Gali de l'Abkhazie, en parallèle avec l'introduction d'un bataillon de la CEI, le personnel consistant principalement en Géorgiens ethniques. A la suite de l'introduction de ce bataillon, les troupes de police géorgiennes ont eu l'intention d'entrer dans la région.²⁶³ Le problème de la région Gali a été résolu dans quelques jours, et la souveraineté géorgienne dans cette région a été restaurée.

Le 30 octobre 1995, la Russie a encore imposé un blocus naval à l'Abkhazie, qui empêchait les bateaux abkhazes et les individus de voyager vers la Turquie ou ailleurs. En avril 1997, un blocus sur les communications de la République est établi

²⁶¹ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 79.

²⁶² *Ibid.*, p. 80.

²⁶³ *Ibid.*, p. 81.

avec la coupure de toutes lignes téléphoniques connectant l'Abkhazie avec le monde extérieur. La Russie impose le blocus sur le transport et la communication et interdit même le libre mouvement de sa population, dans le but de forcer l'Abkhazie à retourner sous le contrôle géorgien en échange de la préservation des bases militaires russes en Géorgie.

La détermination des autorités abkhazes pour maintenir l'indépendance de l'Abkhazie, et plus important encore, sa capacité militaire, ont été confirmées lors du combat sur la Zone de Sécurité en mai 1998. Les autorités géorgiennes ont accusé les troupes de " maintien de la paix " russes de permettre les Abkhazes d'entrer dans la Zone de Sécurité avec les tanks et les armes lourdes.²⁶⁴ Ceci a engendré des doutes sérieux sur la capacité de la Russie à servir de médiateur, une telle position exigeant la neutralité et une approche équilibrée sur les deux côtés du conflit.

L'événement qui a contribué plus à l'aggravation des relations russo-abkhazes était la guerre en Tchétchénie. Au début, l'Abkhazie ne pourrait pas rester pro-russe dans ce conflit après le soutien qu'elle avait reçu des tchétchènes. L'Abkhazie a retenu sa neutralité, mais était orientée dans la pratique vers le côté tchétchène ; quelques volontaires abkhazes ont pris la partie dans la lutte en Tchétchénie, bien que ceci n'ait pas été comme le soutien qu'ils avaient reçus de Tchétchénie dans leur guerre avec la Géorgie. Pourtant certains éléments dans l'armée russe ont soupçonné que l'Abkhazie hébergeait les camps d'entraînement pour les rebelles tchétchènes.²⁶⁵

L'ONU a assumé la responsabilité primordiale pour la résolution du conflit en Abkhazie et depuis 1992 ont travaillé dans un partenariat inquiet avec les médiateurs officiels russes. En décembre 1993, les pourparlers entre les Géorgiens et les Abkhazes sous l'auspice de la Russie et l'ONU ont eu pour résultat la signature d'un mémorandum de compréhension. Le gouvernement géorgien avait demandé une force de maintien de la paix multinationale de l'ONU.²⁶⁶

Dans le cas de l'Abkhazie, l'ONU a été le médiateur direct. Politiquement, il doit

²⁶⁴ D. Lynch, *The conflict in Abkhazie Dilemmas...*, *op.cit.*, p. 19.

²⁶⁵ Svante E. Cornell, *Small Nations and Great Powers A study of ethnopolitical conflict in the Caucasus*, Curzon Press, Richmond, 2001, p. 189.

²⁶⁶ A. Matveeva, *op.cit.*, p. 422.

être noté que la multitude de joueurs complique la solution aux conflits.²⁶⁷

L'Abkhazie indépendante n'est qu'un pays en lambeaux. Elle dépend totalement de Moscou, non seulement sur le plan militaire mais aussi économique, l'aide de Moscou assurant la survie au jour le jour. Le Kremlin s'emploie à préserver une situation instable, d'où de nouveaux troubles peuvent surgir à tout moment. Il n'est pas dans l'intérêt russe de favoriser la normalisation en Abkhazie; Moscou doit conserver un moyen de pression sur la Géorgie. La menace permet aussi de contrôler les velléités abkhazes de solidarité avec les Tchétchènes.²⁶⁸

L'affaire tchétchène, qui affaiblit les Abkhazes en leur enlevant un soutien important, a permis aux Russes de prendre conscience du danger du double langage en matière d'intégrité territoriale. A terme, quelle que soit la politique des dirigeants de Tbilissi, les Russes accroîtront leur emprise en Géorgie, et la question abkhaze aura constitué un remarquable outil dans les mains du Kremlin pour lui permettre d'atteindre cet objectif.²⁶⁹

Le Ministre des affaires étrangères de l'Abkhazie, Zaur Archba, a déclaré en 2002, les sujets d'une coopération éventuelle avec la Russie: la politique étrangère commune, la défense, la sécurité des frontières et l'économie. " L'Abkhazie tend à renforcer les relations avec la Russie, puisque les militaires américaine sont venus en Géorgie." Archba, a dit-il. Selon le Ministre, si un pays caucasien est renforcé par une intervention externe, cela entrainera les difficultés de l'équilibre régionale et augmentera la tension dans la région.²⁷⁰

²⁶⁷ S. E. Cornell, *op.cit.*, p. 188.

²⁶⁸ P. Karam et T. Mourgues, *op.cit.*, pp. 336-337.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 337.

²⁷⁰ Kafkas Vakfi Raporları, no. 3, Nisan 2002, p. 9.

Chapitre III - La Question de l'Abkhazie et la Russie : “ négociateur ” ou “ chef d'orchestre ” ?

A - Les tentatives pour l'établissement de la paix

A la fin de la guerre entre les Géorgiennes et les Abkhazes, le processus de paix a commencé, malgré les slogans revanchistes à Tbilissi parallèles aux discours de la paix. Eltsine, Chevardnadzé et Ardzinba sont rencontrés le 3 septembre 1992. Ils ont signé un document final qui prévoyait un cessez-le-feu. Ceci n'a pas été appliqué et le conflit a suivi.²⁷¹

L'ONU s'est efforcée de ranimer le processus de paix par des moyens diplomatiques et a engagé des consultations avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) [appelée aujourd'hui Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)] afin d'assurer une coordination efficace des activités. En novembre 1992, un bureau des Nations Unies s'est ouvert à Tbilissi, pour permettre une approche intégrée des Nations Unies dans la région et contribuer au succès des efforts de rétablissement de la paix déployés par le Secrétaire général.²⁷²

En 1993, l'ONU et l'OSCE ont consenti le fait que l'implication internationale sur le conflit en Abkhazie devrait se faire sous la responsabilité de l'ONU. Au cours de la même année, l'ONU a fait face aux demandes urgentes du gouvernement de la Géorgie de déployer une force de maintien de la paix en Abkhazie, et a décidé d'établir une mission observatoire en Géorgie pour qu'elle puisse contrôler l'implantation de l'accord de cessez-le-feu entre les deux camps, garanti par la Fédération russe.²⁷³

L'accord de cessez-le-feu a été signé le 27 juillet 1993 à Sotchi, en Russie entre le gouvernement géorgien et les autorités abkhazes. La Mission d'Observation des

²⁷¹ Fehim Taştekin, “Bir Abhazya Fotoğrafi”, *Kafkas Vakfi Abhazya Raporu*, octobre 2001.

²⁷² http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugB.htm

²⁷³ S. Neil Macfarlane, “The role of the UN”, *Accord*, no :7, disponible sur : <http://www.c-r.org/accord/geor-ab/accord7/unrole.shtml>.

Nations Unies en Géorgie (MONUG)²⁷⁴ a été créée le 24 août 1993, par la résolution [858](#) du Conseil de sécurité, pour: vérifier le respect de l'Accord de cessez-le-feu, en accordant une attention particulière à la situation dans la ville de Soukhoumi; enquêter sur les informations faisant état de violations du cessez-le-feu et essayer de régler les incidents de ce genre avec les parties concernées; et faire rapport au Secrétaire général sur l'exécution de son mandat, y compris sur les violations de l'accord de cessez-le-feu. L'effectif autorisé était de 88 observateurs militaires.

Le mandat de la MONUG étant devenu caduc du fait de la reprise des combats en Abkhazie en septembre 1993, la Mission a été investie d'un mandat intérimaire. Ainsi, aux termes de la résolution [881](#) du Conseil de sécurité en date du 4 novembre 1993, la MONUG a été chargée de maintenir les contacts avec les deux parties au conflit et les contingents militaires russes, de suivre la situation et de faire rapport à ce sujet, notamment en rendant compte de tout fait nouveau qui aurait un lien avec les efforts que déployait l'ONU pour promouvoir un règlement politique d'ensemble.²⁷⁵

La décision d'envoyer une mission observatoire au lieu d'une force de maintien de la paix reflétait le désir de la Fédération russe de tenir le premier rôle dans la direction du conflit dans l'espace post-soviétique. Il y avait aussi une inquiétude générale sur le fait que l'appareil de maintien de la paix de l'ONU soit surchargé, et sur le désaccord parmi les parties, le mandat d'une force étant plus substantielle dans ce cas.²⁷⁶

Le “ Mémoire de Compréhension ” assurant un cessez-le-feu (Genève, le décembre 1993), le “ Communiqué sur le Deuxième Tour des Discours ” (Genève, le janvier 1994), et d'autres traités ont été signés entre les parties géorgienne et abkhaze, sous les auspices de l'ONU, et avec la facilitation de la Fédération russe et avec l'observation de l'OSCE.

²⁷⁴ Voir la Carte de MONUG et MONUG-Fait des chiffres.

²⁷⁵ “MONUG Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie – Mandat” http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugM.htm.

²⁷⁶ S. N. Macfarlane, “The role of the UN”, *op.cit.*

Le 4 avril 1994, un document clé a été signé à Moscou en présence du Secrétaire Général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, les Ministres des affaires étrangères de la Russie, Andrei Kozyrev, le Député Boris Pastukhov, et plusieurs ambassadeurs de l'Ouest, à savoir “ la Déclaration sur les Mesures pour un Règlement Politique du Conflit Abkhazo - Géorgien ”. En conformité avec cette déclaration, les parties impliquées ont rejeté l'usage de la force ou des menaces, et ont promis de résoudre le conflit exclusivement par des moyens pacifiques; une disposition permettait l'introduction des forces de maintien de la paix, une présence des observateurs militaires de l'ONU, et le retour progressif des réfugiés.²⁷⁷

En se basant sur ce document, “ l'Accord pour un Cessez-le-feu et la Séparation des Forces ” par les parties géorgienne et abkhaze le 14 mai 1994 a été élevée à Moscou sur: création d'une zone tampon (Zone de Sécurité) sur la ligne de démarcation, le long de la rivière Ingouri, où seront déployées des forces de maintien de la paix de la CEI, et retour des réfugiés géorgiens (200.000 environ).

En juin et juillet 1994, avec l'approbation de l'ONU²⁷⁸, les forces de paix de la CEI composées d'unités russes ont été introduites dans la Zone de Sécurité, entrée qui a été interdite aux forces opposées.²⁷⁹

Chevardnadzé et Ardzinba sont rencontrés le 14 Août 1994 à Moscou. Eltsine a participé à la rencontre de Chevardnadzé-Ardzinba le 19 septembre 1994 à Sotchi.²⁸⁰ Depuis l'été 1994, la Déclaration du 4 avril et l'Accord du 14 mai ont été observés par les deux parties. Cependant, les projets de vengeance du gouvernement géorgien ont freiné l'accomplissement de toutes dispositions de ces documents. La Géorgie a régulièrement tenté d'utiliser les forces militaires russes pour un retour forcé en l'Abkhazie des réfugiés géorgiens — de telles tentatives ont eu lieu en septembre 1994, et en juillet et septembre 1995. C'est précisément à cette fin qu'a servi l'infiltration de groupes subversifs géorgiens dans le district de Gali de l'Abkhazie

²⁷⁷ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 192.

²⁷⁸ Le Conseil de sécurité a, par sa résolution [937 \(1994\)](#) en date du 27 juillet 1994, autorisé le renforcement de l'effectif de la MONUG jusqu'à un maximum de 136 observateurs militaires et décidé que le mandat de la MONUG soit élargi. “MONUG Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie – Mandat”, http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugM.htm.

²⁷⁹ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 192.

²⁸⁰ F. Taştekin, “Bir Abhazya Fotoğrafi”, *op.cit.*

bordant la Géorgie, afin d'y déstabiliser la situation. Tbilissi a tenté de créer un semblant d'instabilité à travers toute l'Abkhazie et d'assurer un accord de la communauté internationale pour une extension de la zone centrale des forces de maintien de la paix sur toute l'Abkhazie.²⁸¹

La Géorgie est parvenue à obtenir l'établissement du blocus de la terre (en décembre 1994) et de la mer (en octobre 1995) de l'Abkhazie par les forces de troupes frontières de la Russie, ce qui est une transgression de l'article 3 de la Déclaration du 4 avril, et un déviation du principe du non-usage de la contrainte ou de la pression politique. Le blocus a été officiellement sanctionné au sommet des chefs d'Etats de la CEI à Moscou en janvier 1996.²⁸²

La Géorgie a commencé s'efforce désormais de développer les relations avec l'Ouest et l'OTAN pour équilibrer la puissance de la Russie dans la région. La Géorgie et l'Abkhazie comptaient aussi sur la Russie pour la résolution du conflit entre les deux Républiques. C'est pour cela que la Géorgie a toléré la présence des bases russes sur son territoire et ses frontières, dans l'espoir d'une stabilisation. L'Abkhazie, elle, comptait sur l'opposition russe et les anciens communistes et attendait un changement de la Russie. La Géorgie exige désormais de profiter de la rivalité dans le Caucase. Tbilissi pense que le pays sera dans une position plus forte si il évite les bases russes.²⁸³

Le 21 juillet 2003, processus de Genève a repris. Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1615 du 29 juillet 2005, a prorogé le mandat de la MONUG pour une nouvelle période de six mois prenant fin le 31 janvier 2006.²⁸⁴

Malgré les négociations de paix initiées à Genève, l'issue du conflit n'était envisageable que si la Russie se décidait à intervenir massivement pour stabiliser la

²⁸¹ K. Ozgan, *op.cit.*, p. 186.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ Ghia Nodia ile söyleşi (Nur Dolay), "Gürcistan-Abhazya ilişkileri 'soğuk barış' sona erebilir", *İdea Politika*, 1999, p. 154.

²⁸⁴ 'MONUG Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie – Mandat', *op.cit.*

situation. Le risque étant que ce gel de la situation n'aboutisse à ce que Tbilissi voulait éviter, l'indépendance de facto de l'Abkhazie.²⁸⁵

B - La domination russe lors de l'organisation du maintien de la paix

Il est certain qu'aucun pays ou aucune organisation internationale n'a apparue qui remplace la Russie comme une force de maintien de la paix dans les anciens territoires Soviétiques.²⁸⁶ Le rapport de la Russie dans le territoire de l'ancienne Union Soviétique est mélangé. Le maintien de la paix russe, il est réclamé, est entièrement conformé à la Charte de l'ONU et n'exige pas l'approbation d'une intervention externe que les côtés contradictoires l'ont accepté. D'autre part, les actions russes en Tchétchénie ont endommagé la crédibilité de maintien de la paix russe partout.²⁸⁷

Le rôle de la Russie dans le processus du conflit et la paix géorgo-abkhaze est discuté à cause de mécontentement de deux côtés. Les Géorgiens ont accusé la force de maintien de la paix russe de faiblesse à remplir son mandat et sécuriser le retour des déplacés et de relâchement de contrôles de frontière ; et la Russie a tardé à compléter son retrait qui avait planifié pour 2001, de sa base militaire dans Gudauta (en Abkhazie). Tbilissi a menacé plusieurs fois de refuser d'étendre le mandat de la force de maintien de la paix (FMP), alors qu'ils se sont plaints que les gains territoriaux des Abkhazes et le déplacement des Géorgiens ethniques sont perpétrés par la présence de FMP.²⁸⁸

Malgré les perceptions contradictoires de sa conduite pendant la guerre, la Russie était instrumentale dans l'établissement d'un cessez-le-feu durant 1994. Par le déploiement des forces de maintien de la paix de la CEI et par ses efforts en tant que médiateur de la Russie, le pouvoir régional majeur, s'est profondément engagés dans la recherche pour un règlement. Cependant, les négociations intensives, sous l'égide

²⁸⁵ P. Karam et T. Mourgues, *op.cit.*, p. 336.

²⁸⁶ Dmitri Trenin, "Russia", in Trevor Findlay, (ed.), *Challenges For The New Peacekeepers*, Oxford Uni. Pub., Oxford, 1996, p. 83.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 84.

²⁸⁸ A. Matveeva, "Georgia: Peace remains elusive...", *op.cit.*, p. 423.

de l'ONU et avec la médiation active de la Russie, ont été dominées par plusieurs inquiétudes stratégiques.

A travers le processus de la paix, la Russie a joué un rôle de double médiateur. D'une part, la Russie a convoqué des réunions séparées et communes avec les parties, concernant surtout les propositions en voie de développement qui pourraient être adoptées par l'ONU négociant le procédé. D'autre part, la Russie a joué un rôle instrumental dans les forums multilatéraux de la CEI et de l'ONU et en tant que membre de 'Groupe des Amis du Secrétaire Général pour la Géorgie' - Allemagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Royaume-Uni - .²⁸⁹

La Géorgie a cherché des moyens de redéfinir sa relation avec la Russie pour assurer son intégrité territoriale et regagner l'Abkhazie. L'Abkhazie est entrée dans le processus de négociations, avec le but de restructurer ses relations avec la Russie et la Géorgie, elle était aussi soucieuse du fait que le désengagement russe pouvait mettre en péril leur victoire militaire. Par conséquent les différentes parties désiraient un type différent de cessez-le-feu et de force de maintien de la paix: les Géorgiens demandaient le déploiement des *casque bleus* à travers l'Abkhazie pour permettre un retour massif des "personnes déployées" tandis que les Abkhazes voulaient qu'une ligne de cessez-le-feu soit clairement définie le long de la Rivière de Inguri pour délimiter le territoire qu'ils avaient reçu lors du combat.

L'intérêt de la Russie était de s'assurer que les casque bleus et le processus de paix soient sous son contrôle. L'ONU se préparait à transmettre la responsabilité du maintien de la paix à la Russie, en partie, à cause d'un manque de progrès dans l'atteinte d'un règlement politique, et par manque de capacité pour déployer une force de maintien de la paix elle-même, mais aussi en raison du fait que la Géorgie et l'Abkhazie se trouvaient sous la sphère d'influence de la Russie. Pendant que celle-ci

²⁸⁹ Dmitri Danilov, "The role of the Russia", *Accord*, no. 7, disponible sur : <http://www.c-r.org/accord/geor-ab/accord7/russia.shtml>. Ce groupe a été coordonné par la France dans le cadre des Nations Unies. La dernière réunion de ce groupe était les 13 et 14 décembre 2005 à Genève, en prévision d'une réunion qui devrait se tenir prochainement entre les parties géorgienne et abkhaze, pour aborder le processus de paix et les questions politiques ainsi que les problèmes de sécurité, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, en prévision d'une réunion avec les parties géorgienne et abkhaze au début de l'année 2006, "Géorgie : Réunion de l'ONU pour relancer le processus de paix en Abkhazie", <http://www.un.org/apps/news/Story.asp?NewsID=9645&Cr=Géorgie&Cr1=Abkhazie>, consulté le 24 janvier 2006.

exprimait publiquement le regret de l'échec de l'ONU pour jouer un rôle plus significatif, cette évolution servait ses propres intérêts, lui permettant en effet de fortifier son rôle en tant que casque bleu et médiateur.²⁹⁰

Les perceptions d'insécurité dans le Caucase était la force de conduite derrière l'approche initiale de la Russie dans le conflit abkhaze. En 1992, la Russie a été forcée d'effectuer une retraite politique et militaire de cette région. La Géorgie avait refusé de se joindre à la CEI. La crainte russe d'isolement a été décuplée par l'intérêt renouvelé de la Turquie et de l'Iran dans la région.²⁹¹ En effet le Caucase du sud est aussi une terre de confrontation historique entre la Turquie et l'Iran.²⁹²

Sous la direction d'Eltsine, les décideurs russes ont ainsi rapidement réagi pour localiser le conflit. En 1992, les relations militaires russes avec la Géorgie s'étaient améliorées sous la nouvelle direction à Tbilissi. Entre juin et août 1992, la Russie avait commencé à transférer l'équipement militaire vers la Géorgie. Ces transferts ont été arrêtés en août et n'ont pas repris jusqu'à ce que la Géorgie ait rejoint la CEI à la fin de l'année 1993. Pavel Grachev, Ministre de la défense, a relié les transferts avec la résolution du conflit abkhaze. Il a relié aussi le statut des forces russes en Géorgie avec la possibilité de celle-ci de se joindre à la CEI. Eltsine avait accepté la demande de Chevardnadzé pour que les troupes russes protègent les liens de transport vitaux en Abkhazie. L'Accord de Moscou (14 mai 1994) est resté inefficace, étant donné que toutes les parties impliquées (y compris l'armée russe) ont vu que leurs intérêts étaient mieux servis avec la continuité du combat. Mais cet accord a représenté la tentative russe de localiser le conflit rapidement.²⁹³

Quatre facteurs principaux ont influencé et affecté la politique russe de maintien de la paix dans ce conflit. Deux de ces facteurs sont internes à la politique de transition de la Russie. Les deux autres sont des facteurs externes (les politiques géorgiennes et abkhazes), sur lesquels le gouvernement russe n'exerce qu'un petit contrôle.²⁹⁴

²⁹⁰ D. Danilov, "The role of the Russia", *op.cit.*

²⁹¹ D. Lynch, *The conflict in Abkhazie Dilemmas...*, *op.cit.*, p. 22.

²⁹² G. Minassian, "Caucase du sud: Enjeux...", *op.cit.*, p. 720.

²⁹³ D. Lynch, *The conflict in Abkhazie Dilemmas...*, *op.cit.*, p. 25.

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 17.

Des différends bureaucratiques importants, bien que ces différends ne devraient pas être exagérées, la politique russe a été affectée par la lutte bureaucratique pour le contrôle entre les différents ministères et départements à Moscou. Cette lutte a mis en avant les différences conceptuelles entre les décideurs à Moscou sur la méthode d'atteindre les buts russes en Géorgie. Généralement, les approches russes sur ce conflit ont reflété des changements plus larges dans la politique de "l'étranger proche" et de la CEI depuis 1992. Dès 1996, le Ministère de la Défense a soutenu la direction prise par Primakov en tant que Ministre des affaires étrangères, sur le maintien de la paix russe. Le rôle personnel de Primakov était évident en Abkhazie à partir 1997. Ce changement à Moscou a eu pour résultat de rééquilibrer les rapports entre l'armée et les aspects politiques de maintien de la paix de la Russie avec l'accent dorénavant mis sur les mesures politiques et diplomatiques.

La politique russe de maintien de la paix a été affectée par les contraintes sévères qui ont fait face à l'économie et aux armées russes, alors que les groupes russes dans le Caucase du nord étaient orientés vers la prévention d'un conflit dans cette région extrêmement instable. A la suite de ces circonstances, le gouvernement russe, avec 1.500 troupes, ne pouvait pas mener des opérations actives pour l'adhésion à la loi et à l'ordre dans cette région, ni pourvoir au retour sûr des Géorgiens déplacés.²⁹⁵

La politique de maintien de la paix russe a été affectée par l'équilibre changeant de forces politiques dans la politique interne géorgienne depuis 1992. Malgré l'expulsion de Zviad Gamsakhourdia, une forte tendance au nationalisme anti-russe dans les politiques géorgiennes s'est maintenue. Edouard Chevardnadzé a toujours maintenu une position pragmatique en ce qui concerne la coopération avec la Russie, la regardant comme une nécessité principalement pour construire des armées géorgiennes et des troupes de frontières.²⁹⁶

Dès le début de l'année 1995, Chevardnadzé a levé la possibilité de retirer son consentement sur l'opération. Le gouvernement Géorgien a insisté afin que les forces russes assurent le retour total des réfugiés et restaurent l'intégrité territoriale géorgienne. Le parlement a accusé l'opération russe de protéger le séparatisme

²⁹⁵ *Ibid.*, pp. 17-18.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 19.

abkhaze. En mai 1995, la Géorgie et la Russie se sont mises d'accord sur un Mémorandum pourvoyant un " fédéralisme asymétrique " en Géorgie. Chevardnadzé voulait concéder à l'Abkhazie des structures législatives et exécutives indépendantes ainsi que " les autres caractéristiques d'un Etat " au sein de la Géorgie. Cependant, les autorités Abkhazes ont insisté sur des liens confédéraux. Le gouvernement russe a identifié la rigidité des Abkhazes comme l'obstacle principal pour la résolution du conflit.

La tension augmentait dangereusement en raison de certaines déclarations faites par les dirigeants géorgiens et d'actions exécutées par l'armée russe en Abkhazie. Ainsi, la tension en Abkhazie, entre le 15 mai et le 15 juillet 1995, a substantiellement augmenté en raison des déclarations provenant des officiels géorgiens à Tbilissi, qui réclamait le retour massif des réfugiés géorgiens en Abkhazie. Les déclarations de juillet du Commandant russe des forces de maintien de la paix de la CEI, endossant un tel rapatriement de masse sans contrôle, et promettant la protection de ses forces, a causé une critique tranchante d'officiers de l'Abkhazie, qui affirmaient que ceci pourrait avoir pour résultat des hostilités renouvelées. Finalement le projet annoncé sur le retour massif des réfugiés a été arrêté.²⁹⁷

La Géorgie a tenté de transformer les relations avec la Russie et le calendrier de résolution du conflit qui a abouti au début de l'année 1997. Chevardnadzé a ouvertement reconnu le début d' " une désillusion " dans les relations russo—géorgiennes, en raison de l'échec de la Russie à remplir " certaines obligations " qu'elle avait face à la Géorgie en Abkhazie.²⁹⁸ Alors que la Russie est devenue un acteur prédominant dans ce conflit, l'augmentation de l'engagement d'autres acteurs et des organisations internationales en Géorgie a souligné une large tendance de déplacement probable de la Russie. Malgré ces larges tendances, le conflit abkhaze restait comme un point d'effet de levier pour la Russie sur le gouvernement géorgien, car sa présence militaire était déjà vaste dans la région. La faiblesse endurante de la Géorgie a été et sera probablement le centre primaire de la stratégie de la Russie.²⁹⁹

²⁹⁷ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 80.

²⁹⁸ Dov Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, Macmillan Press, 2000, p. 143.

²⁹⁹ *Ibid.*, p. 146.

Les deux opérations de maintien de la paix le long de la Rivière de Inguri et les efforts russes pour résoudre le conflit ont été dénoncés par la Géorgie et l'ONU. En août 2000, Chevardnadzé a critiqué l'échec russe pour endosser le Conseil de Sécurité de l'ONU qui aurait défini l'avenir de l'Abkhazie en Géorgie. En janvier 2001, la Représentante Spéciale de l'ONU s'est aussi plainte du fait que Moscou freinait la mise en place d'une solution politique au conflit en ne soutenant pas le projet de résolution esquissé par l'ONU. Comme la lutte entre les forces géorgiennes et abkhazes a explosé de nouveau en octobre 2001, le rôle de la Russie dans les relations entre Tbilissi et Soukhoumi a été de nouveau accentué. La Géorgie a accusé la Russie de soutenir les Abkhazes dans leur lutte, alors que la Russie affirmait elle, que la Géorgie était elle-même responsable, ayant négligé les avertissements russes concernant les troupes tchéchènes sur son territoire. Le Ministre de la défense russe Sergej Ivanov a déclaré; “ il devient évident que les dirigeants géorgiens ne contrôlent pas la situation sur leur propre territoire, ou qu'ils manipulent [Tchéchènes] les terroristes afin de suivre leurs propres plans ”.³⁰⁰

La résolution de la question est en grande partie politique, le développement économique de la Géorgie intervenant dans un cadre clair et démocratique (par exemple Organisation Internationale de Coopération Economique de la Mer Noire, Union Européenne, OSCE, GUAM) pourrait pousser Soukhoumi au compromis.³⁰¹ Le devenir de l'Abkhazie dépend aussi, en grande partie, de la Russie. Pour Moscou, en effet, le Caucase qui représente un enjeu stratégique majeur, est une porte ouverte sur la Mer Noire, sur ses bases et, au-dela, sur le Proche-Orient.³⁰²

³⁰⁰ P. Normark, *op.cit.*, p. 95.

³⁰¹ Michel Guenec, “L'Abkhazie, République autonome de Géorgie”, *Le Courrier des Pays de l'Est*, no. 1018, septembre 2001, p. 47.

³⁰² *Ibid.*, p. 38.

Chapitre III- Le territoire de ‘*ni la guerre ni la paix*’

A - La situation contemporaine : La question non résolue

En Abkhazie, malgré la Mission d’Observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et la présence d’une large force d’interposition russe sous mandat de la CEI, avec l’accord d’un cessez-le-feu signé avec Tbilissi en 1994, la situation est précaire. Le conflit abkhaze n'est pas encore complètement résolu.

Des pourparlers de paix se tiennent régulièrement depuis des années, mais sans grands résultats. Bien qu'aucune offensive majeure ne se soit produite au cours de cette période, des heurts transfrontaliers et des incursions armées des deux côtés ont continué à infliger des pertes.³⁰³

La Géorgie a commencé à revisiter les dispositions essentielles de la Déclaration du 4 avril et des autres accords signés. Le vice-président du parlement géorgien, V. Kolbaya, a déclaré concernant les Accords du 4 avril et du 14 mai 1994 qu’ “ il y a beaucoup de points [dans ces accords] qui ne correspondent pas à la réalité ”. Le Député Premier Ministre géorgien Tamaz Nadareishvili a dit dans un entretien télévisé que les accords signés entre la Géorgie et l’Abkhazie n'avaient pas de base légale et étaient nuisibles à la Géorgie.³⁰⁴

L'ONU soutenait tacitement la position géorgienne récemment adoptée, en accusant l’Abkhazie, d’être la cause de la rupture des négociations.³⁰⁵ L’Abkhazie souffre depuis 1995 d’un embargo à tous les niveaux, appliqué par tous les pays de la CEI sous la pression russe. Moscou ne laisse entrouvert qu’un seul poste frontalier (vers la ville russe de Sotchi). Cela a pour effet d’étouffer la population.³⁰⁶ Le statu quo fragile a été sujet aux variations constantes à la tension, y compris les éruptions

³⁰³ Gaïdz Minassian, “La Sécurité du Caucase du Sud”, *Politique Etrangère*, no. 4, 2004, p. 790.

³⁰⁴ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 81.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ Fehim Taştekin, “Poutine a perdu à Kiev, mais pas à Soukhoumi”, *Courrier International*, no. 744, 3-9 février 2005.

majeures de la violence en 1998 et 2001 qui ont menacé de déclencher une reprise d'hostilités.³⁰⁷

La reprise des opérations militaires en Abkhazie en octobre 2001 a montré le profit qu'ils peuvent tirer des "groupes de combattants" et de l'instabilité qui règne dans certaines régions. Quelques centaines de combattants tchéchènes des unités de Rouslan Guélaïev (qui avait combattu aux côtés des abkhazes contre les Géorgiens en 1992-1994) ont été acheminées, à travers la Géorgie, de la vallée de Pankissi vers celle de Kodori, seule région de l'Abkhazie de facto sous contrôle géorgien, dans des véhicules du ministère de l'Intérieur.³⁰⁸

Un hélicoptère de l'ONU a été abattu et des villages de la région de Gulripsh attaqués, entraînant la riposte de l'aviation abhaze. Depuis, le Ministère de la Défense a refusé de retirer ses troupes de la vallée, confortant ceux qui pensent que l'objectif a été de profiter de l'aide des combattants tchéchènes pour tenter de regagner l'Abkhazie. Les autorités géorgiennes sortent discréditées de la crise, et les militaires russes ont quelques arguments supplémentaires pour plaider en faveur de leur maintien en Abkhazie.³⁰⁹

La Géorgie, a fait ressentir les prémisses de l'intimidation militaire et d'un blocus économique pouvant forcer l'Abkhazie à renoncer à sa revendication de souveraineté. Elle a préféré redevenir, comme au XIX^e siècle, un allié militaire majeur et une prise de pied de la Russie en Transcaucasie.³¹⁰

Depuis l'indépendance, la situation intérieure n'a pas beaucoup évolué. La Géorgie a demeuré un pays très affaibli qui attend la stabilisation économique du passage plus ou moins hypothétique des oléoducs sur son territoire, à destination de ses ports sur la Mer Noire (Poti et Soupsa). Avec ses centaines de milliers de réfugiés, ses milices armées et une partie de son territoire en état de sécession ouverte ou larvée, la

³⁰⁷ François Thual, *Le Caucase Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie*, Dominos/Flammarion, 2001, p. 71.

³⁰⁸ Silvia Serrano, "Géorgie 2000-2001", *Le Courrier des Pays de l'Est*, no. 1020 nov.-dec. 2001, p. 52.

³⁰⁹ *Ibid.*

³¹⁰ V. A. Chirikba, *op.cit.*, p. 80.

Géorgie et leurs habitants ne pouvaient que regarder l'avenir avec l'inquiétude.³¹¹ La révolution de novembre 2003 en Géorgie et l'élection de Mikhaïl Saakachvili comme le Président de la Géorgie en janvier 2004 étaient probablement le résultat de cette situation.

L'économie abkhaze est grippée du fait de l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers de paix, de l'absence de statut juridique de la république, de l'embargo et, surtout, du grand nombre d'infrastructures détruites.³¹²

En octobre 2004, le terme du poste de Vladislav Ardzinba, le Président de l'Abkhazie, a terminé. Vladislav Ardzinba avait été réélu en 1999, bien qu'étant le seul candidat présenté à ce poste. La communauté internationale n'a reconnu ni sa présidence, ni le référendum sur l'indépendance de l'Abkhazie qu'il a organisée en 1999. Il a déclaré que l'indépendance vis-à-vis de la Géorgie n'était pas négociable, et il a essayé d'aligner l'Etat sur la Russie. En tant que président, il a rencontré plusieurs chefs d'Etat, y compris Boris Eltsine et Vladimir Poutine. Malgré des appels à la démission de l'opposition (en particulier du mouvement d'Amtsakhara*) de plus en plus insistant, il a déclaré qu'il ne quitterait pas son poste avant son terme en octobre 2004.³¹³

L'élection présidentielle en Abkhazie était le 3 octobre 2004. Parmi les cinq candidats à l'élection aucun n'était antirusse, ni progéorgien. Les objectifs des Abkhazes étaient clairs : se débarrasser d'un gouvernement embourbé dans la corruption et le népotisme.³¹⁴ Tout de même, la Russie a placé en face de Sergueï Bagapch, le candidat de l'opposition unie, un homme qui avait sa confiance totale :

³¹¹ F. Thual, *Le Caucase Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie...*, *op.cit.*, p. 71.

³¹² M. Guenec, *op.cit.*, p. 40.

* Le mouvement Amtsakhara est le parti central d'opposition en Abkhazie. Il a été initialement créé comme une association de vétérans de la guerre de 1992-1993, mais le nombre de leurs membres a augmenté pour inclure une communauté plus large. Avant la création d'Amtsakhara, le seul véritable groupe d'opposition était le parti Aitara. Dans une période récente, Amtsakhara a pris la tête du mouvement d'opposition. Les membres du parti ont su donner de la force à l'opposition, car les vétérans constituent un groupe puissant et jusqu'à une période récente, le président Vladislav Ardzinba était virtuellement intouchable. Amtsakhara a toujours poussé dans le sens de réformes du gouvernement d'Abkhazie, par exemple, pour instaurer un meilleur équilibre des pouvoirs entre les différentes branches de l'autorité et pour renforcer la puissance des législateurs abkhazes. "Un parti d'opposition en Abkhazie Amtsakhara", http://www.colisee.org/article.php3?id_article=1262.

³¹³ "Biographie de Vladislav Ardzinba, président de la République autoproclamée d'Abkhazie", <http://www.colisee.org...>, *op.cit.*

³¹⁴ F. Taştekin, "Poutine a perdu à Kiev, mais pas à Soukhoumi", *op.cit.*

Raoul Khadjimba, ex-agent du KGB et ancien Premier ministre. Les rues de Soukhoumi, étaient couvertes d'affiches où l'on voyait Khadjimba au côté de Poutine. L'opposition a remporté contre le candidat pro-Moscou, Raoul Khadjimba, qui crie au " coup d'État " en Abkhazie.³¹⁵

A l'issue du scrutin du 3 octobre, qui donne la victoire à Bagapch avec 51% des voix, le conflit a éclaté. Khadjimba, le candidat prorusse, n'a pas voulu reconnaître sa défaite. La Russie n'a pas tardé à intervenir ouvertement pour mettre un point final à cette bagarre. Elle a fermé la frontière pour paralyser l'économie du pays. Finalement, Bagapch a signé en décembre 2004, l'accord que le Kremlin lui a imposé. Il a accepté l'organisation de nouvelles élections auxquelles il devrait se présenter sur la même liste que son adversaire. Khadjimba a accepté de lever le siège des bâtiments publics contre la promesse d'occuper le poste de vice-président sous la garantie de Poutine.³¹⁶ Les deux ennemis, devenus partenaires, ont obtenu à l'élection du 12 janvier le score écrasant de 91%. La république de facto de l'Abkhazie continuera à exister aussi longtemps que la Russie le permettra.³¹⁷

Le gouvernement de l'Abkhazie a gardé un oeil attentif sur les développements à Tbilissi et juge le nouveau président. Chevardnadzé était une entité connue ; le nouveau président Saakachvili était loin d'être prévisible. La prévision du changement significatif politique interne en Abkhazie augmentait la nervosité. Elle n'était pas reconnue par la communauté internationale. Pour une région dans laquelle les personnalités continuent à dominer les politiques, la succession sera la clé pour déterminer la direction de l'Abkhazie dans le futur.³¹⁸

Le conflit en Abkhazie est une question qui a reliée aux relations russo-géorgiennes. Au cas où la Russie cesse d'être un garant implicite de position de l'Abkhazie, et si la Géorgie peut établir une armée mieux entraînée et équipée, il est possible que la Géorgie pourrait se retourner à l'option militaire afin de restaurer le contrôle par-

³¹⁵ G. Minassian, "La Sécurité du Caucase...", *op.cit.*, p.790.

³¹⁶ M. Guenec, *op.cit.*, p. 40.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 46.

³¹⁸ Rachel Clogg, "The Rose Revolution and the Georgian-Abkhazian conflict: light at the end of the tunnel?", *the JRL Research and Analytical Supplement*, Issue no. 24, may 2004, disponible aussi sur <http://www.cdi.org/russia/johnson/8226.cfm#1%20>.

dessus la région.³¹⁹

B - La politique du nouveau Président de la Géorgie Mikhaïl Saakachvili pour l'Abkhazie et les relations avec la Russie du Président Vladimir Poutine

La Géorgie a été dirigée depuis 1991 par l'ancien Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadzé. Il était réélu pour cinq ans en 2000, mais il a connu une révolution pacifique. Il a été chassé par son peuple, lassé d'une corruption omniprésente, des problèmes de régions séparatistes et d'une fragilité économique persistante, qui contestait la régularité des élections qui se sont tenues en novembre 2003.

La “ révolution des roses ” géorgienne a entraîné le renversement de Chevardnadzé. Ce mouvement spontané s'est vu affublée du titre de “ révolution des roses ”, dont on imagine sans peine qu'elle ouvre la voie à un nouveau régime démocratique et porteur d'espoir.³²⁰

Le rôle de médiateur a été assumé le 22 novembre par le Ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, entre le Président géorgien contesté et le leader du mouvement d'opposition Mikhaïl Saakachvili, le coup de maître. En endossant ce rôle, Ivanov a mis fin aux rumeurs circulant à Tbilissi sur la possibilité d'une intervention militaire russe en soutien à l'ex-président. Sa prestation a également permis de donner un exemple du nouveau rôle que la Russie souhaite désormais assumer auprès de son voisin austral : celui d'intermédiaire honnête et de pacifiste.³²¹

Saakachvili est finalement élu à la présidence de la Géorgie le 5 janvier 2004. Moscou est réputé pour se méfier de nouveau Président de la Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, un avocat étudié aux Etats-Unis qui est ouvertement orienté à l'Ouest.

³¹⁹ Svante E. Cornell, *Small Nations and Great Powers A study of ethno-political conflict in the Caucasus*, Curzon Press, Richmond, 2001, p. 193.

³²⁰ “ « La révolution des roses » Les dessous du coup d'Etat en Géorgie”, <http://www.reseauvoltaire.net/rubrique346.html>, 7 janvier 2004.

³²¹ Vicken Cheterian, “Changement du pouvoir à Tbilissi Révolution géorgienne entre deux grandes puissances”, <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/georgie/>, 2004.

D'autre part, après sa victoire écrasante, Mikhaïl Saakachvili a juré pour tourner des années d'inimitié avec la Russie dans les relations plus forts et coopératifs : “ Une des priorités principales de nouvelle direction de Géorgie seront obligé à établir beaucoup plus près des relations plus amicales avec la Fédération russe.” affirmait-t-il. “ Les premières étapes dans cette direction ont été déjà faites. Naturellement, nous avons nos propres intérêts nationaux, et la Russie, comme une superpuissance, a ses propres intérêts nationaux, mais nous trouverons certainement le point commun pour normaliser nos relations et commence une nouvelle ère dans nos relations ”.³²²

Les premières décisions de la nouvelle administration géorgienne ne sont pas pour rassurer Moscou. Tbilissi est passé en effet un accord avec les Etats-Unis, qui décidait de privatiser sa présence militaire en Géorgie en passant un contrat avec des officiers militaires Etats-uniens, afin qu'ils équipent et conseillent l'armée géorgienne. C'est le contrat de trois ans, pour un montant de 15 millions de dollars. Ce programme prend le relais de la collaboration avec Washington entamée sous Chevardnadzé en 2002, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les conseillers militaires Etats-uniens se voient également confier comme mission d'améliorer la sécurité de l'oléoduc de BTC. En contrepartie, la Géorgie envoie 500 hommes soutenir les forces d'occupation Etats-uniennes en Irak.³²³

En dépit de leur méfiance mutuelle, Vladimir Poutine et Mikhaïl Saakachvili ont fait vœu de renouer des relations « d'amitié » lors de leur rencontre à Moscou, en février 2004.

Le 5 juillet 2004, Vladimir Poutine et Mikhaïl Saakachvili ont eu encore un entretien lors du sommet informel de la CEI. Les Présidents russe et géorgien ont examiné l'ensemble des rapports russo-géorgiens. La Russie reconnaît l'intégrité territoriale de la Géorgie : ces propos de Vladimir Poutine sont des plus importants pour Tbilissi. Les Géorgiens, confortés par le consensus sur l'intégrité territoriale de leur pays, estiment que le développement économique “ attirera ” les Abkhazes vers la Géorgie. Mikhaïl Saakachvili a relancé les accords de Sotchi (Poutine et

³²² Sophie Lambroschini, “Georgia Moscow Watches Warily As Saakashvili Comes To Power”, Radio Free Europe /Radio Liberty, le 5 janvier 2004, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2004/01/88f57397-7b95-4eff-af2b-9446fd2f0b4d.html>.

³²³ “Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien”, <http://www.reseauvoltage.net/rubrique346.html>.

Chevardnadzé, mars 2003) : réouverture de la ligne de chemin de fer Sotchi-Soukhoumi-Tbilissi, réhabilitation du barrage hydroélectrique de l'Ingourie (à la frontière entre les deux territoires), retour des réfugiés géorgiens dans le district de Gali après sécurisation.

Les relations entre la Géorgie et la Russie n'ont cessé de se tendre au cours des dernières années. La Russie possède plusieurs jeux de clefs pour ouvrir les portes des hostilités avec ses voisins méridionaux. La Géorgie a accusé la Russie d'utiliser son poids géographique et économique pour chauffer le séparatisme en haut régional en Adjarie, en Ossétie du sud, et en Abkhazie, affaiblissant Tbilissi.³²⁴ La Russie peut toujours utiliser l'instrument ethnique pour déstabiliser la Géorgie.³²⁵ Les crises d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud sont gelées et la région est toujours dépourvue d'un appareil de sécurité régionale.

Le 21 septembre 2004, adressé Assemblée Générale de l'ONU, Mikhaïl Saakachvili a esquissé un projet de trois-étape pour résoudre de conflits de Tbilissi avec les Républiques de l'Abkhazie et l'Ossétie du sud par les moyens exclusivement paisibles. Ce projet comprend les mesures de confiance; la démilitarisation des zones de conflit et le déploiement d'observateurs de l'ONU au long de la frontière entre l'Abkhazie et la Russie ; et l'attribution aux deux républiques la forme la plus pleine et la plus large d'autonomie. Saakachvili a affirmé que cette autonomie protégerait les langues des Abkhazes et des Ossètes, et leurs cultures, et garantir leurs gouvernements, le contrôle fiscal, et “ la représentation et le pouvoir partageant significatifs ” au niveau national. Mais dans quelques heures, les officiers supérieurs en Abkhazie et en Ossétie du sud ont rejeté catégoriquement le projet proposé par Saakachvili. L'assistant présidentiel abkhaze Astamur Tania a déclaré qu'aucuns points contenus dans la proposition de Saakachvili, et même “ l'autonomie large avec les pouvoirs d'envergure, ” n'étaient acceptable pour l'Abkhazie, qui est un état indépendant.³²⁶

³²⁴ S. Lambroschini, *op.cit.*

³²⁵ V. Cheterian, “Changement du pouvoir à Tbilissi Révolution géorgienne entre...”, *op.cit.*

³²⁶ Liz Fuller, “Abkhazia, South Ossetia reject Georgian president's new peace plan”, [http://www.rferl.org/reports/aspfiles/printonly.asp?po=y,24 September 2004](http://www.rferl.org/reports/aspfiles/printonly.asp?po=y,24%20September%202004).

Selon Saakachvili, la question abkhaze est bien plus complexe, dans la mesure où l'Abkhazie entretient des liens très étroits avec le Caucase du nord et avec la Russie. Les généraux russes considèrent que c'est " leur " territoire, " leur " terre. En conséquence, les militaires russes n'ont pas l'intention d'abandonner ces lieux de villégiature. Lors de la rencontre avec Vladimir Poutine, il a d'ailleurs reconnu que l'Abkhazie représentait pour lui un véritable problème de politique intérieure. Le sort de l'Abkhazie dépend en grande partie d'une normalisation des relations de la Géorgie avec la Russie.³²⁷

President de la Russie Vladimir Poutine sait que le problème abkhaze peut se régler entre la Russie et la Géorgie. Même si Moscou venait à abandonner sa politique de soutien à Soukhoumi, ce geste ne serait pas suffisant pour ramener la paix. Moscou a joué leur jeu en les aidant, voire en distribuant des passeports russes à ceux qui pouvaient les offrir.³²⁸ Les relations entre les deux pays s'étaient même envenimées au point qu'en 2001, Moscou a imposé un régime de visas aux citoyens géorgiens.³²⁹ Le gouvernement de Vladimir Poutine a aboli l'obligation de visa pour les habitants d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et d'Adjarie, en portant secours aux " minorités agressées ".³³⁰

Tbilissi a exigé le retrait des deux bases militaires russes encore présentes sur le territoire Géorgien. En échange, Moscou, a souvent accusé Tbilissi de soutenir de séparatisme en Tchétchénie, et s'est opposé à la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui permettrait au pétrole de la Mer Caspienne de parvenir sur les marchés mondiaux sans passer par la Russie.³³¹

Moscou profite de la proximité de la guerre de Tchétchénie pour exercer de fortes pressions sur Tbilissi dans sa lutte contre le terrorisme.³³² Les dirigeants russes ont déclaré que des centaines de rebelles tchéchènes et des " terroristes " étaient établis

³²⁷ Galia Ackerman, Entretien avec Mikhaïl Saakachvili : "Géorgie : l'Homme du Renouveau", *Politique Internationale*, no. 104, l'été 2004, pp.17-19.

³²⁸ Mirian Méloua, "Géorgie : le rôle de la Russie en Abkhazie", http://www.colisee.org/article_print.php?id_article=1664, 23 janvier 2005.

³²⁹ V. Cheterian, "Révolution géorgienne entre...", *op.cit.*

³³⁰ G. Minassian, "La Sécurité du Caucase...", *op.cit.*, p. 793.

³³¹ V. Cheterian, "Révolution géorgienne entre...", *op.cit.*

³³² G. Minassian, "La Sécurité du Caucase...", *op.cit.*, p. 793.

dans le Pankissi, que la Géorgie avait échoué à empêcher les rebelles tchéchènes d'avoir accès à leur territoire, et que Tbilissi était incapable ou non disposée à contrôler ses frontières. La Russie ne cesse d'accroître les pressions sur le régime de Tbilissi pour amener ce dernier à éliminer de ce lieu les combattants tchéchènes.³³³

Prêt à restaurer de façon pacifique les liens avec l'Abkhazie, Saakachvili a néanmoins souligné qu'il n'accepterait en aucun cas, une Abkhazie hors des frontières géorgiennes. Dans un entretien, Saakachvili a déclaré : “ Nous avons perdu le contrôle de l'Abkhazie en 1993, à cause du soutien russe accordé aux séparatistes abkhazes, ce qui équivaut à une guerre russo-géorgienne non-proclamé. ...Nous n'allons jamais accepter la perte de l'Abkhazie. Le retour de cette région sous la souveraineté géorgienne est l'un des objectifs proclamés de ma présidence. Mais la confrontation armée n'est pas une solution envisageable .” Il estime, par ailleurs, qu'un tel problème est impossible à régler sans la Russie, avec laquelle le nouveau président de la Géorgie aimerait établir une relation constructive, fondée sur de nouvelles bases.³³⁴

³³³ Pierre Jolicoeur, “Stabilité et sécurité au Caucase du Sud. La césure du 11 septembre 2001” in Thomas Juneau, Gérard Hervouet Lasserre, (ed.), *Asie Centrale et Caucase Une Sécurité Mondialisée*, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 2004, p. 124.

³³⁴ Nana Abachidze, “Géorgie Ce que le peuple attend du héros de la révolution”, *Courrier International*, no. 688, 8-14 janvier 2004, p. 14.

CONCLUSION

L'effondrement de l'URSS, qui engendra une situation chaotique, marqua le début des conflits sanglants dans les anciens territoires soviétiques. L'un des conflits principaux fut celui qui opposa la Géorgie à la République autonome de l'Abkhazie, qui réclamait l'indépendance de la Géorgie.

Depuis l'indépendance, la Géorgie connaît une instabilité politique, économique et sécuritaire. Elle dépend encore militairement et économiquement de la Russie bien qu'elle profite d'un soutien de l'Ouest. Les relations entre Moscou et Tbilissi sont déterminantes pour l'avenir du pays.

Moscou fait pression sur la Géorgie afin de garder sa main dans la région, notamment à travers son soutien aux forces sécessionnistes de la Géorgie. La question de l'Abkhazie représente un enjeu fondamental pour la Russie dans les relations russo-géorgiennes. La Russie s'efforce de servir au mieux ses intérêts stratégiques sur la Géorgie en profitant de sa position sur cette question.

Plusieurs facteurs augmentent les tensions entre la Géorgie et la Russie. Les principales préoccupations de la Russie concernant ses relations avec la Géorgie sont les bases russes situées sur le territoire géorgien, les projets des oléoducs et le problème tchéchène. Le maintien des bases militaires en Géorgie avait été concédé à la Russie par Chevardnadzé en 1995 pour éviter l'éclatement de son pays. Tbilissi a exigé le retrait de ces bases. La Russie a réagit en accusant la Géorgie de tolérer des combattants tchéchènes sur son territoire, et s'est opposée à la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, car celui-ci permettrait au pétrole de la Mer Caspienne d'atteindre les marchés mondiaux sans passer par la Russie.

Bien que le développement de l'oléoduc n'ait pas au début joué de rôle important dans les conflits ethniques géorgiens, le succès de ce projet se connecta de plus en plus à l'aggravation des tensions ethniques. Parmi les nombreux conflits ethniques qui ont déstabilisé la Géorgie, le conflit de l'Abkhazie est généralement considéré,

comme la menace la plus sérieuse aux ambitions de la Géorgie de servir de pont d'énergie entre la Mer Caspienne riche en pétrole et les marchés de l'Ouest. La question abkhazo-géorgienne n'a pas qu'une dimension interne ou régional, mais est aussi un problème de lutte politique.

La Géorgie a adhéré à la CEI en octobre 1993. Plus tard, la Russie a dénoncé le nettoyage ethnique en Abkhazie et a adopté des sanctions économiques contre l'Abkhazie. Tout était en place pour l'envoi d'une force d'intervention russe en Abkhazie. D'autre part, un régime de visa fut imposé aux 2000 citoyens de la Géorgie, même si celle-ci faisait partie de la CEI, avec une exception pour les résidents de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Enfin, la Russie a influencé les résultats de l'élection de 2004 en Abkhazie en faveur du candidat pro-russe. Ceux-ci est un exemple parmi d'autres de la politique d'équilibre appliquée par la Russie dans la région.

La présence militaire russe dépendant de l'instabilité de la situation, celle-ci sortira de la région si une solution est trouvée. De plus, la Géorgie cherchant à éviter d'être dépendante de la Russie, applique une politique étrangère orientée vers l'Occident. La Russie est ainsi en position de forte concurrence avec les pouvoirs externes et régionaux pour rester l'acteur majeur au sein de cet espace. Parmi ses concurrents, les Etats-Unis sont en première ligne. En effet, ce pays réalise les projets d'oléoduc et soutien la Géorgie militairement.

Les attitudes adoptées par les différents dirigeants de la Géorgie étaient variées face à la Russie. La réponse de Gamsakhourdia fut de stimuler le nationalisme géorgien agressif ; celle de Chevardnadzé fut de négocier avec la Russie. La « révolution des roses » géorgienne a entraîné le renversement d'Edouard Chevardnadzé le 22 novembre 2003. Le rôle de médiateur entre le président géorgien contesté et le leader du mouvement d'opposition, Mikhaïl Saakashvili a été assumé par le Ministre des affaires étrangères russe. Plébiscitée par les élections du 4 janvier 2004, l'accession au pouvoir de Saakashvili a laissé entrevoir un nouveau chapitre dans l'évolution politique et économique de la république géorgienne. Saakashvili renforce principalement les relations de la Géorgie avec les Etats-Unis.

Un point important à noter ici est le fait que la Géorgie a changé ses dirigeants avec des coups d'Etat après l'indépendance. L'un a renversé Z.Gamsakhourdia, et l'autre, E.Chevardnadzé. Cette situation nous montre que la Géorgie est un Etat affaibli. En fait, l'Etat doit posséder un pouvoir politique fort pour pouvoir résoudre ses problèmes en tant qu'entité indépendante.

Soukhoumi et Tbilissi ne parviennent pas à s'entendre sur le statut juridique de la région sécessionniste. La Géorgie fait partie de ce que Moscou considère traditionnellement comme sa zone d'influence. Encore aujourd'hui, la Russie se trouve donc en position de médiateur incontournable sur cette question. L'envoi d'une force de maintien de la paix et surtout sa reconnaissance internationale faisaient partie d'une stratégie plus globale d'affirmation du rôle de la Russie dans cette zone traditionnelle d'influence.

L'Abkhazie est trop liée à la Russie, et notamment à sa politique de sécurité. Les Abkhazes ne comptent pas sur la Russie bien qu'ils profitent de son soutien. En effet, la Russie a joué un rôle controversé dans le conflit abkhaze et elle a suivi une politique incertaine entre la Géorgie et l'Abkhazie. La Russie supporte officiellement l'intégration de la Géorgie, mais exerce aussi une pression sur l'Abkhazie via un blocus économique sévère. D'autre part, il est certain que plusieurs militaires russes ont participé aux combats aux cotés des troupes abkhazes.

Tout au long de la crise qui a débuté à la fin des années 1980 et qui se poursuit encore aujourd'hui, les autorités abkhazes ont revendiqué, soit la création d'un véritable fédéralisme en Géorgie dans laquelle l'Abkhazie et la Géorgie auraient des droits égaux (nouveau pacte fédératif ou retour à la Constitution de 1925), soit l'intégration de l'Abkhazie au territoire russe, ou encore l'indépendance pure et simple. La Géorgie veut protéger l'intégration territoriale, et la Russie, elle, exige de rester la puissance principale dans cette région.

La Géorgie se trouvant dans une position hautement géostratégique. Il y a eu plusieurs interventions russes, mais cela n'a pas toujours permis l'installation d'une stabilité dans la région. Plusieurs politiques géorgiennes considèrent la présence

russe dans la région comme un facteur d'instabilité ; si la Russie le souhaite, elle peut créer l'instabilité dans la région avec sa force militaire.

Un processus de paix s'était mis en place en Abkhazie sans jamais aboutir. La force de maintien de la paix a été mandatée par la Communauté des États indépendants (CEI), dont le contingent était essentiellement composé de Russes sous la supervision de l'OSCE et de l'ONU. L'ONU a assumé une responsabilité primordiale pour la résolution du conflit en Abkhazie et, depuis 1992, travaille dans un partenariat inquiet avec les médiateurs officiels russes.

Les soldats russes servent de force d'interposition entre les régions sécessionnistes et le pouvoir central. Moscou doit *"abandonner l'idée d'une présence militaire éternelle en Géorgie. Moscou doit au moins nous assurer qu'il ne s'immiscera pas dans nos affaires intérieures. Malheureusement cela n'est toujours pas le cas aujourd'hui "*, a expliqué Mikhaïl Saakachvili dans une interview. D'ailleurs, *« La Géorgie est prête à écouter les bons conseils de la Russie »*, a déclaré Nino Bourdjanadze, qui assure la présidence par intérim. Le nouveau gouvernement est orienté pro-occidental, mais il ne conteste pas la puissance majeure qu'est la Russie.

En conclusion, la Géorgie doit gérer les relations interethniques sur son territoire et maintenir son intégrité territoriale. D'autre part, l'Abkhazie lutte malgré tout, afin d'obtenir un statut indépendant au sein de CEI et a besoin pour cela de l'aide de la Russie. Il est encore tout à fait possible que la Géorgie décide d'utiliser l'option militaire afin de restaurer son contrôle sur la région abkhaze.

La médiation de la Russie est très importante pour le règlement de cette question. Il est possible de constater que la Russie a de temps en temps joué un rôle de médiateur et de chef d'orchestre dans les régions en conflits. Puisqu'il y a encore un État affaibli dans la région et par ce fait, un vide politique, la Russie active n'a pas l'intention de permettre aux pouvoirs externes de remplir ce vide.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

CHAUPRADE Aymeric et THUAL François, *Dictionnaire de Géopolitique*, Ellipses, Paris, 1998.

LACOSTE Yves (dir), *Dictionnaire de Geopolitique*, Flammarion, Paris, 1995.

TAMISIE, Jean-Christophe, *Dictionnaire des peuples*, Larousse, Paris, 2001.

Encyclopédie de l'Islam Nouvelle Edition, Tome: V, E.J.Brill, Leiden, 1991.

Glossaire, *Problème politique et sociaux*, no. 827.

OUVRAGES :

AVES Jonathan, *Georgia From Chaos to Stability?*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1996.

BAEV Pavel, *Russia's Policies in The Caucasus*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1997.

BERTSCH Gary K., CRAFT Cassady, JONES Scott A. et BECK Michael, *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in The Caucasus and Central Asia*, Routledge, Londres, 2000.

CHAUVIER Jean-Marie, *Sovyetler Birliđi : Ekonomik ve Siyasi Geliřmeler 1917/1988*, BDS Yay., İstanbul, 1990.

CHERVONNAYA Svetlana A., *Conflict in The Caucasus Georgia, Abkhazia and the Russian Shadow*, Gothic Image Pub., Londres, 1994.

CORNELL Svante E., *Small Nations and Great Powers A study of ethno-political conflict in the Caucasus*, Curzon Press, Richmond, 2001.

ÇİLOĐLU Fahrettin, *Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar*, Sinatle, İstanbul, 1998.

DEMİR Ali Faik, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, Bağlam, İstanbul, 2003.

DJALILI Mohammed-Reza, *Le Caucase Postsoviétique: La Transition dans le Conflit*, Bruylant, Bruxelles, 1995.

GOLDENBERG Suzanne, *Pride of Small Nation*, Zed books, Londres, 1994.

HERZIG Edmund, *The New Caucasus Armenia, Azerbaijan and Georgia*, The Royal Institute International Affairs, Londres, 2000.

HUNTER Shireen T., *The Transcaucasus in Transition Nation-Building and Conflict*, The Center for Strategic & International Studies, Washington,D.C., 1996.

KARAGIANNIS Emmanuel, *Energy and Security in The Caucasus*, RoutledgeCurzon, Londres, 2002.

KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, *Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie*, Perrin, Paris, 1995.

LYNCH Dov, *The conflict in Abkhazia Dilemmas in Russian 'Peacekeeping' Policy*, The Royal Institute International Affairs , Londres, 1998.

LYNCH Dov, *Russian Peacekeeping Strategies in The CIS The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, The Royal Institute International Affairs , Londres, 2000.

SMITH Graham, LAW Vivien, WILSON Andrew, BOHR Annette et ALLWORTH Edward, *Nation-building in The Post-Soviet Borderlands The Politics of National Identities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.

TAVKUL Ufuk, *Etnik Çatışmaların Gölgesinde Kafkasya*, Ötüken Neşr., İstanbul, 2002.

THUAL François, *Le Caucase Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie*, Dominos/Flammarion, 2001.

THUAL François, *Géopolitique des Caucases*, Elipses, Paris, 2004.

ARTICLES

ABACHIDZE Nana, "Géorgie Ce que le peuple attend du héros de la révolution ", *Courrier International*, no. 688, 8-14 janvier 2004, p. 14.

ACKERMAN Galia, Entretien avec Mikhaïl Saakachvili, "Géorgie: l'homme du renouveau", *Politique Internationale* , No: 104, l'été 2004, pp. 9-32.

BINETTE Pierre, "La crise en Abkhazie acteurs et dynamique", *Revue Etudes Internationales*, vol. 29, no. 4, décembre 1998, pp. 831-865.

CHARLICK-PALEY Tanya with WILLIAMS Phil and OLIKER Olga, "The political evolution of Central Asia and South Caucasus: Implications for regional security", in OLIKER Olga, SZAYNA Thomas S., (ed.) , *Faultlines of Conflict in Central Asia and The South Caucasus*, Rand, Santa Monica, 2003, pp. 7-41

CHIRIKBA Viacheslav A., "Georgian-Abkhazian Conflict and Its Aftermath", in TÛTÛNCÛ Mehmet (ed.), *Caucasus : War and Peace The New World Disorder and Caucasia*, SOTA, Haarlem, 1998, pp. 71-89.

DANILOV Dmitri, "Russia's search for an international mandate in Transcaucasia", in COPPIETERS Bruno, (ed.), *Contested Borders in The Caucasus*, Vubpress, Bruxelles, 1996, pp. 137-151.

DOLAY Nur, Ghia Nodia ile söyleşi: "Gürcistan-Abhazya ilişkileri 'soğuk barış'sona erebilir", *İdea Politika*, no. 5, 1999/2000, pp. 154-155.

FAWN Rick et CUMMINGS Sally N., "Interests over Norms in Western Policy towards the Caucasus: How Abkhazia is no one's Kosovo", *European Security*, vol. 10, no. 3, autumn 2001, pp.84-108.

FULLER Liz, "Le caucase de sud: nouvel enjeu pour les puissances", *Problemes Politiques et Sociaux*, no. 827, pp. 59-61.

GUENEC Michel, "L'Abkhazie, République autonome de Géorgie", *Le Courrier des Pays de l'Est*, no. 1018, septembre 2001, pp. 36-47.

HEWITT George, "Abkhazia, Georgia and the Circassian (NW Caucasus)", *Central Asian Survey*, no. 18(4), 1999, pp. 463-499.

HEWITT B.G., "Abkhazia: a problem of identity and ownership" in WRIGHT John F.R., GOLDENBERG Suzanne, SHOFIELD Richard, (ed.), *Transcaucasian Boundaries*, St.Martin's Press, New York, 1996, pp. 190-222.

JEGO Marie, "Tbilissi entre Moscou et Washington", *Politique Internationale*, no. 104, l'été 2004, pp. 49-64.

JOLICOEUR Pierre, "Stabilité et sécurité au Caucase du Sud. La césure du 11 septembre 2001", in JUNEAU Thomas, HERVOUET Gérard, LASSERRE, *Asie Centrale et Caucase Une Sécurité Mondialisée*, (ed.), Les press l'Université Laval, Sainte-Foy, 2004, pp. 113-131.

KACHIA Janri, "Caucase : Le vrai-faux 'contrat du siècle' ", *Politique Internationale*, no. 70, hiver 1995-1996, pp. 39-51.

KACHIA Janri, Entretien avec Edouard Chevardnadze: "Géorgie : la fièvre de l'or noir", *Politique Internationale*, no. 70, 1995-96, pp. 53-56.

MATVEEVA Anna, "Regional Introduction : Post-soviet Russia Redefines Its Interests", in REINNER Lynne,(ed.), *Searching For Peace in Europe and Eurasia*, Boulder, Londres, 2002.

MATVEEVA Anna, "Georgia: Peace remains elusive in ethnic patchwork", in Lynne Reinner,(Ed.) *Searching For Peace in Europe and Eurasia*, Boulder, Londres, 2002.

MERLIN Aude et RADVANYI Jean, "Russes et Caucasiens à la fin du XXe siècle. Identité et Territoires", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 34, no. 4, 2003, pp. 97-114.

MINASSIAN Gaïdz, "La Sécurité du Caucase du Sud", *Politique Etrangère*, no. 4, 2004, pp.781-793.

MINASSIAN Gaïdz, "Caucase du sud: Enjeux de la Coopération Régionale", *Politique Etrangère*, septembre 2002, pp. 715-731.

MURINSON Alexander, "The secession of Abkhazia and Nagorny Karabagh. The roots and patterns of development of post-Soviet micro-secessions in Transcaucasia", *Central Asian Survey*, no. 23(1), march 2004, pp. 5-26.

NODIA Ghia, "A new cycle of instability in Georgia new troubles and old problems", in MENON Rajan, FEDEROF Yuri E., NODIA Ghia, (ed.), *Russia, the Caucasus and Central Asia The 21st century security environment*, M.E.Sharp, New York, 1999, pp. 188-203.

NODIA Ghia, "Political turmoil in Georgia and the ethnic policies of Zviad Gamsakhurdia", COPPIETERS Bruno, (ed.), *Contested Borders in The Caucasus*, Vubpress, Bruxelles, 1996, pp. 73-89.

NORMARK Per, "Russian policy towards Georgia: Assertiveness and strategic retreat", in SABAH Farian et WARNER Daniel, (ed.), *The OSCE and The Multiple Challenges of Transition The Caucasus and Central Asia*, Ashgate Pub., 2004, pp. 91-105.

PECHENEV Vadim, "Le flanc sud: sphère d'intérêts pour la Russie...Un verrou de sécurité Pour une politique globale au Caucase", *Problèmes Politiques et Sociaux*, no. 797, pp. 25-28.

RADVANYI Jean, "Réseaux de transport, réseaux d'influence: nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie", *Hérodote*, no. 104, mars 2002, pp. 38-65.

RADVANYI Jean, "Grand Caucase, la 'montagne des peuples' écartelée", *Hérodote*, no. 107, 2002, pp. 65-88.

RADVANYI Jean, "Les problèmes internes de la Géorgie à la lueur des mutations géopolitiques de la zone caucasienne", in DJALILI Mohammed-Reza, (dir.), *Le Caucase postsoviétique: La transition dans le conflit*, Bruylant, Bruxelles, 1995, pp. 49-66.

OZGAN Konstantin, "Abkhazia - Problems and the paths to their resolution", in HØIRIS Ole et YÜRÜKEL Sefa Martin, (ed.), *Contrasts and Solutions in The Caucasus*, Aarhus University Press, Aarhus, 1998, pp. 183-198.

SERRANO Silvia, "Géorgie 2000-2001", *le Courrier des Pays de l'Est*, no. 1020, nov.-dec. 2001, pp. 46-54.

SLIDER Darrell, "Democratization in Georgia", in DAWISHA Karen et PARROTT Bruce, (ed.), *Conflict, Cleavage and Change in Central Asia and Caucasus*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, pp.156-198.

SUNY Ronald Grigor, "Southern tears: Dangerous opportunities in the Caucasus and Central Asia", in Rajan Menon, Yuri E. Federof, Ghia Nodia, (ed.), *Russia, the Caucasus and Central Asia The 21st century security environment*, M.E. Sharp, New York, 1999, pp. 147-176.

TASTEKIN Fehim, "Poutine a perdu à Kiev, mais pas à Soukhoumi", *Courrier International*, no. 744, 3-9 février 2005.

TINGUY Anne de, "Vladimir Poutine et l'Occident: L'heure est au pragmatisme", *Politique Etrangère*, 3/2001, pp. 515-533.

TOFT Monica Duffy, "Multiationality, Regions and State-Building: The Failed Transition in Georgia", in HUGHES James et SASSE Gwendolyn, (ed), *Ethnicity and Territory in the Former Soviet Union : Regions in Conflict*, FC Publishers, Londres, 2002, pp. 123-142.

TRENIN Dmitriy, "Russia", in FINDLAY Trevor (Ed.), *Challenges for the New Peacekeepers*, Oxford Uni. Pub., Oxford, 1996, pp. 68-84.

TRENIN Dmitri, "Russia's security interests and policies in the Caucasus region", in COPPIETERS Bruno, (ed.), *Contested Borders in The Caucasus*, Vubpress, Bruxelles, 1996, pp. 91-102.

WRIGHT John F.R., "The Geopolitics of Georgia", in WRIGHT John F.R., GOLDENBERG Suzanne, SHOFIELD Richard, (ed), *Transcaucasian Boundaries*, St.Martin's Press, New York, 1996, pp. 134-150.

YERASIMOS Stéphane, "Transcaucasie : le retour de la Russie", *Hérodote*, no. 81, avril-juin, 1996, pp. 179-213.

MICHEL Serge et ENDERLIN Serge, "Pétaudiaire ethnique en Géorgie", *Le Figaro*, 9 juillet 2003.

ZVEREV Alexei, "Ethnic conflict in the caucasus 1988-1994", in COPPIETERS Bruno, (ed.), *Contested Borders in The Caucasus*, Vubpress, Bruxelles, 1996, pp. 13-71.

DOCUMENTS

TAŞTEKİN Fehim, *Kafkas Vakfı Abhazya Raporları* 4, Londres, Mayıs 2002.

TAŞTEKİN Fehim, *Kafkas Vakfı Abhazya Raporları* 3, Istanbul, Nisan 2002.

TAŞTEKİN Fehim, “Bir Abhazya Fotoğrafi”, *Kafkas Vakfı Abhazya Raporu*, Ekim 2001.

SOURCES ELECTRONIQUES

CHESTERIAN Vicken, “Changement du pouvoir à Tbilissi Révolution géorgienne entre deux grandes puissances”, 28 novembre 2003, http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/georgie/?var_recherche=Changement+du+pouvoir+%C3%A0+Tbilissi+.

CLOGG Rachel, “The Rose Revolution and the Georgian-Abkhazian conflict: light at the end of the tunnel?” *the JRL Research and Analytical Supplement*, no. 24, May 2004, disponible aussi sur <http://www.cdi.org/russia/johnson/822.cfm#1%20>.

DAMOISEL Mathilde et GENTE René, “Entre la Russie et la Géorgie Ni guerre ni paix en Abkhazie”, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/DAMOISEL/10620>.

DANILOV Dmitrii, “The role of the Russia”, *Accord*, no. 7, disponible sur: <http://www.c-r.org/accord/geor-ab/accord7/russia.shtml>.

FULLER Liz, “Comparisons between kosova, trascaucasus misleading”, *Radio Free Europe/Radio Liberty, Caucasus Report*, le 1 juillet 1999, <http://www.rferl.org/reports/aspfiles/printonly.asp?po=y>.

FULLER Liz, “Abkhazia, South Ossetia reject Georgian president’s new peace plan”, *Radio Free Europe/Radio Liberty, Caucasus Report*, le 24 September 2004, <http://www.rferl.org/reports/aspfiles/printonly.asp?po=y>.

GREMY François, “Retrait des bases militaires russes de Géorgie. Quelles négociations ?”, www.caucaz.com, mise à jour le 30/08/2005.

LAMBROSCHINI Sophie, “Georgia Moscow Watches Warily As Saakashvili Comes To Power”, *Radio Free Europe/Radio Liberty*, le 5 janvier 2004, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2004/01/88f57397-7b95-4eff-af2b-9446fd2f0b4d.html>.

MACFARLANE S. Neil, “The role of the UN”, *Accord*, no. 7, disponible sur: <http://www.c-r.org/accord/geor-ab/accord7/unrole.shtml>.

MELOUA Mirian, “Vers un dénouement du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie Proposition d'un état fédératif géorgien”, http://www.colisee.org/article.php3?id_article=1243, le 2 juin 2004.

MELOUA Mirian, “Géorgie : le rôle de la Russie en Abkhazie”, http://www.colisee.org/article_print.php?id_article=1664, le 23 janvier 2005.

MINASSIAN Gaïdz, La Transcaucasie est morte, vive le Caucase du sud?
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Minassian.pdf>

RADVANYI Jean, “La Géorgie aux prises avec ses archaïsmes”, <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/RADVANYI/2218>.

RADVANYI Jean, “Quand les occidentaux poussent les nouveaux états indépendants loin de Moscou Transports et géostratégie au sud de la Russie”, www.monde-diplomatique.com, juin 1998.

RADVANYI Jean et REKACEWICZ Philippe, “Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain”, <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/10/RADVANYI/14290>.

“Historique du conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie”, http://www.colisee.org/article.php?id_article=1250.

“La tension s'accroît entre Tbilissi et Moscou” (Reuters), <http://www.ledevoir.com/cgi-bin/imprimer?path=/2005/05/13/81706.html>.

“MONUG Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie – Mandat”, http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugM.htm.

“Géorgie : réunion de l'ONU pour relancer le processus de paix en Abkhazie”, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyFAr.asp?NewsID=9645&Cr=Géorgie&Cr1=Abkhazie>, 24 janvier 2006.

“Biographie de Vladislav Ardzinba, président de la République autoproclamée d'Abkhazie”, http://www.colisee.org/article_print.php?id_article=1254.

“Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien”, <http://www.reseauvoltaire.net/rubrique346.html>.

“Un parti d'opposition en Abkhazie Amsakhara”, http://www.colisee.org/article.php3?id_article=1262.

<http://atlasgeo.span.ch/htmlg/Georgie.htm>.

<http://tlfq.ulaval.ca/axl/asiе/georgie.htm>.

<http://tlfq.ulaval.ca/axl/asiе/georgie-terr-autonomes.htm>.

http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugB.htm.

<http://www.rzuser.uni-heidelberg.de/%7Eci4/georgien/karten/caureg.gif>

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/DAMOISEL/10620>

<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/georgie-regions-map.htm>

<http://www.quid.fr/monde.html?mode=detail&iso=ge&style=mapview&zoom=2&id=50250&mapid=420>

ANNEXES

I – Les tableaux démographiques

Tableau 1 . Données du recensement 1979-1989 de la Géorgie³³⁵ :

GÉORGIE	Nombre des nationalités		Pourcentage total	
	1979	1989	1979	1989
Géorgiens	3 33 011	3 787 393	68,6 %	70,1 %
Arméniens	448 000	437 211	9,0 %	8,1 %
Russes	371 608	341 172	7,4 %	6,3 %
Azerbaïjanais (Azéris)	255 678	307 556	5,1 %	5,7 %
Ossètes	160 497	164 055	3,2 %	3,0 %
Grecs	95 105	100 324	1,9 %	1,8 %
Abkhazes	85 285	95 853	1,7 %	1,8 %
Ukrainiens	45 036	52 443	0,9 %	1,0 %
Kurdes	25 688	93 391	0,5 %	0,6 %
Juifs géorgiens	7 974	14 314	0,2 %	0,3 %
Juifs russes	20 107	10 312	0,4 %	0,2 %
Biélorusses	5 702	8 595	0,1 %	0,1 %
Assyriens	5 286	6 206	0,1 %	0,1 %
Tatars	5 089	4 099	0,1 %	0,1 %
Autres nationalités	29 116	37 977	0,6 %	0,7 %
Population totale	4 993 182	5 400 842	100 %	100 %

³³⁵ B.G.Hewitt, “Abkhazia, Georgia and the Circassian (NW Caucasus)”, *Central Asian Survey*, no. 18(4), 1999, p. 263.

Tableau 2 . Données du recensement 1979-1989 de l'Abkhazie³³⁶

	1979	1989	1979 (%)	1989 (%)
Population totale	486,082	525,06	100.0	100.0
Abkhazes	83,097	93,267	17.1	17.8
Géorgiens	213,322	239,872	43.9	45.7
Arméniens	73,350	76,541	15.1	14.6
Russes	79,730	74,913	16.4	14.2
Greco	13,642	14,664	2.8	2.8
Ukrainiens	10,257	11,655	2.1	2.2
Bielorusses	1,311	2,084	0.3	0.4
Juifs	1,976	1,426	0.4	0.3
Ossètes	952	1,165	0.2	0.2
Tatars	1,485	1,099	0.3	0.2
Divers	6,960	8,374	1.4	1.6

³³⁶ B. G. Hewitt, "Abkhazia, Georgia and the Circassian (NW Caucasus)", *Central Asian Survey*, no. 18(4), 1999, p. 263.

Tableau 3 . La population de la Géorgie (Estimation de 1995)

La population totale³³⁷ : 5.431.000

Géorgiens :	73%
Arméniens :	8 %
Azéris :	6.1%
Russes :	4,3%
Ossètes :	2,8%
Abkhazes :	1,8%
Divers :	4%

Tableau 4 . La population de l'Abkhazie (Estimation en 1997)

La population totale³³⁸: 203.000

Abkhazes :	35%
Géorgiens :	20%
Russes :	17,5%
Arméniens:	23%

³³⁷ Emmanuel Karagiannis, *op.cit.*, p. 75.

³³⁸ Voir glossaire, *Problème Politique et Sociaux*, no. 827, p. 6.

II . Les Cartes

Carte 1 . La carte de la Géorgie³³⁹



³³⁹ <http://www.quid.fr/monde.html?mode=detail&iso=ge&style=mapview&zoom=2&id=50250&mapid=420>

Carte 2 . La carte des régions de la Géorgie³⁴⁰ :



³⁴⁰ <http://www.tfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie-regions-map.htm>

Carte 3 . La carte de la Géorgie et Caucase du nord³⁴¹ :



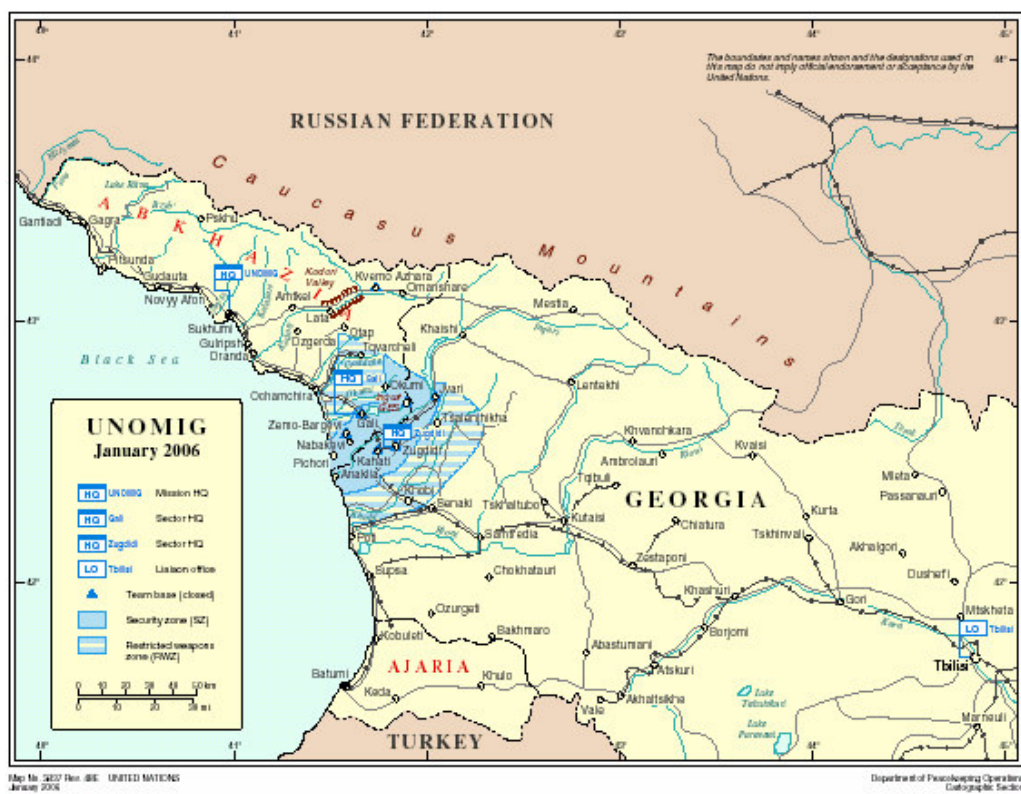
³⁴¹ <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/DAMOISEL/10620>

Carte 5 . La carte de Transcaucasie³⁴² :



³⁴² <http://www.rzuser.uni-heidelberg.de/%7Eci4/georgien/karten/caureg.gif>

Carte 5 . La carte de MONUG³⁴³



³⁴³ http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug

III. MONUG - Faits et chiffres³⁴⁴

Emplacement	Géorgie
Quartier Général	Sukhumi
Durée	Depuis août 1993

Effectifs	(31 décembre 2005) 134 personnel en uniforme, y compris 122 observateurs militaires et 12 agents de police; appuyés par 2 soldats, du personnel civil recruté sur le plan international (107) et local (187) et 2 volontaire de l'ONU
------------------	--

Pays fournissant des effectifs militaires	Albanie, Allemagne, Autriche, Bangladesh, Croatie, Danemark, Egypte, Etats-Unis, Fédération de Russie, France, Grèce, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Pakistan, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Uruguay
--	---

Pays fournissant des agents de police	Allemagne, Fédération de Russie, Hongrie, Pologne et Suisse
--	---

Pertes en vie humaines	6 soldats militaires 2 observateurs 1 membre du personnel civil international 1 membre du personnel civil local 10 au total
-------------------------------	---

Coût de la mission	<i>Méthode de financement:</i> Les crédits ouverts aux fins du fonctionnement de la Mission sont portés sur un Compte spécial. <i>Crédits ouverts:</i> Du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006: 36,38 millions de dollars des Etats-Unis (montant brut)
---------------------------	--

³⁴⁴ http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monugF.htm